

www.e-rara.ch

Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution

Campagnes de 1796, 1797, 1798 et 1799

Jomini, Antoine Henri de

Bruxelles, 1841

ETH-Bibliothek Zürich

Shelf Mark: Rar 7430

Persistent Link: <https://doi.org/10.3931/e-rara-28955>

Livre XII. Campagne de 1797.

www.e-rara.ch

Die Plattform e-rara.ch macht die in Schweizer Bibliotheken vorhandenen Drucke online verfügbar. Das Spektrum reicht von Büchern über Karten bis zu illustrierten Materialien – von den Anfängen des Buchdrucks bis ins 20. Jahrhundert.

e-rara.ch provides online access to rare books available in Swiss libraries. The holdings extend from books and maps to illustrated material – from the beginnings of printing to the 20th century.

e-rara.ch met en ligne des reproductions numériques d'imprimés conservés dans les bibliothèques de Suisse. L'éventail va des livres aux documents iconographiques en passant par les cartes – des débuts de l'imprimerie jusqu'au 20e siècle.

e-rara.ch mette a disposizione in rete le edizioni antiche conservate nelle biblioteche svizzere. La collezione comprende libri, carte geografiche e materiale illustrato che risalgono agli inizi della tipografia fino ad arrivare al XX secolo.

Nutzungsbedingungen Dieses Digitalisat kann kostenfrei heruntergeladen werden. Die Lizenzierungsart und die Nutzungsbedingungen sind individuell zu jedem Dokument in den Titelinformationen angegeben. Für weitere Informationen siehe auch [Link]

Terms of Use This digital copy can be downloaded free of charge. The type of licensing and the terms of use are indicated in the title information for each document individually. For further information please refer to the terms of use on [Link]

Conditions d'utilisation Ce document numérique peut être téléchargé gratuitement. Son statut juridique et ses conditions d'utilisation sont précisés dans sa notice détaillée. Pour de plus amples informations, voir [Link]

Condizioni di utilizzo Questo documento può essere scaricato gratuitamente. Il tipo di licenza e le condizioni di utilizzo sono indicate nella notizia bibliografica del singolo documento. Per ulteriori informazioni vedi anche [Link]

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XII.

CAMPAGNE DE 1797.

Aperçu de la situation des affaires.—État intérieur de la France.—Conspiration royaliste de Brottier.—Armements de l'Autriche. — Efforts de l'Angleterre pour porter ses forces de terre au niveau des dangers qui la menacent, et des besoins de ses colonies. — Embarras de la Banque; suspension de ses paiements en argent. — Paul Ier, à son avènement au trône de Russie, renonce à faire la guerre en Allemagne.—Gustave IV, devenu majeur, monte en même temps sur celui de Suède. — Alliance tardive du roi de Sardaigne avec la France. — Nouvelle politique de la Porte.

Plans de campagne des différents partis. — L'archiduc Charles marche en Italie, avec une partie de son armée. — Bonaparte, renforcé à temps par les divisions Bernadotte et Delmas, prévient ce prince, et le repousse des bords du Tagliamento, jusque sur les Alpes-Noriques. — Combats de Tarvis. — Armement des milices du Tyrol. — Joubert traverse ce pays pour joindre Bonaparte vers Clagenfurth, par la vallée de la Drave.—Combats de Neumarck et de Hundsmarck. — La terreur se répand jusqu'à Vienne, et l'Empereur propose un armistice pour sauver sa capitale. — Préliminaires de paix de Léoben. — Révolte du Véronais.

Passage du Rhin à Neuwied, par l'armée de Hoche; et à Kehl, par l'armée de Moreau.

Tandis que les victoires des armées françaises imposent la paix à l'Autriche, la grande flotte espagnole, sortie de Cadix, est battue par l'amiral Jervis au cap Saint-Vincent. — Une insurrection sérieuse éclate sur les escadres anglaises.

Bonaparte se dirige sur Venise, pour tirer vengeance de la conduite du sénat. — Villetard fomenté une révolution dans cette ville, où le parti démocratique appelle les Français; ils s'emparent également de Corfou et des îles Ioniennes. — Conférences d'Udine. — Révolution de Gènes. — Négociations de Passeriano. — L'Angleterre envoie de nouveau lord Malmesbury en France. — Traité avec le Portugal; la reine refuse de le ratifier.

Affaires de l'intérieur; nouvelles élections. — Lutte du Directoire avec les conseils législatifs. — Journée du 18 fructidor.—Rupture des négociations avec l'Angleterre. — Troubles excités par les Français en Piémont et en Valteline. — Démêlés avec le Portugal, les États-Unis, la Suisse. — Traité de paix définitive avec l'Autriche à Campo-Formio. — La France acquiert la Belgique et la rive gauche du Rhin; la Lombardie lui est cédée pour former une république séparée. — Partage de la république de Venise; le Directoire garde Corfou et les îles de l'Adriatique. — L'Autriche s'approprie les États de terre ferme et la capitale. — Articles secrets de ce traité qui exerce une grande influence sur la politique ultérieure du gouvernement français.

Suites des affaires maritimes: Jervis bombarde inutilement Cadix. — Abercrombie prend la Trinité, mais échoue à Porto-Ricco; Nelson est repoussé à Ténériffe où il perd un bras. — Sortie de la flotte hollandaise sous Dewinter: elle est battue à Camperduyn par celle de Duncan. — Affaires de Saint-Domingue.

Formation d'une armée d'Angleterre, dont le vainqueur d'Italie est nommé général en chef.—Ouverture du congrès de Rastadt. Bonaparte y signe une convention militaire pour la remise de Mayence aux Français, et de Venise aux Autrichiens; puis il se rend à Paris où il est reçu avec le plus grand enthousiasme.

CHAPITRE LXX.

Situation politique de l'Europe. — Plans de campagne des puissances belligérantes.

La France, à qui la victoire semblait donner une assiette non moins solide au dedans que brillante au dehors, portait néanmoins en son sein les

germes de l'anarchie. Si la Vendée paraissait comprimée, les passions y fermentaient encore. Malgré les décrets de la convention, le parti royaliste, loin de faire à la paix le sacrifice momentané de ses droits, consentait à peine à renoncer à ses vieux privilèges. S'il est pénible pour le plébéien de courber la tête sous un régime qui l'écarte des

principales fonctions publiques; il n'était pas naturel que la classe habituée à dominer par son rang, sa fortune et sa naissance, se résignât de bonne grâce à la nullité, et à devenir passible d'exclusions humiliantes. Aussi, l'aristocratie, terrassée dans la lutte où elle avait combattu à découvert, travaillait sourdement à ressaisir l'autorité, en réclamant d'abord la portion de souveraineté dévolue d'après la constitution de l'an III, à toutes les classes de citoyens faisant partie intégrale de la nation.

D'un autre côté, le comité de Brottier, Dunan et Lavillehurnois, comptait opérer la contre-révolution en s'assurant, par les nouvelles élections, de la majorité des conseils législatifs. Le décret du 13 fructidor y mettait, selon lui, peu d'entraves : il se flattait de trouver assez de députés royalistes, sans recourir à l'intervention des familles exclues des assemblées électorales. Le comité royal ne s'en tenait pas là : il aurait voulu frapper un coup d'état, en arrêtant les membres du Directoire et des conseils, les plus capables de déjouer ses projets.

Soit que le Directoire surveillât ses menées, soit qu'elles lui fussent encore inconnues, une démarche indiscrette éventa le complot. Le comité royal, persuadé que la réussite de son plan dépendait de la possibilité de gagner un des corps de troupes préposés à la garde de Paris, fit quelques ouvertures au chef de brigade Malo, commandant du 21^e régiment de dragons. Feignant d'entrer dans les vues des agents de Brottier, cet officier en rendit compte au gouvernement, qui lui prescrivit de suivre l'intrigue et d'en découvrir la ramification, en promettant tout aux conjurés. Après quelques pourparlers, il attira chez lui les trois chefs du comité royal, sous prétexte de convenir avec eux des mesures à prendre pour assurer le succès de leur entreprise. Des agents de police apostés, ayant tout entendu, se saisirent des conspirateurs, qui furent bientôt traduits à une commission militaire. Leur délit, certes, n'était pas de la compétence de ce tribunal; mais le Directoire ne s'arrêta pas à des formalités, vu qu'il s'agissait du salut de l'État.

Cependant, comment juger militairement des conjurés qui prétendaient opérer la contre-révolution sans effusion de sang, et par l'influence même des autorités constituées? On prétextait leurs tenta-

tives auprès d'un officier, pour les accuser d'embaufrage; et la commission, docile, les condamna en usant toutefois de la latitude que lui laissait la loi, pour commuer la peine de mort en une détention de quelques années.

Cette trame déjouée ne laissait pas moins la république en proie à une funeste division. L'orage s'amoncelait peu à peu : la liberté de la presse fournissait à la faction royaliste les moyens d'encourager les espérances des siens, et de gagner successivement une classe nombreuse d'hommes qui, sans intérêt direct à soutenir la révolution, se voyaient dans les doctrines démocratiques qu'on leur présentait un leurre trompeur. Les doux bienfaits qu'on leur avait promis, se bornaient effectivement jusque-là à des substitutions de noms : le pouvoir presque absolu de Rewbell succédait à l'influence modérée du comte de Vergennes; et les Necker et les Turpin avaient fait place à un Ramel et à un Benezecq, sans que le peuple en fût moins chargé d'impôts ni plus libre.

L'égalité en droits politiques, le seul bien réel de la révolution, n'était pas assez appréciée par la classe moyenne, pour que chacun fût disposé à sacrifier au prix de son repos et de la prospérité de ses intérêts particuliers. Les journaux royalistes, en attaquant indirectement les hommes de la révolution, sapaient peu à peu leur crédit. Dans le midi, à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, l'opinion publique se prononçait contre eux; parce que le commerce, en souffrance, leur attribuait tous ses maux.

En un mot, à l'époque des élections du second tiers, tout annonçait que la nation ne fixerait pas son choix sur ces hommes qui dominaient la tribune depuis cinq ans, et que la majorité des conseils passerait du côté de leurs ennemis. Le Directoire, inquiet de ces dispositions, ne négligeait rien pour influencer les choix. Mais les institutions républicaines ne lui laissant pas de puissants moyens, il chercha du moins à obtenir dans les départements récemment réunis, des hommes qui avaient donné des gages de leur zèle pour les nouvelles doctrines et de leur attachement pour la république.

Les finances étaient dans un état déplorable. Bien que les armées eussent vécu en majeure partie sur le sol ennemi, et que l'expédition de Brest

eût été payée par les récriptions bataves, le trésor était à sec. Un arriéré de 600 millions entravait le service courant des ministères; le gaspillage se glissait dans toutes les administrations, que Barras dirigeait avec aussi peu de délicatesse que d'habileté; la voie même des emprunts était fermée par l'horrible abus qu'on avait fait de la dette perpétuelle (1), non moins que par la suspension du paiement des intérêts qui consommait la perte du crédit public.

L'issue de la négociation de Malmesbury, et le peu de succès de la mission du général Clarke auprès du cabinet de Vienne, prouvèrent que l'Autriche ne sut pas mieux que la France conclure la paix en temps opportun. Si le Directoire, en négligeant l'occasion de faire valoir ses succès sur le continent comme une juste compensation de ses revers maritimes, se condamna à une guerre dont il était difficile de prévoir le terme, d'un autre côté, les succès de l'archiduc, donnant à Thugut des espérances trompeuses, lui firent regarder la délivrance de l'Italie comme aussi certaine que celle de l'Allemagne; et, pour n'avoir pas renoncé à la Belgique, il s'exposa à perdre la Lombardie.

Décidé à recourir à la voie des armes, le cabinet de Vienne usa de toutes ses ressources pour soutenir avec plus de succès ce dernier assaut. Apprenant, d'une part, la chute de Mantoue, et de l'autre, la prise de la tête de pont d'Huningue, il affecta de regarder celle-ci comme une compensation de la perte de ce boulevard. Les Français, privés d'une tête de pont, ne pouvaient plus, disait-il, déboucher si facilement sur le haut Rhin; et l'invasion de l'Allemagne par Dusseldorf lui parut si peu à craindre pour Vienne, que, dès lors, il se décida à faire passer l'archiduc Charles en Italie avec une trentaine de mille hommes. On laissa derrière le Rhin, deux corps sous les ordres du comte de Latour : celui du haut Rhin, commandé par Starray; celui de la Lahn, par Werneck.

L'hiver fut utilement employé à lever et dresser des recrues pour compléter les régiments, et former de nouveau ceux dont les cadres étaient

tombées en entier au pouvoir des Français. La Bohême, l'Illyrie, la Gallicie, furent soumises à une presse d'hommes, assez semblable à la réquisition de France; le contingent du Tyrol fut quadruplé; la noblesse hongroise, assemblée à la diète de Presbourg, cédant à l'ascendant du gouvernement impérial, et éveillée par les dangers dont les maximes républicaines menaçaient tous les corps privilégiés de l'Europe, vota, le 22 novembre, le don considérable de 50,000 recrues, de 10,000 chevaux de remonte, de 20,000 bœufs, des grains suffisants pour alimenter 300,000 hommes pendant un mois, enfin, des fourrages pour 80,000 chevaux. Bien qu'on soit autorisé à beaucoup rabattre de ces sortes de déclarations, il n'en est pas moins vrai que celle-ci témoigne, à combien de sacrifices la nation hongroise était disposée pour assurer le triomphe de la maison d'Autriche.

Cependant, des recrues ne sont pas des soldats; elles ne peuvent le devenir qu'au bout d'un certain temps et à l'aide de bons cadres, qui forment le fonds d'une armée : or, ceux-ci se trouvaient considérablement réduits; les plus braves officiers et sous-officiers avaient succombé; d'autres étaient prisonniers. A la vérité, l'impétuosité avec laquelle on faisait la guerre, dispensait d'une instruction aussi minutieuse que celle exigée par l'ancien système des campements, ou le service régulier de campagne. Il suffisait, pour arrêter les progrès des armées républicaines, de leur opposer des masses exercées à la marche et aux feux, et c'est à quoi visait le gouvernement.

Loin que les projets de Truguet et de Hoche eussent ébranlé la puissance britannique, comme on s'en était flatté, l'expédition d'Irlande avait tourné, par l'événement, à l'avantage de l'Angleterre. Le cabinet de Londres, profitant des alarmes que les armements de la république avaient semées dans les trois royaumes, demanda et obtint sans difficulté la levée de 15,000 hommes pour compléter les régiments de ligne. Trouvant en outre dans l'institution des gardes nationales de France, un exemple de ce que peut une milice

(1) Il fut un temps où la république liquidait à volonté ses créanciers, en assignats ou en inscriptions sur le grand livre. On demanda la révision de ces inscriptions, en

citant pour exemple un créancier qui en avait obtenu une de douze millions, pour paiement de 300,000 francs en numéraire.

bien organisée et animée de patriotisme, il créa un corps de fencibles de 60,000 fantassins et de 20,000 hommes de cavalerie, prêt à être mobilisé au premier signal. Le personnel et le matériel de l'artillerie furent considérablement augmentés. Les forces maritimes reçurent un accroissement proportionné; l'on renforça les stations de la Manche, et l'on établit des croisières sur tous les points présumables de descente. Enfin, le ministère, attentif à retirer des arts tous les secours que leur perfectionnement semblait lui offrir, par une heureuse application des procédés mécaniques aux manufactures d'armes, en accéléra la fabrication avec une rapidité prodigieuse, et imprima ainsi à ses arsenaux l'activité qui leur permit, quinze ans après, d'armer la moitié de l'Europe contre l'autre.

Toutefois, au milieu de ces apprêts, la situation des finances était loin de réaliser les espérances données au commerce par le chancelier de l'échiquier. La Banque, épuisée par un prêt de 300 millions fait au gouvernement, non-seulement se trouvait dans l'impossibilité absolue de fournir de nouvelles ressources, mais encore ne savait plus comment remplir ses obligations. Le déficit toujours croissant commençait à inquiéter d'autant plus vivement, que la guerre avec l'Espagne redoublait la pénurie des métaux nécessaires à la fabrication des monnaies; et pourtant il fallait 700 millions pour couvrir les dépenses. A tous ces maux, le ministère ne vit de remèdes qu'en ouvrant un emprunt de la moitié de cette somme; en autorisant la Banque à différer jusqu'à la paix l'échange de ses billets, qui avait eu lieu jusque-là à bureau ouvert; et en lui permettant d'en augmenter le nombre, par une émission de petits billets nécessaires aux besoins journaliers.

Cette mesure, qui pouvait causer une révolution dans la fortune publique, à peu près pareille à celle qui eut lieu en France, au commencement du siècle dernier, par suite du trop fameux système de Law, n'eut pourtant aucun résultat fâcheux: le prix des objets de consommation s'éleva, à la vérité, graduellement; mais la confiance des Anglais dans leurs institutions, et les capitaux immenses, amoncés chez eux depuis un siècle, soutinrent le crédit public dans cette crise, et facilitèrent les opérations des ministres.

De plus cruels soucis vinrent bientôt les assaillir, et ajouter à ceux que l'émission du papier-monnaie leur occasionnait. La flotte, le soutien et l'espoir constant de l'orgueil national, couvert récemment encore de lauriers, s'insurgea sur des prétextes assez légers, et faillit mettre l'Angleterre à deux doigts de sa perte. Nous parlerons, dans le chapitre consacré aux affaires maritimes, de cet acte d'insubordination qui ternit les exploits de tant de braves; le tableau que nous offrons ici n'admettant pas de semblables détails.

L'empereur Paul, en montant sur le trône, changea un instant la face des affaires du Nord. Peu de jours avant sa mort, son illustre mère venait d'arrêter la signature d'un double traité d'alliance avec l'Autriche, et de subsider avec l'Angleterre. Déjà il était convenu qu'elle fournirait aux Autrichiens une armée de 40,000 hommes d'infanterie, 8,000 de cavalerie régulière, outre 12,000 de troupes légères: un ukase avait ordonné à cet effet la levée de 130,000 recrues. Soit que l'impératrice voulût employer tous ces moyens au midi de l'Europe, soit qu'elle eût résolu de se venger en même temps de l'affront reçu de Gustave IV, roi de Suède, ces préparatifs annonçaient de grands événements. Mais, le premier soin du nouvel empereur fut de révoquer cette levée. Plus jaloux de s'écarter des traces de Catherine, que d'adopter avec confiance sa politique, il affecta de se lier plus étroitement avec la Prusse, et de s'adonner tout entier à l'administration intérieure de son vaste empire.

Ces démonstrations pacifiques ne tardèrent pas à agir sur la confiance, en élevant le cours du papier-monnaie au-dessus même de sa valeur nominale: preuve palpable des ressources que la Russie possédait alors pour l'exécution d'une grande entreprise. Toutefois, ces résolutions n'eurent qu'une courte durée: le caractère bizarre de Paul était un garant certain pour le cabinet de Londres, qu'en le prenant par son faible, on l'entraînerait tôt ou tard à la guerre contre la France; et aucun moyen ne fut négligé pour atteindre ce résultat. Les partisans de cette guerre ne perdaient aucune occasion de lui représenter le danger de laisser accablé l'Autriche, par une puissance qui avait constamment soutenu l'empire ottoman, ni de lui rappeler l'alliance de Catherine et de Joseph II, comme

l'époque la plus heureuse et la plus brillante des annales russes. Tous ces raisonnements, plus spécieux que solides, n'étaient pas difficiles à réfuter victorieusement ; il suffisait aux amis de la paix de leur opposer la différence des temps et des circonstances. En effet , si Catherine s'allia à Joseph II , ce fut avant le partage qui créa leur rivalité ; avant que la France, assaillie par toute l'Europe, ne fût, pour ainsi dire, épuisée par une guerre sanglante. D'ailleurs, au pis aller, la paix proposée, par la république à l'Autriche, ne la plaçait point au-dessous de son état de 1792, puisqu'on lui offrait un équivalent de ses pertes, sans compter même les quatre millions d'habitants qu'elle venait tout récemment d'acquérir en Galicie. Aussi, l'empereur agit-il avec prudence en déclarant formellement l'intention de se renfermer dans le rôle d'observateur, adopté par Catherine au commencement de cette guerre. Cependant, cette résolution étonna d'autant plus, que les ministres dont il était entouré ne partageaient point ce système.

Gustave IV, ce rejeton dégénéré du héros de Bender, croyant sans doute avoir hérité du génie de son père, en même temps que de la couronne, se hâta de proclamer son attachement aux émigrés français, dont celui-ci, dans une saillie d'humeur chevaleresque, s'était déclaré le champion. Cette démarche donnait trop de prise aux agents britanniques, pour que ce prince ne devint point un instrument de la politique anglaise ; et tout présageait ainsi que l'habileté du duc de Sudermanie n'aboutirait qu'à retarder les malheurs de la Suède, sans en détourner le cours.

Le Danemark, déplorant ces vicissitudes dans les jeux de la fortune et de la politique, craignait d'être un jour victime des passions de ses voisins.

La Prusse, qui n'avait point changé d'attitude, voyait d'un œil paisible s'approcher le dénouement d'un drame dont elle s'était retirée avec tant de bonheur. Sûre d'y gagner d'amples indemnités pour les minces cessions qu'elle avait faites, elle s'appliquait à ménager tous les partis, par ces attentions dont une diplomatie adroite sait dans le temps relever tout le prix aux yeux des puissances intéressées.

L'Italie, à l'exception de Venise, était passée tout entière sous l'influence française.

La cour de Naples s'applaudissait d'avoir traité à temps, sans dissimuler qu'elle était prête à s'engager dans de nouvelles intrigues contre la France. Une secrète inimitié rendait la paix avec elle aussi incertaine que la guerre.

Charles-Emmanuel, en montant sur le trône de Sardaigne, y avait apporté toutes les vertus et les faiblesses du prince de Piémont. Placé entre deux abîmes, il lui eût fallu le génie d'Amédée VIII, pour sortir avec gloire de l'embaras où les circonstances l'avaient plongé. Depuis quatre mois, les négociations, pour jeter ce prince dans l'alliance de la France, se traînaient avec peine : mais puisqu'il n'avait pas su se décider en temps opportun à un parti vigoureux, ce n'était pas quand les divisions Bernadotte et Delmas traversaient le Piémont pour renforcer l'armée d'Italie, qu'il fallait s'attendre à le voir prendre une grande résolution. Des gens qui osent tout, lorsqu'il s'agit du salut d'un État, prétendent que c'était, au contraire, le moment de tomber avec 40,000 hommes sur ces 15,000 Français dispersés, en déclarant, au préalable, la guerre à la république, contre laquelle on ne manquait pas de griefs. Mais, si de pareilles résolutions sauvent quelquefois une puissance ; celle-ci répugnait trop au caractère loyal de Charles-Emmanuel, pour qu'on eût osé la lui proposer, surtout après la victoire décisive de Rivoli, et au moment de la chute de Mantoue. Tout portait donc le cabinet de Turin à se décider à l'alliance de la France ; et l'attitude imposante de l'armée d'Italie le rendit plus coulant sur les conditions. Déjà un premier traité avait été signé dès le mois de février à Bologne, entre le général en chef et le comte de Balbo ; mais le Directoire devenu plus exigeant, voulait aujourd'hui des auxiliaires, sans leur promettre le moindre dédommagement de leur sacrifice ; et il refusa sa ratification en envoyant de nouvelles instructions au général Clarke à Turin. Celui-ci négocia enfin avec le ministre Damian de Priocca, un traité offensif et défensif, qui ne fut néanmoins signé que le 8 avril, lorsqu'il cessait d'être d'aucun intérêt.

La Porte, s'il faut en croire le ministre Charles Delacroix, sortait enfin de son sommeil léthargique ; et, cédant aux sollicitations d'Aubert-Dubayet, témoignait le désir d'interposer sa médiation

armée, pour décider l'Autriche à la paix. Déjà le ministre des relations extérieures affirmait au général Clarke que des rassemblements considérables étaient ordonnés à cet effet en Bosnie; mais on a eu tout lieu de croire que le divan s'en tint à des promesses. Toutefois, il annonça l'intention d'adopter un nouveau système de politique, en envoyant des ambassadeurs extraordinaires aux puissances chrétiennes, et particulièrement en France: ce qui, jusque-là, avait été contraire aux usages de la Porte.

L'Espagne faisait tous les efforts dont un gouvernement caduc, et entaché de favoritisme, était capable, pour que l'alliance avec la république tournât au profit des deux nations. Mais l'embarras de ses finances, accru par la gêne que la guerre avec les Anglais imposait au commerce, entrava bientôt l'essor de sa bonne volonté. Déjà le désir d'une fatale émancipation agitait les colonies; une conspiration, à la vérité presque aussitôt étouffée que découverte, fut à Carracas le prélude de l'insurrection qui, longtemps comprimée, éclata douze ans après.

Il ne fallait aux successeurs de Walpole qu'un point d'appui sur le vaste continent américain, pour changer la route du commerce avantageux, auquel Cadix, la Corogne et autres ports de la Péninsule étaient redevables de leur prospérité.

En attendant, Charles IV ordonna à ses escadres de se réunir dans le premier de ces ports pour aller ensuite, de concert avec la flotte de Brest, renouveler la glorieuse promenade de l'amiral d'Estaing dans la Manche. Nous verrons plus loin le funeste résultat d'une entreprise, dont tout présageait la réussite.

La Hollande, humiliée dans les Indes, entravée dans ses relations commerciales, avait vu Beurnonville mettre garnison à Amsterdam: démarche dont ces fiers républicains avaient autrefois fait un crime à leur stathouder. Le mauvais état de ses finances, le peu d'accord dans les opinions des équipages de la flotte, et même de la nation, réduisaient la république batave à un état d'inertie et de langueur déplorable. Les unitaires et les fédéralistes se disputaient encore avec aigreur sur les principes de la constitution; et, si les premiers avaient eu le dessus en ce qui concernait l'autorité nationale, le régime fédéral prévalut

pour l'administration financière et intérieure des sept provinces. Forcés d'ailleurs de marcher dans le système de la France, soit par le sentiment de leur propre conservation, soit par la conviction de l'intérêt du pays, les directeurs de la république batave se prêtaient d'assez bonne grâce à tous les sacrifices qu'on exigeait d'eux. Séduits par le triomphe momentané de leurs doctrines, ils s'apercevaient à peine que leur commerce déclinait, que la marine tombait en ruine, et que l'indépendance de la Hollande n'était plus qu'un vain mot. On les berçait de l'espoir de tout recouvrer à la paix par l'intervention de la France, afin de les engager à seconder puissamment la république victorieuse, pour obtenir en revanche de meilleures conditions: et leurrés par ces illusions ils fermaient les yeux sur les fléaux dont ils étaient menacés.

Les États-Unis étaient, au contraire, à la veille de se brouiller avec le Directoire. Depuis les plaintes portées par Washington contre l'envoyé Genest, la froideur n'avait fait que s'accroître entre les deux gouvernements. Le Directoire, enorgueilli par ses victoires, accusait les Américains de ne rien faire pour se soustraire au despotisme des Anglais envers les neutres: il leur reprochait même les traités de commerce, récemment conclus avec leurs anciens oppresseurs. Washington venait de quitter la présidence, en déclarant qu'il ne l'accepterait plus; le gouvernail avait été remis à John Adams, dont les principes d'aristocratie et l'attachement à l'Angleterre donnaient de l'ombre. Pinckney, envoyé à Paris pour succéder à Monroe, y fut mal accueilli; et peu s'en fallut qu'on n'eût vint ouvertement à des hostilités.

Telle était la situation politique des principales puissances de l'Europe au commencement de la campagne de 1797. Les brillants succès de Rivoli et la chute de Mantoue, prescrivait au Directoire de diriger l'effort principal en Italie, où il eût été très-facile de porter 100,000 hommes. Les talents et le génie du général en chef garantissaient qu'avec de tels moyens il dicterait la paix à l'Autriche; surtout, si une armée de même force pénétrait de nouveau dans la vallée du Danube.

Le Directoire n'en jugea pas de même; la jalousie qu'inspirait Bonaparte à trois de ses membres,

le décida à porter les plus grands coups en Allemagne; et, d'un autre côté, les revers de Jourdan n'ayant pas dessillé les yeux de Carnot, en lui montrant le danger d'y agir à la fois sur deux lignes, tout concourut à donner une mauvaise direction aux opérations. En effet, Hoche, à peine revenu de sa course malheureuse sur les côtes d'Irlande, reçut l'ordre de diriger l'élite de ses forces sur l'armée de Sambre-et-Meuse, et d'en prendre le commandement : l'autre partie des troupes de l'expédition rejoignit en toute hâte l'armée de Rhin-et-Moselle. Ainsi, près de 140,000 combattants s'apprêtèrent à fondre sur la Franconie et la Souabe, tandis que Bonaparte, renforcé par les seules divisions Bernadotte et Delmas, s'avancerait par la Carinthie au cœur des États héréditaires, avec 60,000 hommes, contre l'élite et le gros des forces impériales, conduites par le vainqueur de Wurtzbourg et de Kehl.

A ce vice radical du plan des républicains, il faut ajouter qu'on retarda d'un mois entier le passage du Rhin. Les versions ne sont point d'accord sur la cause de l'intervalle étonnant qui exista entre l'ouverture de la campagne sur ces deux théâtres. Ce défaut d'ensemble, si préjudiciable en 1796, était bien plus blâmable dans cette occasion, où l'armée, déjà aux portes de la Carinthie, semblait devoir attendre, sinon l'arrivée des deux armées d'Allemagne sur le Danube et la Lech, du moins leur entrée en action au delà du Rhin. Les uns ont attribué au Directoire ce manque de concert dans les opérations; d'autres l'ont rejeté sur la précipitation de Bonaparte, qui voulut avoir la gloire de conquérir seul la paix, en devançant l'époque fixée pour commencer les hostilités. Cette dernière assertion nous paraît d'autant plus dénuée de fondement, qu'on voit, par la correspondance de ce général, qu'il reçut l'ordre d'agir sans retard; il était, en effet, si urgent de prendre l'initiative en Italie, et d'y attaquer les Autrichiens à l'improviste, que, pour peu qu'on eût tardé, l'archiduc Charles, arrivant sur le Tagliamento avec les renforts tirés de l'armée du Rhin, eût été en mesure de s'opposer à l'invasion méditée.

D'ailleurs, quand bien même le Directoire aurait fixé l'époque de l'ouverture de la campagne beaucoup plus tard, Bonaparte eût agi très-habilement en la devançant, attendu qu'il était toujours

possible au gouvernement de le faire seconder à la fin de mars, en ordonnant à 100,000 hommes de passer le Rhin, et de déboucher en Allemagne.

Moreau manquait, il est vrai, de beaucoup de choses indispensables pour exécuter le passage du fleuve : mais rien n'empêchait Hoche, établi à Neuwied et à Dusseldorf sur la rive droite, d'attirer à lui la majeure partie des troupes commandées par le premier, de s'avancer sur le Necker, et de favoriser ainsi, par une puissante diversion, la marche hardie de l'armée d'Italie. Sans doute, pour se lier directement à Bonaparte, il eût été plus convenable d'agir sur la frontière de Suisse et des Grisons, que de courir sur la Lahn; mais encore valait-il mieux prendre la ligne la plus longue, que de retarder de six semaines la coopération de deux armées, supérieures de beaucoup à celle qui devait supporter le principal fardeau de l'offensive; car, dans ce laps de temps, elles pouvaient arriver à Donawerth au lieu de rester oisives derrière le Rhin.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait mettre en doute que le succès de la campagne sur la frontière du Frioul, ne dépendit uniquement de la promptitude et de l'impétuosité avec laquelle Bonaparte sut prévenir son adversaire.

De son côté, le conseil aulique s'appliquant à tirer le meilleur parti possible des éléments qui étaient à sa disposition, n'eut pas le temps, à ce qu'il paraît, de méditer un plan de campagne avec sa gravité accoutumée : si bien que l'armée du Frioul resta exposée aux assauts impétueux de Bonaparte, avant l'arrivée des troupes de l'archiduc Charles; et que celle du Rhin demeura en prise aux efforts de Hoche et de Moreau, aussitôt que ses grands détachements eurent mis le pied hors de l'Allemagne.

CHAPITRE LXXI.

Ouverture de la campagne en Italie. — L'archiduc Charles, prévenu par Bonaparte, est accablé au Tagliamento, à Gradisca, à Tarvis et à Neumark. — Expédition de Joubert dans le Tyrol. — Préliminaires de Léoben. — Insurrection des États de Venise.

Pendant que les troupes françaises s'avançaient

victorieuses sur Rome, et que Bonaparte dictait au pape le traité de Tolentino, les divisions Bernadotte et Delmas, après avoir franchi le mont Cénis, défilaient à travers le Piémont et la Lombardie, pour venir joindre l'armée sur l'Adige. Ce renfort d'environ 18,000 hommes, passa les Alpes pendant un hiver rigoureux, à l'insu du cabinet de Vienne. Bien qu'au premier abord il semble étonnant qu'un mouvement si long ait pu rester ignoré, quand on songe que, trois ans plus tard, l'armée de réserve partie de Dijon, arriva dans la vallée d'Aoste, avant que le général Mélas en fût instruit, cela n'a plus rien de surprenant, et prouve seulement que l'espionnage était alors fort négligé à l'état-major autrichien.

Quoi qu'il en soit, Bonaparte, débarrassé de toutes craintes sur ses derrières, attendait avec la plus vive impatience l'arrivée de ces divisions, pour tomber sur l'archiduc Charles : et, convaincu que Venise n'épiait qu'une occasion favorable pour se déclarer contre la France, il résolut de lui donner assez d'occupations dans ses États de terre ferme, pour lui ôter toute possibilité de lui nuire (1). Après avoir laissé au général Victor le soin de surveiller l'exécution du traité avec le pape, il accourut à Padoue, d'où il activa les préparatifs de son entrée en campagne.

De son côté, l'archiduc Charles, arrivé le 7 février à Inspruck, y avisa avec le comte de Lehrbach aux moyens d'effectuer la levée en masse du Tyrol. L'aile droite de l'armée impériale, aux ordres des généraux Kerpen et Laudon, destinée à agir de concert avec les habitants disposés à défendre leurs foyers, avait pris position derrière le Lavis et la Noss; les restes de l'armée d'Alvinzy s'établirent derrière le Tagliamento. L'intervalle entre ces deux masses principales était gardé par la brigade Lusignan, postée à Feltre derrière le Cordevole. Le comte Hohenzollern, observait la Piave, avec ordre de ne pas s'engager, dans le cas où les Français s'avanceraient en forces. L'archiduc trouva son armée dans un tel délabrement,

(1) Les avis sont encore partagés sur ce point : la correspondance de Kilmaine prouve que l'adjudant général Landrieux fut employé par ses chefs, à des intrigues dans le Bergamasc et le Brescian. Bien que Bonaparte ait en-

qu'il partit aussitôt pour Vienne, afin d'aviser avec le conseil aulique à de nouveaux moyens de défense.

L'armée républicaine était à peu près organisée comme on le verra au tableau ci-joint.

Quatre divisions, sous les ordres immédiats de Bonaparte, se réunirent dans la marche Trévisane à la fin de février; celle de Masséna se trouvait à Bassano; Serrurier, à Castel-Franco; la division Angereau, commandée par Guyeux, à Trévis; le général Bernadotte arrivait à Padoue; Joubert, avec l'aile gauche formée de sa division et de celle des généraux Delmas et Baraguey-d'Hilliers, était opposé dans le Tyrol aux corps de Kerpen et de Laudon.

Le général Balland commandait dans le Véronais; Miollis à Mantoue; Gauthier à Livourne. Les divisions Victor et Lasalcette gardaient la Marche d'Ancône et la Lombardie. La première, belle et nombreuse, formait un détachement considérable dont l'objet était de surveiller Naples et Rome. Quelques personnes ont pensé que la paix définitive étant signée avec ces deux puissances, le général français n'avait rien à en redouter tant que la victoire serait fidèle à ses drapeaux, et que leur moyen de l'y fixer eût été de porter cette division à l'armée active dans le Tyrol ou la Carinthie. La juste défiance qu'inspirait le gouvernement pontifical, l'agitation qui régnait à Macerata et dans les vallées de l'Ombrie, de la Marche d'Ancône et du duché d'Urbin, motivèrent sans doute cette mesure. Bonaparte, en effet, ne manqua pas d'appeler le général Victor à l'armée, aussitôt que ses succès l'eurent décidé à franchir les Alpes Noriques, et que les affaires furent terminées dans la Romagne.

Les forces que les puissances belligérantes avaient destinées à agir sur cette frontière, étaient à peu près égales en nombre. On les estimait, de part et d'autre, à 60,000 hommes : mais les divisions tirées de l'armée impériale du Rhin, ne devaient arriver que dans les premiers jours d'avril; et celle de Bonaparte, déjà rassemblée vers la fin de février,

suite dépeint cet officier comme un intrigant, on peut croire qu'il céda à des insinuations supérieures dont, au reste, nous ignorons la source.

Composition de l'armée française

A L'ÉPOQUE DU 11 MARS 1797.

CORPS D'ARMÉE.	DIVISIONS.	GÉNÉRAUX DE BRIGADES.	CORPS QUI COMPOSENT CHAQUE DIVISION.	TOTAL des COMBATTANTS par DIVISION.	TOTAL des COMBATTANTS par CORPS.	OBSERVATIONS.		
CORPS DU FRIOUL.	AILE DROITE, sous la conduite immédiate du GÉNÉRAL EN CHEF.	BERNADOTTE.	FIORELLA. CHAERAN. FRIANT.	21 ^e légère 30 ^e , 55 ^e , 61 ^e , 88 ^e de ligne 1 ^{er} de hussards 19 ^e de chasseurs 18 ^e de dragons	9,900	43,000		
			DAVIN. MEYER. BEAUMONT.	15 ^e légère 12 ^e , 21 ^e , 64 ^e , 69 ^e de ligne 24 ^e de chasseurs 14 ^e de dragons	9,600			
	CENTRE, sous MASSÉNA.	GUYEUX.	VERDIER. BON. DUPHOT. WALTHER.	27 ^e légère 4 ^e , 40 ^e , 43 ^e , 51 ^e de ligne 10 ^e de chasseurs 9 ^e de dragons	9,800			
				MENARD. RAMPON. BRUNE.	2 ^e et 20 ^e légères 18 ^e , 25 ^e , 32 ^e , 75 ^e de ligne 4 ^e de chasseurs 3 ^e de dragons			11,000
	RÉSERVE de CAVALERIE.	DUGUA.		2 ^e de chasseurs 15 ^e de dragons 1 ^{er} , 5 ^e et 11 ^e de cavalerie	1,100			
				ARTILLERIE 1,350 GÉNIE 250	1,600			
	TROUPES HORS DE LIGNE.	Joubert.	Belliard. Mounier. Vaux.	4 ^e , 12 ^e , 17 ^e légères 33 ^e , 63 ^e , 85 ^e de ligne 25 ^e de chasseurs	7,000			
				BARAGUEY- D'HILLIERS.	VIAL. PELLETIER.			12 ^e légère 5 ^e , 11 ^e , 26 ^e , 39 ^e de ligne 7 ^e de hussards
	AILE GAUCHE, dans le Tyrol, sous Joubert.	DELMAS.	SERVIEZ. DUMAS.					29 ^e légère 9 ^e de ligne 13 ^e <i>idem</i> (2 bataillons) 58 ^e <i>idem</i> (2 bataillons) 93 ^e <i>idem</i> 22 ^e de chasseurs 20 ^e de dragons
				ARTILLERIE et GÉNIE, environ	500			
TOTAL DE L'ARMÉE ACTIVE.				61,500				
NON COMPRIS :								
DANS LA MARCHÉ D'ANCÔNE.	VICTOR.	RUSCA.	5 ^e et 18 ^e légères 57 ^e de ligne 7 ^e hussards 8 ^e hussards	6,500		En marche d'Ancône sur Ferrare.		
			DIVISIONS DES PAYS CONQUIS.	BALLAND. MIOLLIS.			9 ^e de ligne 13 ^e de ligne (2 bataillons)	2,100 1,400
LASALCETTE.		13 ^e <i>idem</i> . (1 bataillon) Légion polonaise				2,800		
		VAUBOIS.					19 ^e de ligne	2,500
TOTAL GÉNÉRAL.				76,800				

En ajoutant la 79^e, les hommes valides des dépôts et quelques corps de troupes à cheval, on aura un total de 80,000 hommes présents.

l'emportait en outre de beaucoup sur l'armée autrichienne, par sa composition ; car elle opposait l'élite des troupes françaises à des soldats de nouvelle levée, ou démoralisés par leurs fréquentes défaites. Les divisions venant du siège de Kehl faisaient seules exception : elles étaient l'espoir de l'archiduc, et, malheureusement pour lui, elles arrivèrent trop tard. Au reste, cette différence se trouvait en quelque sorte compensée par les avantages que le Tyrol et les dispositions de la république de Venise, offraient aux Autrichiens pour une guerre défensive.

Tout l'audace et la vigueur de Bonaparte étaient nécessaires pour l'exécution du plan de campagne. Avant d'arriver au cœur de l'Autriche, l'armée française avait à franchir les longs défilés des Alpes Noriques et Juliennes, en laissant sur sa gauche le Tyrol, dont les habitants belliqueux, menaçaient de couper ses communications par la vallée de l'Adige, d'où les Impériaux avaient déjà débouché deux fois pendant la dernière campagne ; et sur sa droite, la Hongrie, la Croatie et les places vénitiennes, dans lesquelles sa faiblesse ne lui permettait pas de laisser des garnisons. Les conséquences les plus graves dérivèrent du moindre échec, dans ces contrées où les communications, déjà si difficiles, devaient rester à la merci des Vénitiens ou des Tyroliens.

Ce fut néanmoins dans ces conjonctures que l'armée française se mit en mouvement, le 10 mars, pour attaquer les Impériaux. Quelques combats préliminaires avaient eu lieu, tant à la droite sur la Piave, qu'à la gauche dans le Tyrol sur la ligne du Lavis : partout les avant-postes ennemis avaient été repoussés.

Mais, pour apprécier l'importance de cette campagne, il est nécessaire de faire connaître sommairement le théâtre sur lequel les armées françaises allaient opérer pour la première fois. Il s'agissait, pour aller dicter la paix à l'Autriche jusque dans Vienne, de franchir la chaîne des Alpes qui, partant du Saint-Gothard, se dirige d'abord à l'est, puis se divise aux sources de la Drave en deux branches : l'une court au nord-est vers Rottenman, et longe la vallée du Danube ; l'autre tourne au sud-est, et sépare les versants des eaux de l'Adriatique de ceux de la mer Noire. (Voyez la carte en 4 feuilles.)

Les affluents du Danube par lesquels on pouvait déboucher dans le bassin de ce fleuve, sont l'Inn et la Drave. Cette dernière rivière est remarquable en ce que, prenant sa source presque aux mêmes lieux que l'Adige, et coulant parallèlement à la chaîne principale, elle est traversée par toutes les communications de l'Autriche avec le Frioul et une partie du Tyrol.

Les deux points principaux par lesquels on peut déboucher dans le bassin de la Drave, sont 1° le col de Tolbach, en remontant l'Adige jusqu'à Brixen, puis entrant à l'est dans le Pustherthal ; 2° le point de partage des Alpes Noriques et des Alpes Juliennes, auquel on peut arriver également par la Fella, l'une des sources du Tagliamento, et par la Corintiza, l'une de celles de l'Isonzo. Le nœud commun des deux routes est Tarvis, sur le Gailitz, affluent de la Drave.

L'Autriche était depuis longtemps dans une grande sécurité sur cette partie de ses frontières : elle avait regardé le Mincio comme une barrière redoutable, et ne supposait pas qu'un ennemi victorieux s'aventurât au delà de l'Adige, sans être maître du Tyrol, dont la conquête offrait plus d'un obstacle. La ligne de la Piave était peu importante, parce que les débouchés par les sources de cette rivière sur la Drave, sont peu praticables. Il n'en était pas de même du Tagliamento et de l'Isonzo, dont la direction barrait à la fois la route du Frioul, et conduisait par les inflexions de son cours sur la ligne d'opérations des Autrichiens. Villach, comme nœud de toutes les communications, devait être le point stratégique des deux partis. (Voyez pl. XXVII.)

Le Tagliamento ne présentait pas une ligne de défense avantageuse, mais pour se porter ensuite sur Villach, il fallait remonter le ravin étroit de la Fella, et passer le col de Malborghetto. Le principal obstacle sur cette route était un fortin appelé la *Chiusa Veneta*, qui fermait la vallée sur toute sa largeur, moins le lit du torrent. Il consistait en une maison à deux étages, solidement construite, et sous laquelle passait la route. Les pentes des montagnes qu'il fallait gravir pour le tourner, étaient difficilement accessibles.

La ligne de l'Isonzo couvrant le Frioul autrichien, et communiquant en arrière avec la Drave

par la route de Laybach, n'était pas d'une moindre importance : quoique Udine et Palma-Nova n'eussent pas été mis en état de défense, elle présentait un barrière formidable, parce qu'on ne pouvait déboucher sur la rive gauche de l'Isonzo qu'entre Gorizia et Monfalcone : en effet, une chaîne de montagnes impraticables borde cette rivière depuis le point de partage des eaux jusqu'auprès de la première de ces villes, et depuis la seconde, l'Isonzo se perd dans les lagunes du golfe de Trieste. Mais cette ligne était tournée aussitôt qu'on avait pénétré à Tarvis, soit par la Fella, comme nous avons dit, soit par la Corintiza ; ce qui était possible, parce que la route de Tarvis remonte la rive droite de l'Isonzo jusqu'à Canale, et que l'on peut y faire déboucher des corps légers entre cette ville et Caporetto. L'entrée de la gorge de la Fella était défendue par la *Chiusa-di-Pletz*, espèce de fort en maçonnerie, adossé à des rochers escarpés et séparés de la route par un ravin où se précipite ce torrent. Il n'existait entre Gorizia et Monfalcone que le poste de Gradisca servant de tête de pont de quelque résistance.

On voit par là que les positions défensives de l'archiduc entre les montagnes et la mer Adriatique, n'étaient plus tenables, dès qu'on menaçait leur droite, où se trouvaient en même temps le point stratégique décisif, et la communication directe avec Vienne. La division Masséna formant la gauche du corps de bataille destiné à marcher sur le Frioul, fut donc chargée de culbuter le petit corps de Lusignan, et de gagner les montagnes pour tourner le flanc droit des Impériaux, pendant que les trois autres divisions attaqueraient leur ligne de front. Pour assurer le succès de cette manœuvre, le général Baraguey-d'Hilliers, commandant la droite de Joubert dans les gorges de la Brenta, reçut l'ordre d'agir de concert avec Masséna, et de se conformer à ses instructions. Ce dernier se dirigea, le 11 mars, sur Feltre, et le 12 sur Bellune. La division Serrurier s'établit à Assolo, et passa la Piave vis-à-vis de San-Vito, en face d'un détachement ennemi, qu'elle poursuivit jusqu'à San-Salvator. De son côté, Gueux effectua le passage de cette rivière sans difficulté près d'Ospedaletto, et alla prendre position à Conegliano. Le comte de Hohenzollern, dont le corps était com-

promis par ces mouvements, leva son camp de Campana.

Le 13 mars, la division Gueux, marchant sur Sacile, atteignit l'arrière-garde autrichienne à deux lieues de cette ville, et lui fit quelques prisonniers dans un engagement où le général Dugua fut blessé. Hohenzollern, ainsi pressé, se hâta de se replier par Pordenone et Valvasone, sur le Tagliamento Masséna, en remontant la Piave dans la direction de Cadore, atteignit à Longaro l'arrière-garde de Lusignan, qui opérait sa retraite de ce côté ; bien qu'elle fut devancée par les troupes légères des Français, elle est contrainte de se former en carré pour se faire jour ; mais après plusieurs tentatives inutiles, elle mit bas les armes au nombre de 500 hommes, parmi lesquels se trouvait le général Lusignan lui-même.

Le 14, Masséna se rabattit sur Spilimbergo pour marcher ensuite par Gémona, dans l'intention de tomber sur la droite de l'armée impériale et de la refouler dans la plaine ; Serrurier campa à Portofrancia, Buffole ; Gueux occupa Pordenone. Le lendemain la division Serrurier arriva à Belvedere.

L'effet naturel de ces mouvements fut d'obliger le prince Charles à réunir, sur la rive gauche du Tagliamento, la majeure partie des forces disponibles dans le Frioul ; déjà même il n'avait plus qu'à la cavalerie légère au delà de ce fleuve, et tout portait à croire que les deux armées ne tarderaient pas à se mesurer ; mais l'archiduc, dont la brillante renommée ne pouvait détruire l'ascendant, que le vainqueur avait pris sur ses troupes démorales, craignit d'engager une affaire sérieuse avant l'arrivée des renforts qu'il attendait de l'armée du Rhin, et renonça à défendre le passage du Tagliamento ; il voulut seulement profiter de quelques retranchements élevés à la hâte sur la rive gauche pour retarder un peu la marche des Français.

Le 16 mars, Bonaparte, ne se doutant pas de cette résolution, s'avança avec les divisions Gueux, Bernadotte et Serrurier, par Valvasone, sur les bords du Tagliamento. Les longues gelées en avaient tellement diminué les eaux, qu'il était guéable partout ; néanmoins, l'arrière-garde impériale, harcelée dans quelques villages de la rive opposée, faisait mine d'en vouloir défendre le passage : elle

occupait Torrida, Rivis, Gradisca, Pozzo, Gorizia et Codroipo; la cavalerie s'étendait sur deux lignes dans la plaine, entre ce dernier village et Camino. Bonaparte, après avoir reconnu la position, donna ordre à Gueux de se porter sur la gauche, entre Torrida et Rivis, et à Bernadotte, de descendre jusqu'en face de Codroipo. Une batterie de 12 pièces de canon fut établie sur chacun de ces points pour protéger leur mouvement. La division Serrurier, qui débouchait de Valvasone, força de marche pour servir de réserve aux deux premières : elle était précédée de la cavalerie, qui alla se ranger en bataille derrière la droite. Aussitôt que les généraux Gueux et Bernadotte furent arrivés aux points de passage indiqués, ils disposèrent leurs divisions en colonnes; chaque demi-brigade ayant ses 1^{re} et 3^e bataillons ployés en colonne serrée sur les ailes du 2^e : l'avant-garde de chacune d'elles était formée par une demi-brigade d'infanterie légère déployée, soutenue de deux bataillons de grenadiers serrés en masse sur ses ailes, derrière lesquels s'avancait un régiment de cavalerie. Bientôt l'artillerie entra en action, et une nuée de tirailleurs couvrit le lit de ce large torrent. (*Voyez pl. XXVII.*)

Cependant le général Duphot, à la tête de la 27^e légère, se jette dans la rivière sous le feu de l'ennemi, et aborde de l'autre côté : il est soutenu par le général Bon, qui commande les grenadiers de la division Gueux. Une attaque semblable, dirigée sur la droite par Murat, avec la 21^e légère, est secondée par les grenadiers de la division Bernadotte conduits par Chabran. Toute la ligne, par un mouvement successif, présente des masses qui se flanquent réciproquement. A la régularité, à l'ensemble et à la précision des manœuvres, on eût dit que c'était un exercice de parade. Jamais l'armée ne marcha à l'ennemi dans une attitude plus majestueuse, ni plus fière. La cavalerie autrichienne essaya plusieurs charges au moment où l'infanterie française sortait de l'eau; mais elles furent chaudement accueillies. Le général Schulz, qui la commandait, voyant l'impossibilité d'entamer les républicains dans cet instant favorable, chercha à déborder le flanc droit de la division Bernadotte; mais Dagna et Kellermann, passant la rivière avec la cavalerie de réserve, volèrent à

sa rencontre, soutenus d'une colonne d'infanterie conduite par Mireur, culbutèrent les escadrons autrichiens et prirent leur général.

Dès lors la retraite des Impériaux fut précipitée: leur infanterie, qui avait successivement évacué les postes de Torrida et Rivis, n'en tint que plus fortement le village de Gradisca pour la couvrir (1). Gueux l'attaqua malgré l'obscurité, s'en empara, et poursuivit l'ennemi sur la route de Palma-Nova, à trois ou quatre milles du champ de bataille, sur lequel les trois divisions bivouaquèrent. Les Autrichiens perdirent, dans cette journée, 6 pièces de canon et 500 hommes : ils opérèrent leur retraite, en toute diligence, à la faveur de la nuit, ne voulant point engager d'affaire le lendemain.

Cependant Bonaparte ne se reposa point sur ces premiers succès : la gloire acquise par son adversaire en Allemagne, lui faisant redouter quelque retour de fortune, il prescrivit à ses avant-gardes de redoubler de surveillance dans le service; et suppléa, par de sages instructions, à ce qu'il manquait à des réglemens tombés en désuétude.

Ainsi, dès l'ouverture de la campagne et malgré l'âpreté de la saison, l'armée française allait pénétrer dans la Carinthie presque sans combat. Le prince Charles, prévenu partout, était hors d'état d'arrêter la marche victorieuse de son adversaire : poursuivi pied à pied dans sa marche rétrograde, il vit arriver, le 18, sur le Torre, les divisions Bernadotte et Gueux, qui s'étaient emparées, sans coup férir, de Palma-Nova, où il avait eu l'intention de s'établir et où il abandonna quelques magasins.

Le général français, heureux de trouver dans cette place un point d'appui pour ses dépôts, ordonna au général Chasseloup de la faire mettre en état de défense, sans perdre une minute; et à l'administration, de l'approvisionner pour un mois. Le plus difficile étant d'en armer les remparts, il prescrivit au général Lespinasse d'y employer quelques pièces prises aux Autrichiens, et toutes celles de fer qu'on trouverait à Udine ou sur les côtes de l'Adriatique.

A cette époque, le général Masséna était établi

(1) Il ne faut pas confondre ce village avec la ville du même nom sur l'Isonzo.

à Osopo et Gemona, au débouché des gorges du Tagliamento, dans lesquelles il poussa ses avant-postes. La marche de sa division, que nous avons vu tenir constamment les débouchés des montagnes, indique assez que le projet de Bonaparte était de gagner toujours la droite de l'archiduc : en effet, l'occupation des deux postes qu'on vient de nommer, donnait entrée à Masséna dans la vallée de la Fella, d'où il pouvait arriver en trois ou quatre marches sur Villach.

Décidé à suivre son adversaire au delà des Alpes, le général français chargea son chef d'état-major d'adresser à Joubert des instructions qui embrasseraient les différentes hypothèses susceptibles d'être amenées par le sort de la guerre. Cette précaution ne remplit pas entièrement son but : Berthier se contenta de recommander à son collègue de s'emparer de Brixen, et de rejeter l'ennemi au delà du Brenner, afin d'entrer ensuite en communication avec le corps de bataille de l'armée d'Italie, au moyen des éclaireurs qu'on pousserait de part et d'autre dans la vallée de la Drave. Il lui traça la conduite qu'il aurait à tenir, dans le cas où Kerpen parviendrait à le refouler sur la rive droite de l'Adige, au delà de Vérone ; il lui recommandait de se baser sur Mantoue, de se placer entre cette forteresse et le Pô, pour manœuvrer sur les communications des Impériaux et les empêcher de pénétrer en Lombardie ; mais il oublia, à mon avis, l'objet principal, qui devait être d'assurer sa jonction avec le gros de l'armée par un mouvement concentrique.

Aussitôt après le passage du Torre, par les divisions Serrurier et Bernadotte, la droite de l'armée française se porta sur Gradisca. On a cru que cette direction n'était pas la plus convenable, et qu'il eût été plus conforme aux principes stratégiques de porter le gros des forces par la gauche, vers Gorizia, sur l'extrémité opposée à la mer. Peut-être le général français, en déviant dans cette occasion de son système ordinaire, avait-il l'intention de gagner la gauche de l'archiduc pour le prévenir par Dorenberg ou Czerniza, sur la route de Laybach, afin de le rejeter dans les gorges du haut Isonzo, dont Masséna était sur le point de fermer toutes les issues. Cette supposition ne paraît pas dénuée de fondement ; et le lecteur, en examinant les rap-

ports de la chaîne des Alpes Carniques avec le point de Tarvis, dont Masséna allait s'emparer, et avec ceux de Czerniza ou de Heidenschalt, vers lesquels Bonaparte se dirigeait, saisira au premier coup d'œil le but de ses manœuvres et la position difficile où l'archiduc devait se trouver.

Ce prince s'était flatté que l'Isonzo opposerait une barrière d'autant plus sûre à la marche rapide des Français, que le passage de cette rivière ne peut être tenté par une armée qu'entre Gorizia et Monfalcone. Dans la saison des hautes eaux, ce torrent est rapide, large et profond ; mais des gelées consécutives avaient tellement appauvri son lit, qu'il était guéable partout. La ville de Gradisca, située sur la rive droite, avait été couverte d'ouvrages de campagne pour servir d'appui à la gauche des Autrichiens dans le cas où ils eussent défendu la ligne de l'Isonzo. Bonaparte, ayant appris que cette place était occupée par quatre bataillons, résolut de leur couper la retraite. A cet effet, Bernadotte se présenta devant cette ville par la route de Palma-Nova ; tandis que Serrurier portait par celle de Monfalcone, vis-à-vis de San Pietro, afin de passer l'Isonzo au-dessus du pont de Casseliano, et d'en remonter la rive gauche pour l'investir. L'ennemi avait réuni sur ce point quelques troupes, soutenues d'artillerie, dans l'intention de défendre le passage. Le chef de brigade d'artillerie Andréossi, chargé de reconnaître le gué, ayant sondé la rivière à pied, les troupes furent disposées en colonnes serrées sur le centre, pour passer sous le feu des Autrichiens. Ceux-ci, intimidés par ces dispositions, se replièrent en toute hâte, abandonnant Gradisca à ses propres forces. Alors Serrurier se hâta d'arriver sur les hauteurs qui dominent cette place au nord et à l'est ; tandis que Bernadotte, pour détourner l'attention de la garnison, ordonnait une fausse attaque contre les retranchements. Les Français, emportés par leur ardeur, s'avancèrent, la bannette croisée, jusque sous les murs de Gradisca, où ils furent reçus par un feu de mousqueterie et de mitraille, qui les força bientôt à se replier. Les Autrichiens s'applaudissaient de leurs avantages, quand Bernadotte mit en jeu quatre pièces de canon contre la porte de Palma-Nova, couverte d'une simple flèche. Au même moment, Serrurier parut sur

les hauteurs derrière la ville. La garnison s'aperçut trop tard qu'il n'y avait plus possibilité de se défendre, ni espoir de s'échapper : sommée de se rendre, elle capitula. Pour prix de leurs manœuvres, les républicains recueillirent dans cette journée, 2,000 prisonniers, 10 bouches à feu et 8 drapeaux.

Contrarié dans ses plans par l'arrivée tardive de ses renforts, l'archiduc ne pouvait mettre en pratique, devant Bonaparte, ce système de retraite lente et méthodique, dont il s'était servi avec tant de succès dans la campagne précédente contre Moreau. Son adversaire maniait ses masses avec trop de vivacité, pour ne pas le mettre dans la nécessité de combattre souvent, ou de faire une retraite désastreuse. Ce prince, voyant donc l'armée française franchir les dernières barrières des États héréditaires, aurait bien voulu concentrer toutes ses forces à Villach, en avant de la Drave, où venait d'arriver la première colonne des troupes de l'armée du Rhin. Pour parvenir à ce but, il s'agissait d'assurer la jonction de la droite du corps du Frioul commandée par le général Bayalitsch, avec les 4 bataillons de grenadiers déjà arrivés à Villach, et avec les divisions Mercantin et Keim, en marche vers Klagenfurth; le reste du corps du Frioul, sous le prince de Reuss et Hohenzollern, rassuré par cette jonction, eût opéré la sienne en faisant le grand tour de Laybach, et venant se rallier ensuite au corps de bataille par la route de Krainbourg.

Bien que le mouvement de Bayalitsch offrit quelques dangers, l'archiduc se flattait avec d'autant plus de fondement de le voir réussir, que la position de Villach, entourée de montagnes couvertes de glaces et de neiges, semblait inabordable : on ne pouvait y arriver qu'en forçant la vallée de la Fella, ou en traversant les gorges de Caporetto, dans celle de l'Isonzo. La défense de la première était confiée au général Ocskay, qui tenait avec une brigade les postes de Ponteba, du pont retranché de Casasola et de la Chiusa-Veneta. Le général Koblos gardait à l'entrée des autres, la Chiusa-di-Pletz, avec 4 bataillons de Croates.

De Villach, le prince Charles espérait, non-seulement couvrir la communication directe de Vienne, et communiquer par Lienz avec le corps du Tyrol,

il comptait encore être à même de reprendre l'offensive dès qu'il aurait réuni le gros de ses forces; et menacer à son tour les communications de l'armée française, en s'avançant par la droite sur le Tagliamento, Udine et Palma-Nova.

Le passage rapide de l'Isonzo déconcerta tous ses calculs, et la faible résistance de Gradisca ne lui donna pas le temps de se reconnaître. Sa position, devenait, en effet, de jour en jour plus critique; et, pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur la configuration du champ d'opérations des deux armées. La rive gauche de l'Isonzo se trouvant bordée, comme nous l'avons dit plus haut, depuis ses sources vers Chiusa-di-Pletz jusqu'à Gorizia, par la chaîne escarpée des Alpes Carniques, l'intervalle entre ces deux points forme, dans l'étendue de vingt-cinq lieues, une barrière à peu près insurmontable pour un grand corps de troupes.

Après le passage du Tagliamento, le gros de l'armée impériale n'avait pas suivi la route directe qui mène d'Udine par San-Daniel et Tarvis à Villach : soit que le mouvement de Masséna, par Spilimbergo sur Osopo, l'en eût empêché, soit qu'il existât encore des rassemblements de troupes vers Gradisca, ou qu'il eût adopté cette dernière ligne pour base de ses opérations, le prince Charles s'était vu dans l'obligation de marcher sur l'Isonzo, laissant à son aile droite le soin de couvrir les passages importants qui donnaient accès aux Français sur ses communications. Mais, après avoir traversé ce torrent, il se trouva bien plus embarrassé encore : Masséna, continuant sa marche victorieuse contre le flanc droit de l'armée impériale, menaçait de la prévenir à Tarvis. Il importait que la colonne de droite, aux ordres des généraux Gontreuil et Bayalitsch, convoyant le matériel de l'armée, pût remonter à temps les vallées du Natisonne et de l'Isonzo, pour gagner les passages de Caporetto, d'Ober-Preet et de Tarvis, avant les républicains. La division Guyeux, qui marchait en même temps de Cormons sur Cividale, paraissait destinée à la devancer. Menacé par Masséna et par Guyeux, suivi sur Gorizia par Serrurier et Bernadotte, l'archiduc n'avait d'autre parti à prendre que de prescrire à Gontreuil et Bayalitsch de hâter leur marche autant que les difficultés locales et

l'embaras des parcs le permettraient, puis de se retirer de sa personne, avec la gauche et les troupes du prince de Reuss, sur Laybach et Krainbourg : mouvements qui séparèrent ses colonnes par toute la chaîne des Alpes Carniques, et les exposèrent à être accablées successivement par l'activité infatigable de son adversaire.

Bonaparte, en effet, fut à peine maître de Gradisca, qu'il se dirigea sur Gorizia avec les divisions Serrurier et Bernadotte, et qu'il porta, le 21 mars, celle de Gueux sur Cividale. Instruit de la double direction que prenait l'armée autrichienne, et sentant la nécessité de se rallier à Masséna vers Tarvis avec le gros de ses forces, il laissa à Bernadotte le soin de poursuivre la colonne qui se retirait sur Laybach, et remonta l'Isonzo avec la division Serrurier par Canale sur Caporetto, où Gueux se rendit en même temps par Pufero, et la vallée du Natisono. On va voir quel fut l'heureux résultat de ces mouvements combinés.

Sur ces entrefaites, Masséna avait atteint le but de son expédition. Après s'être emparé de la Chiusa-Veneta, et avoir forcé le passage du pont de Casasola, le 20 mars, il était entré le lendemain sans coup férir à Ponteba, d'où il avait poursuivi la brigade Ocskay jusqu'au delà de Tarvis, lui faisant 600 prisonniers, et enlevant tous les magasins établis dans la contrée pour les cantonnements autrichiens. On sent par là dans quelle position critique se trouvait, sans le savoir, le corps de Bayalitsch, que Gueux avait refoulé le même jour dans les gorges de Caporetto, après un léger engagement à Pufero.

L'archiduc apprit à Krainbourg l'occupation de Tarvis par Masséna. Prévoyant alors que la colonne de Bayalitsch allait être coupée, il donna l'ordre à Ocskay de reprendre ce bourg, où les Français n'avaient encore que des avant-postes; mais il était à craindre que cet ordre arrivât trop tard; et, en effet, il ne fut pas exécuté. Ocskay, fort maltraité, s'était retiré jusqu'à Wurzen dans la vallée de la Save. Gontreuil, qui couvrait la marche par le col d'Ober-Preet, se présenta seul vers Tarvis et parvint à en expulser les avant-postes français : il les rejeta même jusque sur Safnitz, espérant protéger par cette position la marche de Bayalitsch et des parcs; mais il fut

attaqué, le 22, au matin, par toutes les troupes de Masséna, qui le culbutèrent à son tour au delà de Tarvis, avec une perte considérable. La division victorieuse se borna alors à faire observer la route de Villach, et se rabattit dans les gorges de Raibl, où de nouveaux succès devaient couronner une manœuvre aussi sage.

Le prince Charles a rejeté la mauvaise issue de cette affaire sur l'inexécution de ses ordres par le général Ocskay; d'autres ont pensé que les généraux Gontreuil et Bayalitsch ne furent pas exempts de blâme; enfin, des critiques ont attribué avec plus de vraisemblance cet événement, à la direction divergente des forces de l'archiduc après le passage du Tagliamento, autant qu'à la précipitation et à la rapidité des mouvements de son adversaire.

Pendant que Masséna repoussait successivement les brigades Ocskay et Gontreuil, Gueux, soutenu en seconde ligne par la division Serrurier, poussa la colonne qu'il avait battue la veille, jusqu'à la Chiusa-di-Pletz. Le général Bayalitsch croyait continuer paisiblement sa marche sous la protection de ce fort et du petit corps de Koblos; mais l'infanterie française ayant gravi, non sans les plus grandes difficultés, les montagnes de Pletz, et passant sur les rochers qui dominent la Chiusa, en même temps que les généraux Bon et Verdier, en la tête des 4^e et 43^e de ligne, forçaient la route, les défenseurs, au nombre desquels se trouvait Koblos lui-même, mirent bas les armes.

La prise de la Chiusa découvrit la colonne autrichienne, dont la marche pesante l'eût probablement empêchée de gagner Tarvis saine et sauve; déjà Masséna n'avait poussé des troupes jusqu'au delà de Raibl: prise alors en tête et en queue, cette division, après un court engagement, capitula. Quatre généraux, 3 à 4,000 hommes, 25 pièces de canon et 400 chariots de bagages, tombèrent par cet événement au pouvoir des Français.

La perte de ce double combat réduisit encore une fois l'archiduc à la défensive. Les divisions Mercantin et Kaim remplacèrent à peine les pertes essuyées par l'armée depuis l'ouverture de la campagne; c'était loin de la mettre en état de reprendre l'initiative. Toutefois, après avoir recueilli la brigade Ocskay et ses grenadiers à Villach, il laissa la division Mercantin à Clagenfurth; et se

porta, avec celles de Kaim et de Reuss, à Saint-Veit.

Maîtres des débouchés qui conduisent de l'État de Venise en Allemagne, les Français s'empresèrent, après l'affaire de Tarvis, d'aller prendre position à Villach sur les bords de la Drave. Les divisions Masséna, Serrurier et Guyeux s'y rendirent, le 28 mars, et le général Zayonscheck fut poussé de là sur Lienz, en remontant la vallée de la Drave, pour ouvrir une communication avec le corps de Joubert. Trouvant tout le pays en insurrection, il fut forcé de revenir sans remplir sa mission, mais non sans essuyer quelques pertes. De son côté, Bernadotte, après avoir battu à Camigna l'arrière-garde du prince de Reuss, se dirigea sur Laybach, par Vipacco, Prewald et Adelsberg. Chemin faisant, il poussa un détachement sur Idria, célèbre par ses mines de vif-argent, et où l'on trouva des matières préparées pour deux millions. Trieste, seul port considérable que l'Empereur possédât sur l'Adriatique, fut occupé, le 23 mars, par la réserve de cavalerie Dugua, dont la présence à l'armée n'était pas indispensable dans les montagnes de la Carniole; puis par une garnison d'infanterie tirée de la division Bernadotte.

Jusqu'ici nous n'avons rendu compte que des opérations du centre et de l'aile droite de l'armée française. Avant d'aller plus loin, il est à propos de jeter un coup d'œil en arrière pour suivre les mouvements de l'aile gauche, sous le commandement de Joubert, que nous avons laissée, le 19 mars, en position vers Trente, s'éclairant par les gorges de la Brenta jusqu'à Primolano et Cismona. Les trois divisions qui la formaient avaient devant elles, comme nous l'avons déjà dit plus haut, les corps de Kerpen et de Laudon séparés par l'Adige : le premier, cantonné en arrière du Lavis dans les vallées de Fiemme et de Cavalese se liait avec l'armée principale à Bellune par les gorges du Cordevole et de la Piave; l'autre, réparti le long de la rive gauche de la Noss, depuis son confluent jusqu'à l'Adige, prolongeait son extrême droite à Ponte-di-Legno dans le val di Sole.

Le vice de ce cordon est facile à saisir; il n'est pas nécessaire d'en faire la remarque : ainsi, de ce côté, les Français avaient l'avantage de la position.

Lorsque Bonaparte mit son armée en mouve-

ment, il chargea Joubert de soumettre le Tyrol, regardé avec juste raison, comme un des plus fermes boulevards de l'empire autrichien, et dont la population, prompte à courir aux armes, devait si puissamment seconder les opérations des généraux Kerpen et Laudon. Cette entreprise était délicate, car Joubert avait à lutter contre la rigueur de la saison et des forces considérables. Nous allons voir comment il s'en acquitta.

Aussitôt que le centre et la droite de l'armée d'Italie eurent franchi le Tagliamento, Joubert ordonna une attaque contre toute la ligne, mais en la combinant de manière que l'effort principal tombât sur la gauche des Impériaux, qui offrait le point le plus vulnérable. En effet, l'Adige séparant les deux ailes de l'armée autrichienne, on les isolait pour toujours, si l'on prévenait celle de droite à Botzen. La division qu'il conduisait lui-même se chargea donc de forcer le passage du Lavis, vis-à-vis des hauteurs de Cembra, pour attaquer le corps de Kerpen, et se diriger ensuite par Cavriana sur son flanc gauche, tandis que Delmas et Baraguay-d'Hilliers remonteraient l'Adige par la route de Botzen. Le 20 mars, la brigade Belliard passant le Lavis à Sevigiano sous le feu des avant-postes autrichiens, s'avança contre le corps de Kerpen qui couronnait le plateau de Cembra. Celui-ci, débordé par sa gauche presque au commencement de l'action, fut culbuté après un combat très-vif sur Saint-Michel, d'où il se retira précipitamment par les hauteurs dans la direction de Botzen, abandonnant Laudon à ses propres forces sur la rive droite de l'Adige. Le résultat de ce combat décisif fut environ 2,000 prisonniers, et quelques pièces de canon. Les Tyroliens y éprouvèrent, en outre, une perte considérable.

Joubert profitant de ses avantages, marcha le lendemain de sa personne avec les brigades Monnier et Vaux, sur Salurn, par les montagnes; et poussa celle de Belliard par Cavriana et Pinzone sur Neumarck, dans la vue de couper la route de Cavalese, et de s'emparer du pont de cette première ville. Belliard, chemin faisant, délogea l'ennemi des hauteurs de Peza, et le poussa en désordre sur Neumarck, qui fut évacué pendant la nuit. Les deux autres divisions, n'ayant devant elles que des levées tyroliennes soutenues d'un faible détache-

ment de troupes de ligne, continuèrent à s'avancer sans grands obstacles sur la chaussée de Trente à Botzen. Le 22 mars, Joubert, après avoir réuni ses forces près de Neumarek, se porta avec l'avant-garde en reconnaissance aux environs de Santa-Barbara sur la route de Botzen.

Tandis qu'il était occupé de ce côté, Laudon, qui cherchait à rétablir ses communications avec Kerpen, arriva à Serviten, et fit attaquer Neumarek par ses troupes légères; soit qu'il eût dessein de gagner la chaussée de Botzen, soit que, ne supposant pas cette ville occupée par un corps aussi considérable, il crût pouvoir l'enlever d'un coup de main. Mais Belliard, devinant son projet, fit débarrasser le pont que Kerpen avait barricadé dans sa retraite, et marcha à la rencontre de l'ennemi avec la 85^e qui se trouva sous sa main. Une fusillade très-vive s'engagea à l'instant : les Français repoussèrent successivement les Impériaux de Serviten et de Rungg sur Saint-Valentin, où la résistance fut plus opiniâtre. Le combat était encore incertain, lorsque le général Dumas, commandant la cavalerie, débouchant tout à coup du pont de Neumarek, chargea en flanc la colonne autrichienne et la culbuta. Les grenadiers de la 85^e se jetèrent dans une redoute qui flanquait la droite de ce village, et prirent les deux pièces qui s'y trouvaient en batterie. Cet échec rendit Laudon plus circonspect, et le décida à se retirer dans la vallée de Méran. Les Français rentrèrent le soir à Neumarek avec plusieurs pièces de canon et 8 à 900 prisonniers.

Botzen leur ouvrit ses portes le même jour, et ils y trouvèrent heureusement des magasins dont ils avaient le plus pressant besoin. Cependant, la situation de Joubert se compliquait à chaque pas; car Botzen se trouvant à l'embranchement des vallées principales de l'Adige et de l'Eisach, et la première recélant le foyer le plus actif de l'insurrection, il fallait les occuper toutes deux. Y jeter un simple détachement, c'eût été l'envoyer à sa perte : y envoyer une division entière, c'était s'affaiblir en pure perte, puisque Botzen restait en prise d'un autre côté. Joubert, dans cette position délicate, laissa Delmas avec environ 3,000 hommes dans cette ville, en lui recommandant d'occuper fortement Terlan pour observer la vallée de

l'Adige, puis dirigea le reste de son corps, droit sur Clausen.

Le général Kerpen l'attendait de pied ferme, en avant de ce bourg. La route qui y conduit de Botzen est resserrée entre l'Eisach et des montagnes inaccessibles : les Autrichiens étaient en bataille derrière ce défilé, protégés par de l'artillerie. Les Français se présentèrent, le 22 mars, pour le franchir. Le combat fut des plus opiniâtres, et la victoire était encore indécise à la chute du jour, lorsque l'infanterie légère républicaine, tournant les Impériaux par leur droite, parvint avec des peines infinies sur les rochers qui les dominaient, et fit rouler sur eux des blocs de pierre énormes. Joubert, profitant de ce nouveau genre d'attaque, s'avança alors contre le centre à la tête des 12^e et 83^e de ligne, formées en colonnes serrées. Les Autrichiens n'étant pas de force à résister à cet effort combiné, exécutèrent alors leur retraite, qui fut d'autant plus pénible que la nuit était très-obscurcie et pluvieuse. Brixen fut occupé le lendemain; on y trouva, comme à Botzen, des magasins assez considérables.

L'invasion qui menaçait le Tyrol, loin d'abattre ses habitants, réveilla en eux les sentiments les plus patriotiques, et les fit courir en foule aux armes. Le comte de Lehrbach, chargé de régulariser l'insurrection de la province, réussit par des proclamations où le faux se mêlait adroitement à la vérité, à allumer chez ces montagnards, simples et grossiers, la haine du nom français avec la soif de la vengeance. Des troupes innombrables de paysans armés d'excellentes carabines, de fusils de chasse, ou d'instruments aratoires, s'emparèrent de toutes les issues des principales vallées. Les levées de Hall, de Schwatz et de l'Innthal se rassemblèrent à Mittenwald-am-Sack pour couvrir les environs de Sterzing; les milices de Kitzbühl et de Kufstein se chargèrent du poste de Gossensass; celles du Pusterthal et de l'évêché de Brixen couvrirent les hauteurs qui couvrent leurs vallées; enfin, celles du haut Inn, assignées à Laudon, défendaient les avenues de Méran conjointement avec les troupes de ce dernier.

Ainsi, malgré l'échec qu'il venait d'essuyer, Kerpen pouvait encore couvrir le Pusterthal et les gorges d'Innsbruck, en prenant position sur les

hauteurs de Muhlbach à l'embranchement des routes de Sterzing et de Prunecken, à deux lieues au nord de Brixen ; mais il commit la faute de s'établir à Mittenwald, de laisser la vallée de la Rient à découvert, et de ne garder que les ponts de l'Eisach sur la route d'Innsbruck.

Toutefois, Joubert ne le laissa pas longtemps dans cette position : il l'attaqua le 28 mars. Quelques bataillons, fraîchement arrivés de l'armée du Rhin firent bonne contenance ; mais, à la suite d'une courte canonnade, l'affaire fut décidée par une charge de la 85^e, que Belliard dirigea contre la droite en colonnes serrées par bataillon. La retraite des Impériaux, harcelée par les charges continuelles de la cavalerie de Dumas, leur coûta quelques centaines de prisonniers.

De Sterzing à Innsbruck, on compte 16 lieues : la route qui y conduit, passe sur un contre-fort du Mont-Brenner, l'un des plus élevés du Tyrol. Cette montagne était désormais la seule barrière qui couvrait le chef-lieu de cette province, et déjà l'on s'attendait que l'armée française allait la franchir ; néanmoins Joubert ne se laissa pas éblouir par les attraits d'une conquête inutile autant que dangereuse : gêné par des instructions qui lui indiquaient de baser sa retraite sur Mantoue ; alarmé par tous les rapports qui lui parvenaient de Botzen, et voyant les forces tyroliennes se multiplier devant lui, il fallut se résoudre à tout compromettre en restant ainsi divisé, ou à réunir ses forces, soit pour aller joindre l'armée en Carinthie, soit pour revenir sur ses pas. Si du moins il avait eu la certitude que l'armée du Rhin s'avancât de nouveau en Souabe, il aurait pu se flatter que les succès de Moreau attireraient de ce côté une partie des forces qu'il rencontraient sur son passage. Mais, dans l'ignorance où il se trouvait également, et des opérations de Moreau et de Hoche, et des victoires remportées à Tarvis par Bonaparte, le parti le plus sûr était de temporiser. Sa position, sans être désespérée, devenait embarrassante : toute la contrée qui l'environnait était en pleine insurrection : il n'avait aucune communication avec les deux armées, dont il devait lier les opérations ; une marche en avant

comme une marche en arrière, aurait eu de funestes conséquences pour lui, si elle n'eût été faite avec connaissance de cause ; et dans ce pays de montagnes, il ne pouvait pousser de reconnaissances, sans s'exposer à les voir enlever (1). Ce manque de renseignements le détermina à prendre une position d'attente à Brixen, dont les magasins suffisaient pour alimenter ses troupes pendant quelques semaines.

A la vue de la marche rétrograde des Français, Kerpen rentra dans Sterzing, et plaça le lendemain son camp à Mauls, puis à Mittenwald. Le 31, il y eut un engagement très-vif entre les avant-postes à Unter-Aue, où les Autrichiens furent maltraités, et perdirent beaucoup de prisonniers. Le 2 avril, ils renouvelèrent leur tentative avec plus d'ensemble ; Kerpen assaillit Unter-Aue, où il fut repoussé avec perte ; mais Laudon déboucha sur Terlan dont il s'empara : le lendemain, il combattit vivement l'avant-garde républicaine postée en avant de Botzen. Sa droite, conduite par Neuperg, officier plein de valeur et d'intelligence, descendit par les montagnes sur Tramin pour s'emparer des communications des Français avec Vérone.

Sur ces entrefaites, Joubert reçut des nouvelles certaines de la marche de Bonaparte. Le colonel Eberlé, de la 85^e, à l'aide d'un déguisement, ayant pénétré dans la vallée de la Drave, et acquis la certitude de ses progrès en Carinthie, il n'en fallut pas davantage pour décider Joubert à opérer sa jonction avec lui par Lienz. Cette opération devenait de plus en plus urgente ; car pendant que Kerpen le tenait en échec sur son front, Laudon, dont les forces s'élevaient déjà à 12,000 hommes, y compris les troupes réglées de son corps, ne devait pas manquer de s'emparer de Botzen. Ce cas arrivant, il eût été très-difficile de passer sur le ventre à une troupe aussi considérable, électrisée par ses succès, combattant avec le courage du désespoir, dans des défilés où la tactique devient souvent inutile.

Le général français ordonna donc d'évacuer Botzen le 4, au matin, et prescrivit à la division Delmas de venir le joindre à Brixen. Ses troupes

(1) Quatre compagnies, formant partie du détachement de Zayonschek, qui avaient remonté la vallée de la

Drave jusqu'à Lienz pour avoir de ses nouvelles, avaient été égorgées par les insurgés.

étant réunies le 5 avril, il se mit en marche de bonne heure pour Pruneken, après avoir brûlé les ponts de l'Eisach, entre Ober-Aue et Aischa. Son arrière-garde défendit encore Clausen et Seeben contre Laudon, atteignit Brixen avant la chute du jour, et se rendit, dans la nuit, à Pruneken. La destruction des ponts de l'Eisach paralysa les forces de Kerpen pendant cette journée. Ainsi, Joubert échappa aux deux corps autrichiens, remonta la Rient jusqu'au col de Tolbach, atteignit les sources de la Drave, et descendit à Lienz, d'où il continua sa route en côtoyant cette rivière jusqu'à Villach. Sa colonne n'eut, dans cette longue traversée, qu'un combat à livrer à des insurgés qui lui barraient le passage à Muhlbach près de Spital, et dans lequel il fit encore quelques prisonniers.

Vingt jours s'étaient à peine écoulés depuis l'ouverture de la campagne, et déjà l'archiduc avait perdu, en dix combats, le quart de son armée; le reste, découragé, en proie à toutes les privations, maintenant retiré derrière la Muhr, ne paraissait pas en état de poser des bornes à la marche victorieuse des Français. La chaîne méridionale des Alpes était franchie; il ne restait plus que la septentrionale à percer. Cette opération présentait des difficultés réelles, mais non pas insurmontables pour des troupes enflammées d'ardeur, et pleines de confiance dans l'habileté de celui qui les commandait.

Cependant l'armée était notablement diminuée plus encore par les fatigues excessives de marches forcées durant une saison rigoureuse, que par les garnisons laissées sur les derrières : elle comptait à peine 45,000 combattants. D'un autre côté, la jonction du corps de Joubert à l'armée principale, ayant dégarni le Tyrol, les habitants, réunis au corps de Laudon et à quelques bataillons tirés de l'armée du Rhin, menaçaient de rejeter les garnisons françaises en Italie, par les vallées de l'Adige. Des agents envoyés par le gouvernement autrichien dans la Hongrie, y préparaient une levée en masse, que la noblesse se montrait disposée à seconder de tous ses moyens. L'Illyrie, docile à la voix de ses maîtres, se levait; et l'insurrection se propageait jusqu'à Trieste. Enfin, le sénat de Venise, voyant l'armée enfoncée dans les Alpes Noriques depuis Laybach jusqu'à Klagenfurth, fai-

sait des armenements clandestins, et travaillait à soulever le peuple de ses provinces de terre ferme. Déjà, le provéditeur de Vérone, par une proclamation incendiaire, avait ouvertement excité la population de cette grande ville à une insurrection contre les Français : et le sénat, sous prétexte de comprimer l'esprit de révolte qui s'était manifesté à Bergame et à Brescia, avait fait prendre position sur les bords occidentaux du lac de Garda, à des corps d'esclavons aux ordres du général Fioravanti. Quoique les divisions Victor et Kilmaine, laissées en Lombardie et dans la Marche d'Ancone, fussent plus que suffisantes, avec les légions polonaises et lombarde, pour déjouer la politique de ce gouvernement, la situation brillante de Bonaparte n'était que précaire; le moindre revers pouvait la changer. Il fallait se hâter de revenir sur ses pas ou de marcher sur Vienne; il ne balança pas à prendre ce dernier parti.

Dès le 29 mars, son armée avança sur la route de Klagenfurth qu'occupait la division Mercanton, dont les avant-postes furent surpris; on leur enleva 200 hommes et 2 pièces de canon. En se repliant en ville ils y semèrent l'alarme, ce qui déterminait l'archiduc à l'évacuer. Bonaparte y établit son quartier général. Le 30, il le transféra à Sainth-Weit où l'armée prit position. De Klagenfurth, un corps léger fut poussé dans la direction de Marburg, en longeant la rive gauche de la Drave.

Mais, en marchant à grands pas vers son but le général français ne dédaigna pas les moyens qu'offrait la politique pour se tirer d'embarras. C'est sans doute après avoir délibéré sur les circonstances graves où il se trouvait engagé, qu'il se détermina à écrire au prince Charles pour lui faire des ouvertures de paix, et qu'il adressa une proclamation aux habitants de la Carinthie en vue de calmer leurs esprits excités à la fois par tant de motifs puissants à secouer le joug des vainqueurs. Ces propositions pacifiques ne réussirent pas : l'archiduc, sans les rejeter ouvertement, laissa entrevoir par sa réponse, que, malgré ses revers, il continuerait encore le sort des armes, et que, dans tous les cas, il devait en référer à l'Empereur.

En conséquence, l'armée française se mit en mouvement, le 1^{er} avril, pour se porter sur Freybach. A peine était-elle en marche, qu'un aide de

camp du prince sollicita une suspension d'armes de quatre heures. Le court espace demandé prouva que ce n'était qu'une ruse dont Bonaparte ne serait point dupe. En effet, l'archiduc, qui occupait le sommet des Alpes Carniques, prévenu qu'une division venant du Tyrol (1), sous les ordres du général Sporck, s'était dirigée à grandes journées par Rattenberg et les vallées de la Salza et de l'Ens dans celle de la Muhr, où son avant-garde était déjà arrivée à la hauteur de Muhrau, avait voulu gagner quelques heures pour faciliter sa jonction; mais Bonaparte, persuadé qu'une telle demande cachait quelque embarras, pressa le mouvement ordonné sur Freisach.

La division Masséna, formant tête de colonne, fut le 2 avril en présence de l'armée autrichienne. Celle-ci occupait les gorges de Dirnstein, formées par les montagnes qui s'élèvent en avant de Neumark, et ferment le vallon où passe la route de Klagenfurth à Vienne. La brigade Lindenau était établie à Guldendorf et Pichlern; le prince d'Orange occupait Aneten et Bad-Aneten, ainsi que le village de Neudeck, qu'on avait retranché au centre de la position: celle de Kaim bivouaquait avec les réserves de grenadiers en avant de Neumark, où le prince Charles avait son quartier général; la division Mercantin marchait sur Muhlbach.

La 2^e légère, qui formait l'avant-garde de Masséna, attaque au même instant tous les postes avancés des Autrichiens, les culbute, et se jette en tirailleurs sur les flancs de la position. Ces premiers succès sont bientôt soutenus par le gros de la division Masséna et par celle de Guyeux, qui accélère le pas pour prendre part au combat. A la vue des progrès des républicains, le général Kaim se porte, avec sa division, en arrière des villages de Guldendorf et de Pichlern; ce renfort rétablit une sorte d'équilibre. Masséna, qui s'en indigne, réunit les grenadiers des 18^e et 32^e de ligne, en forme une colonne serrée à la tête de laquelle il pénètre au centre de la gorge dans Aneten et Bad-Aneten. Les Autrichiens, qui essayent de les défendre, sont renversés et rejetés sous les barricades de Neu-

deck, ce qui oblige Mercantin à abandonner Guldendorf et Pichlern pour n'être pas coupé. Neudeck est alors attaqué par les grenadiers républicains en même temps que par la 2^e légère; on l'emporte au pas de charge, et on refoule les bataillons du prince d'Orange sur Neumark.

L'archiduc, pour assurer leur retraite, fit avancer une brigade de grenadiers, dont la ferme contenance soutint jusqu'à la chute du jour les attaques successives de Masséna. L'armée française bivouaqua sur le champ de bataille, et l'archiduc profita de la nuit pour opérer sa retraite sur Hundsmarck. Dans ce combat, où la division Masséna seule fut engagée, les Impériaux perdirent 7 à 800 hommes, tués ou prisonniers. On trouva à Neumark et à Freisach des magasins considérables de subsistances, quoique les Impériaux eussent cherché à les incendier dans leur retraite.

Il était de la plus haute importance pour le général français d'atteindre promptement Scheiffing, village situé à l'embranchement des routes d'Allemagne et d'Italie: les divisions Masséna et Serrurier s'y portèrent le 3 avril; et le quartier général y fut transféré le même jour. L'avant-garde de Masséna poussa jusqu'à Hundsmarck, où elle donna de nouveau sur une division d'infanterie autrichienne chargée de couvrir la retraite. Après un combat des plus rudes, celle-ci fut rejetée, partie dans la montagne à droite de ce bourg, partie sur la route de Saint-George.

Bonaparte, instruit à Scheiffing que la colonne de Sporck rôdait encore dans la vallée de la Muhr, lança à sa poursuite la division Guyeux; mais, favorisée par les gens du pays, elle parvint à opérer sa jonction avec l'archiduc par la route de Radstadt.

Dès le lendemain, l'armée républicaine prit la route de Léoben, dernier point stratégique où l'archiduc pût recevoir des renforts de l'armée du Rhin avant de descendre dans les plaines de Vienne. Ce prince céda sans coup férir Knittensfeld et Judenburg, résolu de ne plus disputer le terrain, et d'accélérer sa marche vers la capitale, où, après avoir réuni tous ses moyens, son intention était de livrer une bataille décisive.

Joubert et Masséna, au moment où celui-ci défit Lusignan, il eut beaucoup de peine à rejoindre l'archiduc.

(1) Il paraît que le détachement de Sporck se trouvait sur la haute Piave vers Cortina, et que, pressé entre

Cependant, la terreur produite par une série si rapide d'événements malheureux, affectait tous les esprits. En vain le comte de Saurau, gouverneur civil de l'Autriche, s'efforçait par des proclamations de relever le courage des habitants et de les engager à prendre les armes pour la défense commune; la consternation glaçait tous les cœurs. Le conseil aulique, de son côté, faisait tout ce qui dépendait de lui pour opposer une digue à l'invasion de Bonaparte. Mack, éloigné des affaires depuis deux ans, fut rappelé au comité de défense. Le général du génie Lauer fut chargé de diriger les travaux nécessaires pour remettre en état les fortifications de Vienne, un peu négligées depuis que cette capitale avait cessé d'être menacée par les Turcs. Des camps formés de milices et de dépôts, furent établis dans les lignes de Mariahülf. Enfin, la cour et toutes les administrations reçurent ordre de se tenir prêtes à partir pour Prague au premier signal.

De son côté, Bonaparte après avoir transporté son quartier général à Judenbourg, le 3, s'était vu dans la nécessité de s'y arrêter pour attendre la réunion de ses forces, qu'il avait trop disséminées en poursuivant l'ennemi sur toutes les directions. A la vérité, Bernadotte, qui s'était jeté sur la droite vers Laybach, avait laissé au général Friant le soin de veiller sur Trieste, et se rapprochait du centre en toute diligence par Klagenfurth: mais on concevait de vives inquiétudes sur le sort de Joubert, surtout depuis le retour de Zayonschek; on ignorait encore qu'il fût sur le point d'opérer sa jonction. Tout portait à croire que les armées du Rhin n'avaient point encore franchi le fleuve; et néanmoins, la poignée de braves, que ses succès avait, pour ainsi dire, entraînée aux portes de Vienne, allait se trouver forcée de livrer la bataille qui devait décider de sa ruine, ou donner la paix à l'Europe.

L'heureuse étoile de Bonaparte vint le tirer de cette perplexité. L'Empereur, craignant pour sa capitale, chargea les généraux Bellegarde et Mersfeld de négocier. Ils arrivèrent, le 7 avril, à Judenbourg, et proposèrent une armistice de six jours. Quoique dans la position actuelle des deux partis, une suspension d'armes fût aussi nécessaire aux Français qu'aux Autrichiens, Bonaparte feignit de

ne l'accorder que par générosité et comme un gage du désir sincère qu'il avait de conclure la paix; on pense bien toutefois que les conditions furent à son avantage. Les avant-postes de la droite républicaine restèrent où ils se trouvaient le 7, entre Fiume et Trieste. La ligne se prolongeait par Marburg où elle coupait la Drave et suivait par Gratz, Bruck et le Liedelberg, jusqu'à Admont dans la vallée de l'Enns. L'armistice s'étendit également aux troupes agissant dans le Tyrol; et il fut convenu que les généraux des deux partis régleraient les postes qu'ils occuperaient dans cette province. On remarquera que la ligne de démarcation accordait à l'armée française Gratz, Bruck et Rottenmann, où elle n'avait pas encore pénétré.

Bonaparte, après avoir annoncé cet heureux événement au Directoire, et mandé le général Clarke de Turin, transféra son quartier général à Léoben. Il ne tarda pas à apprendre l'arrivée de corps de Joubert dans la vallée de la Drave, au même temps que les circonstances impérieuses qui l'avaient déterminé à quitter le Tyrol.

L'armée prit alors des cantonnements. Le général Serrurier occupa Gratz, l'une des plus florissantes villes des États de l'Empereur; Guyeux s'établit à Léoben; Masséna à Bruck; la division Bernadotte resta campée en avant de Saint-Michel. Joubert, échelonné de Villach à Klagenfurth, poussa la division Baragney-d'Hilliers jusqu'à Gomon, autant pour assurer ses subsistances que pour surveiller les Vénitiens. Victor, en marche pour rejoindre l'armée, arrivait à Trévis. L'armée ainsi disposée, se trouvait à même, en cas de rupture, de reprendre aussitôt l'offensive, et de déboucher en quelques marches dans les plaines de Vienne. Sa ligne, qui, peu de jours auparavant, présentait un front immense depuis Brixen jusqu'à Trieste, fut resserrée dans un espace plus étroit, sans cesser de couvrir les grandes communications avec l'Italie.

Des événements moins prospères s'étaient passés dans le Tyrol et dans les États de Venise. L'instant même où les bases de la paix se traitaient. Mais, afin que nos lecteurs soient à même de juger du véritable état des affaires dans ces contrées, nous reprendrons tout à l'heure les choses d'un peu plus haut.

Heureusement, cette levée de boucliers des Vénitiens, et les succès des Impériaux dans la vallée de l'Adige, n'apportèrent aucun obstacle à la signature des préliminaires de paix, qui eut lieu, le 17 avril, au château d'Ekwald, près de Léoben, entre le marquis de Gallo et le général Merfeldt, stipulant pour l'Autriche; et Bonaparte au nom de la république.

Ce traité, qui n'a jamais été officiellement publié, portait en substance : 1° La cession de la Belgique à la France, et la reconnaissance de ses limites constitutionnelles, c'est-à-dire, la réunion de la Savoie et du comté de Nice; car les provinces de l'Empire situées sur la rive gauche du Rhin, n'étaient point encore incorporées à la république par des décrets; 2° la réunion d'un congrès à Berne, pour y traiter de la paix générale; 3° la cessation des hostilités avec l'Empire; 4° un article secret portait cession de la Lombardie autrichienne, depuis l'Oglio jusqu'au Pô, moyennant une indemnité prise sur les États de la terre ferme vénitienne, situés entre l'Oglio et la Dalmatie turque; la ville de Venise aurait reçu en échange la Romagne avec les légations de Ferrare et Bologne; 5° la remise des forteresses de Palma-Nova, Mantoue, Peschiera, Porto-Legnago, ainsi que des châteaux de Vérone, ne devait se faire à l'Empereur qu'après l'échange des ratifications de la paix définitive; 6° enfin, l'Empereur consentait à ce que la république disposât du duché de Modène, pourvu qu'on assurât une indemnité au duc à la paix générale.

Le général français eut d'autant plus lieu de s'applaudir d'une transaction aussi avantageuse (1), qu'à l'instant même l'insurrection du Véronais prenait un caractère alarmant, les Tyroliens du corps de Laudon descendaient dans la vallée de l'Adige jusqu'à Bussolengo et dans celle de la Brenta jusque vers Bassano, enfin les Croates avaient enlevé Trieste et poursuivi les détachements du général Friant jusqu'aux portes de Gorizia. Si la guerre eût continué, ces différents corps, réunis aux Esclavons ou aux mécontents dont le sénat de Venise dirigeait l'armement, et incessamment soutenus par

des troupes autrichiennes, eussent compromis les communications de l'armée, pendant qu'elle aurait eu sur les bras les principales forces de la monarchie autrichienne commandées par l'archiduc. Mais, avant de rendre compte du résultat de ces événements sur les derrières, il est convenable de jeter d'abord un regard sur les opérations des armées en Allemagne.

CHAPITRE LXXII.

Opérations des armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, jusqu'à la notification des préliminaires de paix. — Passages du Rhin à Diersheim et à Neuwied.

Après le départ des vieilles bandes emmenées par l'archiduc en Italie, les forces des Impériaux sur le Rhin, quoique notablement diminuées, se trouvaient néanmoins encore suffisantes pour soutenir la défensive, s'il y avait eu plus de sagesse dans leur répartition.

Le prince Charles avait regardé comme le complément de son devoir, de tracer à son successeur des instructions lumineuses, sur la conduite à tenir pour conserver ses positions, en concentrant ses forces sur le haut Rhin, entre la Suisse et le Neckar; mais, soit que le conseil de guerre de Vienne eût adressé au comte de Latour des ordres dans un sens tout opposé, ou qu'il l'eût affaibli par de nouveaux détachements; soit que le nouveau général en chef crût préférable d'opérer d'après ses propres vues, rien de tout ce que le prince avait prévu pour la gloire des armées impériales ne fut exécuté; et, pour la troisième fois, les troupes autrichiennes furent disséminées en cordon sur la rive droite du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Dusseldorf.

Le comte de Latour se réserva le commandement de l'armée du Haut-Rhin, qui s'étendait jusqu'à Manheim; son effectif approchait de 40,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie; le général Starray en commandait le centre aux environs de Kehl. Le corps du Bas-Rhin, aux ordres

(1) Nous ne pouvons nous dispenser de donner à nos lecteurs les deux lettres par lesquelles Bonaparte instrui-

sit le Directoire des motifs qui le déterminèrent à traiter. (Voyez pièces justificatives des livres XII et XIII, nos 1 et 2.)

du baron de Werneck, opposé sur la Lahn à l'armée de Sambre-et-Meuse, ne comptait pas moins de 30,000 combattants. Outre ces deux corps d'armée, une réserve d'environ 6,000 hommes d'infanterie et de 3,000 chevaux, cantonnait sur les bords du Mein, entre Aschaffembourg et Mayence : cette dernière, commandée par le général Simbschen, paraissait destinée à renforcer les points menacés de la droite ou de la gauche. Les garnisons d'Ehrenbreitstein, Mayence, Manheim et Philipsbourg n'étaient point fournies par l'armée active; et comme ces places renfermaient à peu près 20,000 hommes, on peut évaluer la totalité des forces impériales, sur le Rhin, à 100,000 combattants, dont 80,000 prêts à entrer en campagne.

Celles que les Français avaient rassemblées sur la rive gauche, s'élevaient à plus de 130,000 hommes, non compris les garnisons qui étaient, à la vérité très-faibles.

L'armée de Rhin-et-Moselle, dont Moreau conserva toujours le commandement, avait occupé des cantonnements après la prise de Kehl et de la tête de pont d'Huningue, le long de la rive gauche du Rhin, et par delà les Vosges jusqu'aux environs de Deux-Ponts : elle comptait dans ses rangs 60,000 combattants.

L'armée de Sambre-et-Meuse, cantonnée depuis Dusseldorf jusqu'à Coblentz, gardait la première de ces places et la tête de pont de Neuwied. Immédiatement après la dispersion de l'armée navale destinée à l'expédition d'Irlande, une partie de l'infanterie qui la composait prit la route du Rhin et vint renforcer l'armée de Sambre-et-Meuse; en sorte qu'avec les troupes qui la rejoignirent de la Hollande, elle fut portée à 70,000 hommes. Le Directoire en avait confié le commandement à Hoche, dont l'énergie, l'activité, le génie étaient de plus sûrs garants de la victoire, que les observations verbeuses, les promesses dilatoires de Beurnonville.

L'avantage des Français de ce côté ne se bornait pas à la supériorité du nombre; ils possédaient, en outre, deux débouchés importants sur la rive droite du Rhin; car, quoique les têtes de ponts de Neuwied et de Dusseldorf fussent à l'extrême gauche de la ligne, et fort éloignées de l'armée se-

condaire d'Italie, elles offraient cependant un moyen de passer tranquillement le Rhin, lorsqu'on le jugerait à propos.

La marche rapide et hardie de Bonaparte au delà des Alpes Noriques, donnant l'impulsion aux deux armées d'Allemagne, rien ne semblait plus urgent que de la seconder par une diversion : pourtant le passage du Rhin ne fut entrepris que vers le milieu d'avril, tandis qu'il eût fallu diriger les deux armées sur le Mein dès les premiers jours de mars. Ce mouvement, quoiqu'un peu étendu, eût beaucoup mieux valu que de rester un mois dans l'inaction; il offrait d'ailleurs l'avantage de concentrer les deux armées sur une seule ligne d'opérations, et d'assurer leur marche victorieuse sur Ratisbonne, sans courir le risque d'être battues séparément comme l'année précédente. Ces revers, dus au plan défectueux du Directoire, ne l'éclairèrent point, et il suivit les mêmes errements, en sorte que la supériorité de ses forces put seule réparer cette faute.

Les armées françaises durent enfin passer le Rhin le même jour à Kehl et à Neuwied, pour diviser l'attention de l'ennemi, et lui causer de l'incertitude dans la direction et l'emploi de ses masses. Néanmoins Hoche effectua son passage le 18 avril, 48 heures avant Moreau, ce qui au reste fut plutôt un bien qu'un mal, puisque le premier avait des débouchés assurés, et qu'il valait mieux attirer le gros des forces ennemies sur l'armée de Sambre-et-Meuse, pour faciliter à celle de Rhin-et-Moselle son passage à force ouverte.

Comme les opérations militaires qui suivirent cette entreprise n'ont pas été fort étendues, nous allons en rendre compte dans un même chapitre, en rapportant d'abord le passage de l'armée de Rhin-et-Moselle.

Le général Moreau, qui était allé à Paris, presser l'envoi de tous les moyens nécessaires pour entrer en campagne, revint à Strasbourg, le 17 avril; les préparatifs de passage avaient été faits en son absence avec une telle activité, par les chefs de l'artillerie et du génie, que tout fut prêt pour l'effectuer le 19.

Plusieurs motifs s'opposaient à ce qu'on le tentât en face de Kehl, comme l'année précédente; d'abord, les fortifications accumulées pour la défense

de ce point, ne permettaient plus de débarquer dans les îles, où l'ennemi exerçait une grande surveillance; ensuite la baisse des eaux, qui avait mis à sec le bras Mahile, rendait l'embarquement impossible sur ce canal qui, dans d'autres circonstances, eût offert de si grands avantages par sa proximité de Strasbourg. D'un autre côté, la nécessité d'effectuer cette opération sans délai, avec le peu de moyens qui se trouvaient à la disposition du général en chef, laissant à peine le loisir de reconnaître l'endroit le plus favorable, il fut arrêté que le passage aurait lieu en avant de Kilstett. Quarante bateaux de la rivière d'Ill, portant chacun 70 hommes, un bateau plat pour du canon et des munitions, et 12 grands bateaux de Strasbourg furent destinés pour cette entreprise. Ces embarcations, après avoir déposé l'avant-garde sur la rive droite du Rhin, devaient revenir chercher d'autres troupes sur la gauche, et continuer cette manœuvre pendant qu'on travaillerait à jeter un pont volant à la hauteur de Gambshheim, jusqu'à l'établissement d'un pont de bateaux. (Pl. XX.)

Les troupes du centre, cantonnées aux environs de Strasbourg, et destinées à la première attaque, reçurent ordre de se rendre sous divers prétextes près de Kilstett, où un emplacement masqué par une digue, parut propre à couvrir l'embarquement. On régla la marche des divisions de droite et de gauche, de manière à les faire arriver successivement dans la nuit et le jour suivant.

L'attaque principale, d'après les premières dispositions, devait être divisée en trois colonnes; la première à gauche avait l'ordre d'aborder à la lisière du bois de Freystett; la seconde au-dessus de la batterie dans l'île boisée, à l'embouchure du ruisseau de Holchenbach; et la troisième sur une grande île de gravier, séparée du bois de Diersheim par des petits bras guéables, sur l'un desquels on avait reconnu un pont praticable à l'infanterie. Un pareil nombre de fausses attaques devait protéger le débarquement de ces colonnes, savoir, deux supérieures non loin de Kehl, et une troisième au-dessous contre les îles de Dalhanden, vis-à-vis de Grefferen. On avait en outre l'intention de donner le change à l'ennemi par une vive canonnade sur toute la ligne, depuis Brisach jusqu'au fort Vauban.

L'attaque principale était fixée à trois heures du matin, et devait précéder les autres de quinze à vingt minutes.

Dans la nuit du 19 au 20 avril, tout se mit en mouvement sur la rive gauche du Rhin. Les bateaux de commerce de la rivière d'Ill, depuis Colmar jusqu'à Strasbourg, furent dirigés vers Kilstett. La difficulté de trouver dans l'obscurité d'une nuit orageuse, une passe pour franchir un banc de sable que l'on rencontra près de Wantzenau retarda considérablement la marche de la flottille. Il n'y avait, à cinq heures du matin, que vingt-cinq bateaux rendus à Kilstett, et pour comble de contrariétés, un accident fâcheux ne permit pas de s'en servir aussitôt. Toutes ces embarcations qu'on dirige sans rames sur l'Ill, qui n'est pas profond, en avaient besoin pour naviguer sur le Rhin: le bateau qui les portait s'étant engravé de manière à ne pouvoir être mis à flot, l'on fut obligé d'envoyer des détachements d'infanterie les chercher sur leurs épaules. Ce ne fut qu'à six heures que l'expédition principale se mit en mouvement. Dès lors plus d'espoir de causer de surprise; depuis une heure et demie, le canon des fausses attaques avait donné l'éveil aux Autrichiens: celle dirigée au-dessus de la batterie de Béclair, par l'aide de camp d'Hénin, était parvenue à prendre terre, et leur causait déjà beaucoup d'inquiétude.

La division destinée au principal coup de main était commandée par Duhesme; les généraux Vandamme et Davoust devaient passer avec les deux premières sections; enfin, au second transport, six bataillons, sous le général Jordy, leur serviraient de réserve.

La flottille française, en débouchant dans le grand Rhin, se trouva en vue des batteries autrichiennes, qui commencèrent un feu très-vif. Les pontonniers manœuvrèrent avec autant d'audace que de sang-froid; mais, ne pouvant suivre la direction tracée, sans trop s'exposer à la mitraille, ils se dirigèrent vers le gravier indiqué pour le débarquement de la troisième section, où toutes les troupes descendirent.

Trois cents Croates qui l'occupaient en furent chassés par Heudelet; et, en même temps que les bateaux retournaient chercher de nouvelles troupes, le général Duhesme, avec les bataillons de

Davoust, attaqua le village de Diersheim où il devenait urgent de se loger. Cette entreprise échoua : Duhesme y eut la main percée d'une balle en battant la charge avec son sabre, et Vandamme arriva fort à propos pour rétablir le combat. Les deux partis se disputèrent le village et le réoccupèrent deux fois, à mesure qu'ils recevaient quelque renfort de troupes fraîches. A la 3^e charge, il resta aux Français, dont la ligne s'étendit alors par sa droite dans la direction de Honau ; sa gauche s'appuyait aux digues du Rhin ; Diersheim se trouvait à peu près au centre.

Vers onze heures, un renfort de 4,000 Autrichiens étant accouru du camp de Boderswihr, Starray se crut en état de culbuter les assaillants dans le Rhin. Cette nouvelle tentative n'eut pas une issue plus heureuse que les deux premières, bien qu'elle fût combinée avec le mouvement d'une colonne qui se dirigea par Honau sur un retour de digue, d'où elle espérait prendre de revers la ligne française. Jordy, avec la 17^e légère, repoussa l'attaque de front, tandis que Desaix et Davoust, qui s'étaient aperçus du projet de la colonne de flanc, marchèrent à sa rencontre avec deux bataillons de la 109^e, dans un terrain couvert et marécageux, la chargèrent avec impétuosité et la rejetèrent dans Honau, où ils lui firent 200 prisonniers. Desaix reçut à cette occasion une blessure à la cuisse.

Après cet engagement, les Autrichiens, profitant des avantages de leur position, s'y tinrent sur la défensive. Ils n'en pouvaient choisir une plus favorable ; elle s'étendait le long d'un rideau dont la droite, couverte par le ruisseau de Holchenbach, s'appuyait vers Freystett, et la gauche à Honau. Ce rideau était défendu par quatre batteries, dont le feu concentrique mettait les plus braves hors d'état de franchir le ruisseau.

Le pont volant, qui fut achevé vers trois heures, ne pouvant passer au delà de vingt-cinq chevaux, ou une pièce avec son caisson, il était présumable que les Français s'estimeraient heureux de se maintenir jusqu'à la construction du pont de bateaux. Plus leur position devenait précaire, plus il importait aux Autrichiens d'empêcher leur établissement sur la rive droite du fleuve ; aussi dès que ceux-ci eurent reçu les renforts qu'ils attendaient des cantonnements voisins, le comte de Starray crut devoir faire une quatrième tentative. Il

avait alors sous la main environ 11,000 hommes, dont 1,500 de cavalerie et 20 bouches à feu. Les républicains, au contraire, comptaient à peine 3,000 hommes d'infanterie, peu ou point d'artillerie, et pas encore 50 chevaux. En les abordant avec vigueur, il était probable qu'il les jetterait dans le Rhin. Le combat s'engagea par une charge nonnada, qui démonta le peu de pièces françaises et réduisit en cendres une partie du village de Diersheim. Protégée par l'incendie et par le feu de son artillerie, l'infanterie autrichienne pérorait alors dans le village, où il s'engagea une fusillade aussi vive que meurtrière. Les troupes qui le défendaient, furent repoussées jusqu'à l'église ; mais un bataillon de la 76^e étant arrivé à leur secours et les adjudants généraux Drouet et Heudelet ayant assailli la colonne autrichienne par ses flancs, celle-ci hors d'état de résister au choc d'une double charge, ne tarda pas à être enfoncée et culbutée hors du village, après une mêlée assez rude. Les deux adjudants généraux furent grièvement blessés. Starray, appréciant l'avantage que son artillerie lui donnait, ne se laissait rebuter par aucun obstacle ; irrité de ce que son attaque sur le centre avait complètement échoué, il fit peu d'instants après, un nouvel effort sur sa gauche, et fut repoussé par Jordy avec la 100^e et une partie de la 17^e.

Tandis qu'on se disputait avec tant d'acharnement la possession de Diersheim, Vandamme et Davoust, voulant profiter du moment où les Autrichiens venaient d'affaiblir leurs ailes afin de refondre l'attaque du centre, se dirigèrent sur Honau, en traversant la plaine sous la protection de trois pièces d'artillerie légère, et des cent premiers cavaliers débarqués ; la 100^e se logea dans ce village que l'ennemi défendit mollement.

Cependant, le canon autrichien ayant dérangé le pont volant, il n'y eut plus de communication à espérer que par le pont de bateaux, dont la construction n'était pas encore commencée. On mit tout main à l'œuvre à six heures ; et malgré les obstacles des localités et le feu de l'artillerie combiné avec une attaque sur la gauche de la position française, on travailla avec tant de diligence, qu'il fut achevé avant minuit. A deux heures du matin, deux batteries légères, et une brigade de cavalerie y furent

lèrent, ainsi que l'infanterie de la division Dufour.

Le 21 avril, vers sept heures du matin, une lutte non moins opiniâtre s'engagea. Le comte de Starrray, ignorant sans doute que le pont fût terminé, et ayant reçu dans la nuit des renforts qui portaient sa troupe à 14,000 fantassins, 3,000 chevaux et une quarantaine de bouches à feu, résolut d'emporter en même temps Diersheim et Honau.

L'attaque dirigée sur ce dernier village, après avoir obtenu un succès passager, se vit arrêtée par des troupes récemment débarquées; celle contre Diersheim fut beaucoup plus sanglante, sans être plus heureuse. Elle commença par un feu d'artillerie qui, battant à mitraille de front et d'écharpe le principal débouché de ce village, démonta le peu de pièces des Français. L'infanterie autrichienne n'en ayant plus rien à craindre, se porta impétueusement sur la gauche du village, où se renouvela une scène de carnage plus terrible que la veille; la 3^e légère, soutenue par quelques bataillons de Jorck, arrêta l'ennemi de front, tandis que Davoust, avec les 17^e légère et 109^e de ligne, débouchait par la plaine sur le flanc de sa colonne. La cavalerie impériale saisit cet instant, et se lança à son tour en pleine carrière sur les bataillons français; mais la brigade de cavalerie républicaine, qui venait de se former près de là, vole, sans calculer son infériorité, au soutien de son infanterie; une véritable mêlée s'engage, les troupes combattent corps à corps; les escadrons de Moreau, ramenés à plusieurs reprises jusque dans les jardins de Diersheim, renforcés à propos par une partie du 9^e de hussards, finissent par triompher. Les généraux Starray et Immeus ayant été blessés, et les Impériaux voyant l'inutilité de leurs efforts par l'arrivée successive des forces républicaines, se décidèrent à la retraite. La réserve de cavalerie sous les ordres de Bourcier, n'ayant pas encore passé le Rhin, on ne put tirer tout le parti désirable de ce premier avantage.

Pendant que ce combat avait lieu, Lecourbe débouchait du pont avec sa brigade. Il fut suivi à peu de distance par la réserve, composée de sept régiments de grosse cavalerie, qui vinrent se ranger en bataille derrière les villages de Diersheim et de Honau. L'arrivée de ces troupes mit enfin

Moreau en état de prendre l'offensive. Il était près de deux heures, lorsqu'il fit à son tour des dispositions pour attaquer sérieusement l'ennemi.

La colonne principale, commandée par Vandamme, eut ordre de marcher au centre entre Lings et Hobine, pendant que Lecourbe se porterait à droite sur Lintzenheim, et Dufour à gauche sur Freystett. Quatre bataillons furent laissés dans le bois de Diersheim, tant pour couvrir le pont que pour servir de réserve.

Les Impériaux n'ayant commencé leur retraite qu'à la dernière extrémité, n'eurent pas le temps de la couvrir avec soin. Le régiment d'Alton, atteint par le 8^e de hussards et le 13^e de dragons, fut taillé en pièces ou fait prisonnier. Sa défaite subite imprima à leur mouvement rétrograde le caractère d'une déroute; en un clin d'œil tous les chemins se trouvèrent couverts de fuyards.

Vandamme, à la tête de la division Duhesme, soutenu de la réserve de cavalerie, dépassa Offenbourg et Gegenbach: les efforts du général O'Reilly pour l'arrêter, devinrent infructueux; cet officier fut pris entre Buhl et Offenbourg, en cherchant à rallier ses escadrons.

Dufour marcha droit sur Korck et Kehl. Des dragons du 17^e régiment qui éclairaient sa colonne, tournèrent le pont de la Kintzig défendu par de l'infanterie, passèrent cette rivière à gué, un peu au-dessus, et allèrent sommer Kehl, dont la petite garnison se rendit prisonnière. La prise de ce poste assura l'établissement des Français sur la rive droite du Rhin, en leur procurant la facilité de rétablir le pont de bateaux de Strasbourg. Dès que Moreau en fut informé, il donna l'ordre aux généraux du génie Marescot et Boisgérard, d'en presser la construction.

L'armée de Rhin-et-Moselle, à la suite du vigoureux combat qu'elle avait soutenu dans la matinée, et d'une poursuite de huit lieues, passa la nuit un peu disséminée, la droite entre Kehl et Neumuhl, la gauche entre Bischoffsheim et Ferystett, l'avant-garde sur la Renchen. Elle avait fait dans cette journée 3,000 prisonniers, pris plusieurs drapeaux et 20 pièces de canon; tous les équipages et une grande partie des chevaux étaient tombés en son pouvoir. La perte des Autrichiens en tués et blessés fut évaluée à 3,000 hommes; les

Français n'en eurent guère moins hors de combat dans les journées du 20 et du 21 avril.

Moreau, instruit par l'expérience de la campagne précédente, résolut de pousser avec vigueur le corps de Starray, en même temps qu'une division remonterait la vallée de la Kintzig jusqu'au près des sources du Danube, pour forcer à la retraite les corps qui étaient sur le haut Rhin; une troisième colonne devait s'emparer du passage du Kniebis, pour donner au gros de l'armée, la faculté de se porter sur Rastadt, à la rencontre du corps que Latour rassemblait aux environs de Manheim.

Le 22 avril, l'armée s'ébranla au point du jour. Le centre marcha sur deux colonnes : l'une, conduite par Vandamme et suivie de la réserve, s'avança sur Freudenstadt par Nieder-Achern et le Kniebis; l'autre, dirigée par Davoust, remonta la vallée de la Kintzig. L'avant-garde de la première rencontra, entre Zimmern et Renchen, une arrière-garde autrichienne, qui, ne voulant point s'engager, précipita sa marche par Oberkich, sur le Kniebis. De son côté, Davoust s'avança sans obstacles jusqu'à Biberach.

L'aile droite, aux ordres de Dufour, marcha sur Ettenheim, en remontant la vallée du Rhin; Saint-Cyr, arrivé dans la nuit avec deux demi-brigades, quatre régiments de cavalerie, et deux batteries d'artillerie légère, devait suivre la route du Rhin, s'y rallier à la brigade Lecourbe, et se préparer à agir de concert avec le centre et la réserve.

Lecourbe formant son avant-garde, força vers trois heures le passage de la Renchen, défendu par 2 bataillons, 3 escadrons et 6 pièces de canon. Après un léger engagement, les Autrichiens furent défaits et poursuivis jusqu'à Lichtenau, avec perte d'une centaine d'hommes (1).

Pendant que le corps de Starray était ainsi poursuivi, Latour avait rassemblé en toute diligence les troupes cantonnées aux environs de Manheim, et s'était mis en marche sur Rastadt avec 15,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux. Il espérait recueillir à la hauteur de cette ville ou d'Eitlin-

(1) Dans la campagne précédente, Moreau mit 9 jours à pousser jusqu'à Baden, tandis que, dans cette occasion, il franchit la Renchen dès le troisième jour. Cependant,

gen, les débris du corps battu, et livrer bataille aux Français dans la plaine. Moreau, informé de son dessein, avait tout disposé pour le prévenir; mais l'arrivée du courrier, porteur des préliminaires de paix, mit fin aux hostilités : l'on expédia contre-ordre aux divisions, et l'armée républicaine garda les positions qu'elle avait le matin.

Ainsi se termina, pour l'armée de Rhin-et-Meuse, cette campagne de trois jours, qui fit honneur à l'activité et à la bravoure des troupes de deux nations, mais qui, par sa courte durée, laissa à peine entrevoir les résultats qu'elle devait amener.

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE SAMBRE-ET-MEUSE.

Le général Hoche, en arrivant à Cologne, donna tous ses soins à la réorganisation de l'armée de Sambre-et-Meuse. Depuis quelques années, la cavalerie avait été éparpillée dans les divisions d'infanterie; le nouveau général en chef la réunit en divisions séparées par armes. Mais, pour éviter un inconvénient, il tomba dans un autre non moins dangereux, en détruisant l'émulation des différentes armes, et les privant de l'appui mutuel qui résulte de leur constitution particulière : il eût tiré de sa cavalerie un plus grand avantage, en admettant des hussards, des chasseurs et des dragons dans chacune de ses divisions, et en donnant à sa réserve de grosse cavalerie quelques escadrons de troupes légères pour l'éclairer.

Quoi qu'il en soit, Ney commanda les hussards; Richepanse les chasseurs, Klein les dragons; la réserve fut mise sous les ordres du général d'Harpoult. On répartit l'infanterie de l'armée active en 6 divisions; chaque aile se trouva composée de deux divisions d'infanterie et d'une de cavalerie. Les hussards et la réserve de grosse cavalerie furent attachés au centre dont Grenier prit le commandement. L'aile droite fut confiée à Lefebvre, et Championnet obtint le commandement de l'aile gauche.

Cette répartition, préférable à celle des camps

il pouvait en 1796 réunir autant de forces contre un corps autrichien beaucoup moins nombreux : preuve de la justesse de nos observations.

pagens précédentes, donnait à l'ordre de bataille d'autant plus d'ensemble et de force, que la division Watrin devait servir de réserve d'infanterie jusqu'après les premiers succès, et achever ensuite l'investissement de Mayence, de concert avec une autre laissée à cet effet dans le Hundsruck : la brigade Goulu eut la mission d'investir Ehrenbreitstein : tous ces corps détachés furent mis sous les ordres de Collaud.

L'armée de Sambre-et-Meuse, ainsi organisée, se trouvait dans le plus bel état ; sa cavalerie était nombreuse, son artillerie bien attelée et parfaitement servie. Elle n'attendait que le signal pour entrer en campagne ; et malgré quelques retranchements élevés pour la contenir, rien ne s'opposait à ce qu'elle débouchât en Allemagne, à la faveur du camp retranché de Dusseldorf ou de la tête de pont de Neuwied.

Les Antrichiens, cantonnés sur les deux rives de la Lahn, poussaient leurs avant-gardes sur la Sieg. Les environs de Neuwied étaient hérissés de batteries et de retranchements, et Kray, l'un des meilleurs et des plus actifs divisionnaires, commandait un corps assez considérable sur ce point important.

Hoche, jugeant convenable d'attirer l'attention de l'ennemi du côté de Dusseldorf pour faciliter au gros de son armée de déboucher de Neuwied, prescrivit au général Championnet de s'avancer sur la Sieg, et de lancer même son avant-garde au delà de cette rivière, dès le 17 avril. Werneck n'avait qu'une chance favorable ; c'était de tomber sur une des ailes de son adversaire au moment où elle s'avancerait ; mais s'il ne pouvait sans danger s'aventurer jusque sur la Sieg en laissant Neuwied derrière lui ; et, d'un autre côté, s'il se repliait, la jonction de toutes les forces de Hoche devenait inévitable. Werneck crut trouver un expédient pour se tirer de cette position fâcheuse, en laissant avancer Championnet pour le combattre vers Altkirchen, et il rassembla, à cet effet, sa droite à Neukirch, le centre à Dierdorf, où il prescrivit à Kray de venir le joindre avec le gros de son corps, se contentant de masquer Neuwied par quelques bataillons. En cas de succès dans cette première tentative, Werneck imaginait avoir assez de temps pour revenir par une marche de flanc, devant

Neuwied et empêcher le centre et l'aile droite des Français d'en déboucher. (*Voy. pl. V.*)

D'après ces étranges dispositions, l'armée autrichienne se mit en mouvement, et, le 17 avril, son centre et sa droite arrivèrent dans les positions indiquées. Le jour suivant, l'aile droite s'avança jusqu'à Cropach, afin d'être probablement plus près du point d'attaque. Kray, avec l'aile gauche, devait se mettre en marche pour Dierdorf, dans la nuit du 17 au 18 avril, après avoir laissé 5 bataillons et 6 escadrons devant Neuwied, pour dérober son mouvement.

L'intention de Werneck était de faire prendre en même temps la position de Limbourg à la réserve de Simbschen, qui lui avait été promise par Latour ; mais outre l'inutilité d'une réserve aussi éloignée du théâtre où les coups allaient se porter, le général en chef, informé des projets de Moreau pour passer à Kehl, craignit de renforcer le corps qui allait opérer sur la Sieg, aux dépens de celui qui défendait le haut Danube, de sorte que le point de Limbourg resta à découvert, et la réserve inutile aux deux armées. Dans la répartition des forces autrichiennes sur la ligne de défense, c'était une faute très-grave ; car il fallait se décider promptement à retirer le corps de Werneck derrière la Lahn et même derrière le Mein, ou bien à le faire soutenir. Le premier de ces partis eût été sans contredit le plus sage : dès qu'on ne l'adoptait pas, Latour aurait dû non-seulement diriger la réserve sur la Lahn, mais encore y détacher une partie des troupes disponibles à Mayence ou à Manheim. De cette manière, réunissant au delà de 45,000 hommes sur cette rivière, il est probable qu'on en eût défendu le passage avec quelque succès, sans exposer pour cela ces deux places à être investies et dénuées de garnison, puisqu'on avait toujours une retraite assurée, par Hofheim ou Usingen, sur Mayence et Francfort.

A cette faute, qui n'était pas la sienne, Werneck ajouta celle d'étendre son aile droite jusqu'à Siegen, au lieu de la rabattre sur Hachenbourg. On voit par là qu'avec la volonté de rassembler tous ses moyens pour écraser Championnet, lorsqu'il dépasserait Ukerath, le général autrichien avait disséminé ses 30,000 hommes sur une ligne de 18 lieues d'étendue, menacée au centre par le

corps de Championnet, et, à l'extrême gauche, sur sa ligne de retraite, par tout le reste de l'armée française : faute qui eût été très-grave à force égale, mais qui le devenait encore plus par la supériorité numérique des républicains ; car Hoche pouvait aisément déboucher de Neuwied, avec 36,000 hommes, sur les derrières des Impériaux, et causer ainsi la ruine entière de leur petite armée.

En effet, quoique le général français ignorât encore tous les faux mouvements de son adversaire, il se préparait à exécuter la partie du plan d'opérations qui lui était réservée, et s'était mis en devoir de passer le Rhin, aussitôt qu'il pourrait présumer l'arrivée de sa gauche vers Ukerath.

Le 18 avril, à trois heures du matin, les deux divisions d'infanterie de l'aile droite, précédées des chasseurs de Richepanse, débouchèrent de la tête de pont de Neuwied et se formèrent en bataille dans la plaine au-dessus de la tête de pont ; les hussards et les deux divisions du centre se placèrent à la gauche. Ces troupes furent suivies par la division Watrin et la réserve de grosse cavalerie. Ce mouvement s'exécuta sans obstacle, à la vue du détachement laissé par Kray dans les ouvrages, et trop faible sans doute pour venir s'y opposer dans la plaine.

Cependant Werneck, flottant entre le désir d'accabler Championnet au passage de la Sieg, et la crainte d'être lui-même attaqué en flanc par Hoche, sans renoncer tout à fait à son projet, jugea prudent de contremander l'ordre donné à Kray de marcher sur Dierdorf. Les colonnes de ce dernier retournèrent donc en toute diligence sur Bendorf et Anhausen. On a quelques raisons de croire que, dans la vue de gagner du temps, et s'étayant des pourpalers qui avaient eu lieu depuis plusieurs jours, il proposa au général républicain une suspension d'armes, à condition que l'armée, qui venait de franchir le Rhin, le repassât pour reprendre ses anciens cantonnements. Cette proposition, par trop insidieuse, n'ayant point été accueillie, Kray se disposa à recevoir le combat.

Vers huit heures du matin, toutes les troupes qui avaient débouché de Neuwied s'ébranlèrent sous la protection d'une forte canonnade, pour chasser les Autrichiens de leur position. Elle s'étendait en ligne droite, de Zollengers près du

Rhin, jusqu'à Heddersdorf, village fortement retranché où elle appuyait son flanc droit ; le front en était couvert, entre ces deux villages, par six redoutes élevées en avant du chemin de Neuwied à Ehrenbreitstein : trois autres redoutes, placées sur le plateau de Heddersdorf, étaient destinées à prendre d'écharpe les troupes qui, après avoir dépassé le chemin d'Ehrenbreitstein, voudraient s'avancer sur celui de Dierdorf. Ces ouvrages bien défilés, palissadés, fraisés, étaient armés de grosse artillerie.

Lefebvre eut ordre de se diriger, avec l'aile droite, sur Bendorf ; et Grenier, avec les deux divisions du centre, sur Heddersdorf. Il était difficile que Kray pût résister à une telle masse, et malgré l'avantage que ses retranchements lui donnaient, le résultat d'un pareil engagement ne pouvait être douteux.

L'attaque de la position eut lieu sur deux colonnes. Lefebvre, après avoir enlevé la dernière redoute de gauche, et nettoyé le village de Zollengers, les dirigea par la plaine sur Bendorf, village couvert par le gros ruisseau de Sayn, derrière lequel les Autrichiens s'étaient repliés : l'infanterie républicaine l'attaqua avec impétuosité, et les troupes impériales opposèrent une résistance assez ferme, mais les chasseurs à cheval de Richepanse les culbutèrent à la suite d'une charge brillante. Le chef d'escadron Dubois-Crancé, à la tête du 1^{er} régiment, accula un bataillon de Gemmingen et 200 dragons de Latour au défilé du village, et les fit tous prisonniers. Richepanse, après cette charge, se porta avec rapidité sur Montabauer, à la poursuite des fuyards, leur enleva 7 pièces de canon, 5 drapeaux ou guidons, et 50 caissons. Il fut appuyé, dans ce mouvement, par l'infanterie de Lefebvre.

La prise de Heddersdorf ne présenta guère plus d'obstacles. Le général Bastoul, avec neuf compagnies de grenadiers de la division Grenier, soutenues de leurs demi-brigades, marcha sur ce poste sans tirer un coup de fusil, se précipita sur les palissades, et escalada les retranchements. Les deux extrémités de la position forcées, il semblait que le centre dût naturellement céder : cependant la marche de la division Olivier fut arrêtée par une seule redoute fermée à la gorge, qui opposa la plus

vigoureuse résistance, et ne céda qu'au troisième assaut, exécuté vers dix heures, par les 9^e légère et 27^e de ligne. Cette belle défense facilita à la ligne de Kray les moyens de se mettre en retraite avec ordre. L'audace des manœuvres de Ney ne contribua pas peu au succès de ces différentes attaques : chargé de tourner les redoutes à gauche de Heddersdorf et celles qui battaient les débouchés de la tête de pont, il exécuta ce mouvement avec autant de précision et d'intrépidité que de bon-

heur. Une seule redoute fermée restait à prendre sur la droite ; comme elle n'était point dans la direction tracée aux colonnes de Lefebvre, elles l'avaient dépassée sans s'en inquiéter. La division Watrin fut chargée de l'attaquer. Cette redoute, armée de cinq bouches à feu, opposa la plus vive résistance : deux assauts échouèrent ; mais au moment où les carabiniers de la division tentaient le troisième, un obus ayant fait sauter le magasin à poudre, ils profitèrent du désordre occasionné par cet accident, pour pénétrer, à l'arme blanche, dans l'ouvrage, où ils firent prisonniers les 150 hommes qui le défendaient.

A peine les retranchements élevés dans la plaine furent-ils enlevés, que Hoche dirigea son centre contre Dierdorf. Une compagnie d'artillerie légère et les hussards de Ney, en poursuivant les fuyards, atteignirent bientôt le corps de Werneck, qui occupait une position assez avantageuse derrière un ruisseau, qu'il fit mine de vouloir défendre. Le combat s'engagea, mais ne fut pas de longue durée : les hussards français, ayant été soutenus par l'infanterie de Grenier et la réserve de d'Haupt, les troupes de Werneck prirent la fuite et furent poursuivies l'épée dans les reins par les hussards sur la route de Hachenbourg, jusqu'à la chute du jour.

Pendant que l'aile droite et le centre débutaient ainsi, Championnet avait franchi la Sieg dans la nuit du 17 au 18 avril, emporté les positions défilées d'Ukerath et d'Altenkirchen, et opéré sa jonction avec le gros de l'armée.

Les Autrichiens perdirent, dans cette journée, près de 5,000 hommes hors de combat ou prisonniers, 6 drapeaux, 27 pièces de canon et 60 caissons.

Ainsi, en moins de douze heures, le plan de

Werneck fut renversé, et son armée placée dans une situation critique ; il n'était plus question pour lui de s'opposer à la réunion de l'armée française ; mais bien de trouver un point où il pût rallier ses divisions battues. Dans sa détresse, il n'en vit pas de plus sûr que Neukirch ; il s'y retira, avec le centre, par Hachenbourg, et ordonna à l'aile droite de s'y acheminer par Hœchstebach, tandis que l'aile gauche y marcherait par Mehremerg.

La position de Neukirch offrait trop d'inconvénients pour être tenable ; car, outre son extension démesurée pour un si faible corps, elle avait le défilé de la Dyle immédiatement à dos. A peine eût-on trouvé quelque chance à s'y défendre, si la réserve de Simbschen, renforcée par 3 à 10,000 hommes tirés de Manheim et de Mayence eût pu déboucher de Limbourg sur le flanc droit de l'armée française ; mais cette réserve, malgré les demandes réitérées qui en avaient été faites à Latour, se trouvant encore à deux journées de la Lahn, il était présumable que Werneck ne se hasarderait pas à l'attendre.

L'armée française prit position entre Montabauer et Altenkirchen, l'avant-garde au village de Weyerbusch, derrière lequel bivouaquèrent les dragons. La division Watrin s'établit à Heuhenzell, d'où elle détacha quelques bataillons dans la direction d'Ehrenbreitstein.

Le 19 avril, au point du jour, Hoche continua la poursuite ; mais, au lieu de couper Werneck de la Lahn en tournant sa gauche par Montabauer et Weilbourg, il alla courir contre sa droite, vers Hachenbourg. La division Olivier, précédée des hussards et suivie de la réserve de cavalerie se porta sur cette ville, où Championnet s'était rendu d'Altenkirchen. Toutes ces troupes y prirent position : la division Grenier se dirigea sur Molzberg, où elle s'établit.

Ney fit une courte halte à Hachenbourg, et en partit avec ses hussards, et quelques bataillons d'infanterie légère pour suivre l'armée autrichienne, dont il atteignit l'arrière-garde à la hauteur de Kirberg. Celle-ci se replia sur Salzberg, après avoir soutenu une canonnade, qui donna le loisir au corps de bataille de passer la Nister et de gagner le camp de Neukirch.

Lefebvre, avec l'aile droite, marcha à Limbourg,

où il ne rencontra pas d'Autrichiens. Il jeta, en avant de la Lahn, 5 bataillons et 2 régiments de chasseurs, pour garder les routes de Kœnigstein et de Wisbaden, et prit position en arrière de la ville avec le reste de ses troupes. Les flanqueurs ennemis évacuèrent Limbourg avec tant de précipitation pour gagner les hauteurs de Lindenhof, qu'ils laissèrent 7 pièces de gros calibre dans les redoutes près de la ville. Si le centre, au lieu de courir à Hachenbourg, eût marché avec Lefebvre sur Limbourg, on ne peut calculer quel eût été le sort des Impériaux.

Watrin, à l'extrême droite, poussa la brigade Humbert sur Nassau, et remonta avec le reste de sa division vers Dietz, dont il s'empara sans coup férir. De son côté, le général Goulu attaqua les détachements qui étaient à Wesselich et Pfaffendorf, et les repoussa dans Ehrenbreitstein.

Sur ces entrefaites, la réserve autrichienne arriva dans la nuit à une lieue de Limbourg; mais Simbschen, informé que les républicains tenaient la ville, ne jugea pas prudent de les attaquer, et prit le parti de rétrograder au jour sur Neuhof, d'où il espérait gagner le Mein par Hofheim.

Cependant, Werneck ne se dissimulant plus qu'il avait sur les bras toute l'armée française, et n'entrevoiant aucune possibilité d'attirer à lui sa réserve, prit à peine le temps de se reposer à Neukirch, et battit en retraite à minuit sur Wetzlar. Le gros de son armée suivit la route qui passe à Herborn, dans la vallée de la Dyle, flanqué à droite par une colonne qui eut ordre de se retirer par Greiffenstein, Leun et Braunfels. La brigade Elsnitz dut se rendre de Bruck par Hohensolms à Giessen. L'arrière-garde couronna jusqu'au jour les hauteurs de Hohenroth, échelonnée par quelques bataillons.

Le 20 avril, Lefebvre passa la Lahn, et établit ses divisions en avant de Limbourg, sur les routes de Kœnigstein et de Wisbaden, et les lia par les chasseurs de Richepanse. La division Grenier occupa Weilbourg, celle d'Olivier alla camper sur le plateau de Greiffenstein; ses flanqueurs atteignirent ceux des Impériaux à Beitstein, et leur firent des prisonniers. De son côté, Hoche, avec l'aile gauche renforcée des hussards et de la réserve de

cavalerie, se mit en mouvement pour attaquer Werneck à Neukirch.

La direction des différentes colonnes françaises indique assez que le projet de leur général était de couper le corps autrichien de Wetzlar, de l'accabler à la Lahn et de le rejeter sur la division Grenier. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'il était en pleine retraite sur Herborn. Ney, avec l'avant-garde, se mit à sa poursuite, et s'approcha en tiraillant du bois de Roth, où il eut un engagement assez chaud pour débusquer l'infanterie que l'ennemi y avait postée, et qui, n'ayant pu tenir sur le plateau de Hirschberg, se hâta de gagner la route de Wetzlar. C'était ce qu'attendait Hoche; il plaça de l'artillerie sur la hauteur de Fleisbach, qui mit la colonne autrichienne dans le plus grand désordre. Peu d'instants après, les hussards se précipitèrent sur le pont de Sinn, firent 400 prisonniers, et enlevèrent une quantité énorme de voitures de bagages : la nuit seule les força de s'arrêter à Aslar, où ils bivouaquèrent sur les deux rives de la Dyle, entre Berghausen et Wehrden. Les dragons s'établirent sur la rive gauche, entre Niederscheld et Sechsheller, l'avant-garde de Cham pionnet campa sur les hauteurs de Bircken, le corps de bataille en arrière de Herborn.

Hoche n'ayant pas culbuté l'armée impériale dans la Lahn, comme il se l'était proposé, résolut de la prévenir sur le Mein, et prescrivit à Lefebvre de gagner à grandes journées Francfort. Si Werneck persistait à tenir Friedberg, il espérait ainsi le devancer sur la route d'Aschaffenburg; et, dans le cas où il se fût concentré à Bergen, il comptait le tourner avec l'aile gauche par Lindheim et Windecken. Toutefois, le moment opportun pour couper l'armée impériale de Hanau était passé, et le général républicain ne pouvait se flatter d'y parvenir, qu'en fixant l'attention de son adversaire sur la haute Lahn, sans le presser aussitôt vivement qu'il le fit : encore, la chose n'était déjà plus si aisée, attendu que de son côté le général autrichien, sentant tout le danger, venait de donner aux colonnes qui occupaient Giessen et Braunfels, l'ordre de se réunir au corps de bataille à Munzenberg. La brigade Elsnitz qui tenait les hauteurs de Kleyberg, en avant de Giessen, fut chargée de couvrir cette marche.

Conformément à ses instructions, Lefebvre porta, le 21 avril, l'aile droite sur Kœnigstein, et prit position en arrière du village et du bois d'Esch; les chasseurs du 16^e ayant rencontré 400 hussards de Wezay en cet endroit, leur firent une centaine de prisonniers. Les Impériaux qui lui étaient opposés, se retirèrent partie sur Francfort, partie dans Mayence. Les avant-postes français furent portés au delà de Kœnigstein. Watrin prit position à Idstein; Grenier resta à Weilbourg; Olivier se dirigea par la rive droite de la Dyle sur Wetzlar, que l'arrière-garde autrichienne céda après un simulacre de défense : sa division passa alors la Lahn sur le pont de cette ville, et suivit la route de Francfort jusqu'au débouché du bois de Gros-Rechtenbach.

Tandis que l'aile droite et le centre se dirigeaient sur le Mein, Hoche, avec les hussards, l'aile gauche et la réserve de cavalerie, poursuivait le gros de l'armée autrichienne sur le haute Lahn. Les hussards amusèrent son arrière-garde sur les hauteurs de Giessen, jusqu'à l'arrivée de la brigade Solt. Celle-ci se préparait à l'attaquer, lorsque Championnet et Salm franchirent la Lahn au gué de Henchelheim avec deux régiments de dragons et quelques pièces d'artillerie débouchèrent au grand trot sur la route de Friedberg. La brigade Elsnitz, sur le point d'être coupée à Giessen, se retira en toute diligence. Dès que Ney fut assuré de son mouvement rétrograde, il la poursuivit avec sa vivacité ordinaire. Les Autrichiens, sans s'arrêter à défendre la ville, se hâtèrent de prendre la route de Muntzenberg; mais, à peine eurent-ils dépassé le village de Steinberg, que Ney et Salm qui avaient tourné Giessen, chargèrent leur arrière-garde, la mirent en fuite, et lui prirent 400 hommes et deux pièces de canon.

Informé de la situation critique de son arrière-garde, Werneck revint sur ses pas, et fit prendre position à un gros corps d'infanterie, sur les hauteurs de Gruningen. Ney escarmouchait depuis deux heures avec lui, lorsque l'enlèvement d'une de ses pièces d'artillerie qui s'était aventurée dans la ligne des tirailleurs, le décida à tenter une charge, où il fut fait prisonnier avec quelques hommes par les hussards de Blanckenstein. La nuit sépara les combattants. Les Impériaux en profi-

tèrent pour mettre la Nidda entre eux et les républicains. La cavalerie de ceux-ci bivouaqua aux environs de Steinbach, gardant les routes de Lich et de Muntzenberg, l'infanterie à Giessen, la réserve en arrière de la ville.

Werneck, pressé ainsi de deux côtés, jugea prudent de marcher, le 22, sur Ilbenstadt; et on ne peut qu'applaudir à cette résolution comme seul moyen capable de le tirer d'embarras, et de mettre sa principale communication à l'abri d'insulte.

Les républicains suivirent ce mouvement pied à pied; Lefebvre, instruit que le corps de Simbschen était toujours à Neuhof, ordonna à Watrin de le repousser dans Mayence, et prescrivit au général Lemoine de se porter, avec sa division et deux régiments de chasseurs, sur Hofheim et Weilbach, tant pour protéger le mouvement du premier que pour éclairer le Mein depuis Cassel jusqu'à Hœchst. Il se disposa à marcher lui-même sur Francfort, à la tête de sa division et des chasseurs, afin de gagner la position de Bergen et d'y arrêter le corps de Werneck.

Watrin trouva la réserve autrichienne à Wisbaden; mais une charge du 23^e de chasseurs suffit pour la mettre en dérouté sur Erbenheim, et lui enlever 3 pièces de canon et 800 prisonniers. De son côté, Lemoine pénétra sans obstacle à Weilbach et Eddersheim, d'où il jeta son infanterie légère et ses chasseurs sur la rive gauche du Mein, entre Hœchst et Flørsheim. Le corps de Lefebvre rencontra peu d'obstacles: quoique les ponts de la Nidda eussent été détruits, et que la cavalerie impériale parût disposée à en disputer le passage; aussitôt qu'ils furent réparés, les chasseurs attaquèrent avec vigueur la ligne ennemie qui fut enfoncée à la seconde charge, et perdit 150 cuirassiers; on en poursuivit les débris jusqu'aux portes de Francfort, où le premier régiment de chasseurs entra déjà pêle-mêle avec eux.

Mais au moment où la ville allait être enlevée, arriva le courrier, porteur des préliminaires de paix, accompagné du commandant de la place même. Lefebvre fit prendre position à son infanterie à l'embranchement du chemin de Friedberg, et transmit aux généraux en chef les dépêches qui leur étaient adressées. Werneck, qui se trouvait sur les hauteurs de Bergen avec un corps nombreux de

cavalerie accouru à toute bride d'Ilbenstadt, commençait à tirer avec la brigade de chasseurs dirigée sur ce point, et se flattait de la replier derrière la Nidda, quand la réception des dépêches d'Italie l'engagea à suspendre sur-le-champ les hostilités.

Pendant que l'aile droite s'arrêtait ainsi au milieu de ses succès, par un événement aussi heureux qu'imprévu, Grenier avait pris position à Usingen et Hombourg, Olivier, sur les hauteurs de Nieder-Klée. Hoche, laissant à l'infanterie de Championnet le soin de le suivre, s'était porté en toute diligence, avec une seule demi-brigade, les hussards, les dragons et la grosse cavalerie, dans la plaine de Lich, où son intention était d'attaquer les Autrichiens. Ne les y trouvant pas, il se dirigea sur Friedberg, où il reçut la nouvelle de la signature des préliminaires de paix.

Le lendemain, des conférences eurent lieu à Ilbenstadt, pour régler la ligne de démarcation des deux armées, il fut convenu qu'elle suivrait le cours de la Nidda.

On peut dire que la notification de la paix sauva Werneck d'un grand danger; car au moment où il arrivait avec sa cavalerie devant Francfort, voici quelle était la position de l'armée de Sambre-et-Meuse: Lefebvre, avec environ 18,000 hommes, prenait poste à Rudelsheim; le centre, composé des divisions Grenier et Olivier, fort d'environ 15,000 hommes, était à même de le soutenir d'Usingen, Hombourg et Nieder-Klée; Hoche, avec environ 5,000 chevaux se trouvait entre Friedberg et Assenheim; Staden était gardé par un bataillon, deux autres allaient être jetés dans Assenheim; enfin, 18,000 hommes, aux ordres de Championnet, pouvaient se porter, en une marche rapide, de Hungen à Lindheim sur la Nidda, où ils se fussent trouvés sur les flancs de l'armée autrichienne.

Bien que cette situation ne fût pas tout à fait désespérée, et qu'il restât aux Impériaux une voie de retraite par Wurtzbourg, il eût fallu pour les en tirer sains et saufs, un génie supérieur à celui que le général autrichien déploya à l'ouverture de cette courte campagne.

L'archiduc Charles ayant remis, aussitôt après l'armistice, le commandement de l'armée de Styrie au comte de Tersy, partit sur-le-champ pour re-

venir en Allemagne, où sa présence ne fut heureusement pas nécessaire. Mais il convient de quitter les champs de la Wétéravie et de la Souabe, théâtre de tant de combats divers, pour nous reporter vers les lagunes de Venise, où une guerre d'une nature toute différente appelle notre attention.

CHAPITRE LXXIII.

Insurrection démocratique dans le Bergamasque et le Brescian. — Réaction oligarchique, révolte de Vérone. — Déclaration de guerre de la France à la république de Venise; troubles et dissolution de cette antique république.

Après avoir rendu compte des opérations de ces armées qui ont conquis, au sein des États héréditaires de l'Empereur, une paix réclamée par les besoins et les vœux des nations belligérantes, nous allons fixer nos regards sur un événement d'un autre genre, et assister à la chute d'une ancienne république, qui, impuissante pour se maintenir au milieu de tant de bouleversements, cherche vainement de nouveaux états dans les changements d'une constitution cimentée par plusieurs siècles, s'écroule enfin et disparaît pour jamais de la carte de l'Europe.

Mais, pour mettre le lecteur à même d'apprécier les causes de ce grand événement, il convient de jeter un coup d'œil sur ce gouvernement qui bientôt ne sera plus, et d'exposer la situation politique et militaire de Venise à l'époque de l'invasion de l'Italie par les Français.

Quoique des historiens, pour flatter l'aristocratie vénitienne, se soient efforcés de confondre son origine avec celle de Venise même, il paraît certain et plus conforme à la marche des sociétés, que la démocratie fut la première forme de gouvernement adopté par les fondateurs de cette république, lorsqu'ils cherchèrent dans les lagunes un asile contre les barbares. L'institution de la dignité ducale au ^{vi} siècle, n'empêcha même pas la démocratie de dominer dans les lois de la république jusqu'en 1248, que l'habile et audacieux Gradenigo, s'emparant de l'autorité et de la législation, changea le gouvernement représentatif en

aristocratie héréditaire. De cette époque date l'établissement de cette constitution si compliquée qui, concentrant tous les pouvoirs sociaux dans une classe privilégiée, et réduisant toutes les autres à l'ilotisme politique le plus complet, dut sa conservation à des moyens d'autant plus violents, que ses principes étaient plus vicieux. Un grand conseil permanent, héréditaire, composé de la totalité des patriciens obligés de résider dans la capitale, fut investi du pouvoir législatif et du droit de nommer aux magistratures ou aux principaux emplois civils et militaires, auxquels les membres de ce corps souverain devinrent seuls admissibles. L'autorité du gouvernement fut confiée à un sénat nommé chaque année par le grand conseil, et chargé de la préparation des lois, des délibérations sur les affaires politiques, de l'administration des finances et de la police intérieure. Le conseil du doge également à la nomination du grand conseil veilla à l'exécution des mesures arrêtées par le sénat.

Cette forme de gouvernement ne tarda pas à s'altérer ; bien que les patriciens fussent constitutionnellement égaux, il s'établit entre eux des classifications fondées sur l'antiquité et l'illustration de quelques familles, et sur l'inégalité des fortunes. Une tendance oligarchique se faisait sentir par la concentration de tous les emplois de la république, dans un petit nombre de mains. Le sénat, enlevé par les familles puissantes, dépouillait graduellement le conseil souverain de ses attributions les plus importantes ; et, dans cette aristocratie dans laquelle un grand nombre de patriciens, croupissant d'indigence, ou vivant d'aumônes publiques, de leurs droits constitutionnels, que le honteux privilège de trafiquer de leurs suffrages pour les emplois dont le sénat leur abandonnait la nomination. De cet état de choses naquit parmi la noblesse ce mécontentement si dangereux, selon Montesquieu, dans une aristocratie où l'ambition d'un seul devient celle d'une famille, et l'ambition des esprits était d'autant plus redoutable à Venise, qu'elle pouvait s'appuyer sur le ressentiment d'un peuple exhérédié de ses droits politiques, et pour qui le livre d'or ne s'ouvrait jamais ni aux talents ni aux services.

Les gouvernements impopulaires croient n'avoir d'autre moyen de se délivrer des terreurs qu'ils éprouvent, que de rendre la terreur générale ; telle fut la règle de conduite qu'adopta l'oligarchie vénitienne pour prévenir ou déjouer les conspirations, et se soustraire aux dangers qui menaçaient son existence. Le conseil des Dix, investi d'une autorité sans limites et sans responsabilité sur les personnes, fut institué et spécialement chargé de veiller à la sûreté de l'État ; attribution, dont il est si facile d'abuser par le vague des expressions qui les déterminent, et par l'étendue de pouvoir qu'elles concèdent. Dès lors, toute la force du gouvernement passa dans la police, et cette autorité nouvelle ne tarda pas à tourner contre la constitution même, par des altérations progressives, la force qu'elle avait reçue pour la maintenir. L'ambition toujours croissante du conseil des Dix, le désir d'environner d'un mystère impénétrable ses usurpations et ses coups d'autorité, donna naissance à l'*Inquisition d'État*, tribunal redoutable, dont l'empire absolu dominait le doge comme le dernier citoyen ; délibérant et frappant dans l'ombre, sans autre frein que ses caprices, sans autre vue que d'assurer à l'ordre existant une durée qui, suivant l'expression d'un publiciste, n'était que la perpétuité des abus. Alors le despotisme se crut consolidé, et un autel fut érigé à la crainte. Les récompenses prodiguées à l'espionnage devinrent une ressource pour la noblesse indigente ; et la délation, toujours accueillie et encouragée, s'exploita chez ce peuple commerçant comme une branche d'industrie. Cent bouches de fer, nuit et jour ouvertes aux dénonciations anonymes, servaient d'organes aux passions haineuses et vindicatives. Le redoutable décemvirat, affranchi du joug des formalités, prononçait à huis clos des arrêts de détention ou de mort, exécutés avec le même mystère par les agents de son invincible pouvoir. Docile aux leçons du despote qui abattait dans son jardin les plantes les plus élevées, ce comité de salut public poursuivait de ses soupçons tout ce qui sortait de la sphère commune ; aussi n'était-il pas rare de voir un citoyen, dont les services ou les libéralités commandaient l'admiration de la foule, expier sous les plombs ou dans les flots de l'Adriatique, ses talents et sa popularité.

Du reste, l'inquisition d'État atteignit pleinement le but de son institution, le maintien de la tranquillité publique. La profonde politique et l'esprit de persévérance qu'on observe dans la conduite de ce tribunal, où n'entraient que des hommes consommés dans les affaires et fortement imbus des maximes sur lesquelles s'appuyait le système oligarchique, donnèrent à ce système une durée que les établissements politiques obtiennent rarement; et on remarquera au nombre des moyens qu'il mit en jeu, la défense rigoureuse de parler sur des matières de gouvernement. D'ailleurs, une administration prévoyante entretenait l'abondance : la splendeur des fêtes publiques, en vivifiant le luxe et l'industrie, attirait sans cesse l'attention de la multitude et la détournait de soins plus importants; la licence des mœurs la plus effrénée, tenait lieu de liberté; le peuple vénitien, sans ressort comme sans énergie, s'endormait dans la nullité, et l'histoire n'offre peut-être rien de comparable à la tranquillité dont jouit Venise pendant cinq siècles, à l'abri des factions et des dissensions intestines.

Si, détournant nos regards de la capitale, nous les portons sur les provinces de terre ferme, nous verrons qu'elles étaient loin de se ressentir de la douceur qui présidait à son administration. C'étaient autant de proconsulats où s'enrichissaient par des exactions continuelles les patriciens que le sénat envoyait pour les gouverner. Des troupes étrangères, à la solde de la république, y maintenaient l'obéissance : du reste rien ne s'opposait aux rapines des prévôtés. Ennemi des droits municipaux et des privilèges des villes, le sénat n'avait laissé à celles de terre ferme, que l'ombre de ces institutions protectrices. La noblesse même avait été dépouillée de ses prérogatives, et le niveau de la servitude égalisait tous les rangs. La classe des nobles de province pouvant devenir redoutable si elle restait unie, le gouvernement, pour l'empêcher de sortir de sa nullité, suivit à son égard la maxime constante d'entretenir des divisions perpétuelles parmi les familles, et de détruire peu à peu les plus puissantes. Gouvernés plus ou moins par la terreur, suivant leur caractère et leur position géographique, les sujets de Venise, Italiens, Esclavons, Grecs, Dalmates, exclus de toute participation au gouvernement, n'étaient unis par d'autre

lien social que la force; et comme il n'y avait point de patrie commune, il n'y avait point de citoyens.

Cette esquisse de la constitution vénitienne se fera pour faire sentir que si elle avait procuré à la république une supériorité momentanée sur ses faibles voisins, à l'époque de la chute de l'empire grec et des guerres civiles d'Italie, le cas était bien différent aujourd'hui. Il est clair, en effet, qu'un système fondé non sur l'amour, mais sur la crainte, non sur l'esprit national, mais sur la corruption et la division des sujets, devait enlever au gouvernement tout moyen de résister à un adversaire qui mettait en jeu les puissants intérêts de la multitude.

D'autres circonstances concoururent à faire choir la république de la splendeur qu'elle avait dû à sa position et à sa supériorité maritimes; la découverte du nouveau monde, celle du cap Bonne-Espérance, avaient fait passer à d'autres peuples le sceptre du commerce et la facture universelle, sources de sa prospérité. L'Autriche, accrue d'une partie de l'Italie, avait enveloppé ses bras de géant le territoire de Venise, et donnait à craindre pour son indépendance. C'était plus cette république florissante dont l'œil fixait les regards de l'Europe, alors que la ligue de Cambrai unissait contre elle plusieurs États puissants, dont la jalousie était un hommage rendu à sa force; Venise, à l'époque de la révolution française, se voyait négligée de toute l'Europe, n'était connue que par l'antique réputation de son gouvernement. La paix de Passarowitz qui mit fin aux éternels différends de la république avec la Porte, et donna à son territoire des limites qui furent plus variées jusqu'à sa destruction, termina son empire politique. Depuis cette époque, le gouvernement borna tous ses soins à demeurer spectateur impassible des événements, et à éviter tout ce qui aurait pu donner de l'ombrage à ses voisins. Confiant sa sûreté à la jalousie réciproque des grandes puissances et à ces maximes de droit public, tous les jours invoquées par les États faibles, le sénat plaça sa politique dans une imperturbable neutralité, que l'on aurait pu prendre pour un amour exécrable de la paix, si les fréquentes épreuves qui exercèrent sa patience sans jamais la lasser, n'eussent démenté

que ce système était dû uniquement à la faiblesse et à la timidité.

Cette inertie du sénat paraît dans tout son jour, lorsqu'en examinant ses forces militaires, l'on trouve qu'il s'était mis hors d'état de faire respecter cette neutralité qu'il affectait de proclamer en toute occasion. Les Vénitiens, étrangers aux découvertes utiles et aux progrès des idées, étaient restés en arrière de la civilisation européenne; l'art même des constructions navales, dans lequel ils avaient été les maîtres des nations modernes, languissait stationnaire à Venise. Les fortifications abandonnées tombaient en ruines; quant à l'armée de terre, elle se composait de 12 à 13,000 hommes d'infanterie, dont moitié environ d'Esclavons, le reste se formait d'Italiens et d'aventuriers de toutes les nations. Le gouvernement n'entretenait aucune cavalerie, mais passait des contrats avec les nobles de terre ferme qui s'engageaient, en cas de besoin, à lever et monter à leurs frais des compagnies dont ils avaient le commandement. Le service de terre était dédaigné des patriciens; aussi ne vit-on guère à la tête des armées de la république que des généraux étrangers, congédiés aussitôt après la paix.

Telle était la situation de Venise quand la révolution française éclata. Le bruit de la chute du plus antique trône de l'Europe fut à peine entendu dans cette ville, et ne put tirer le gouvernement de son assoupissement léthargique. Ce grand événement ne fut mal compris, ses conséquences légèrement jugées, et l'orgueil aristocratique se plut à considérer l'élan passionné de tout un peuple vers la liberté, comme l'effet d'un délire passager dont l'excès devait précipiter la fin. Cependant, tout présageait une crise prochaine, et les circonstances qui préparaient l'explosion, semblaient devoir imprimer aux opérations politiques et militaires, un caractère de violence menaçant pour les droits des neutres. Le sénat n'en proclama pas moins son attachement à ses anciennes maximes, et tour à tour dominé par la crainte de l'Autriche et par l'horreur des principes que la France cherchait à propager, il remit sa destinée au hasard des événements. Il était aisé de voir pourtant que ce dernier sentiment dominait dans les conseils, et se fortifiait par le danger où la France, en butte aux dis-

cordes civiles et à une coalition formidable, paraissait devoir bientôt succomber. Non content de livrer passage sur son territoire aux troupes autrichiennes, le sénat autorisa ses sujets, le 6 octobre 1792, à fournir des armes et des vivres aux Austro-Sardes, et accorda secrètement au roi de Sardaigne un subside de 500,000 ducats. Il refusa de reconnaître la république française et de recevoir son envoyé. Cependant, après diverses alternatives de fortune, la victoire s'étant déclarée pour la France, il songea alors à s'en rapprocher, et consentit, sinon à reconnaître d'abord la république, du moins à établir avec elle quelques relations. Plus tard, Venise envoya un ambassadeur à Paris, et poussa, comme on l'a déjà dit, la condescendance jusqu'à accorder au Directoire l'éloignement de Louis XVIII.

Tandis que le sénat vénitien mettait dans ses relations diplomatiques une irrésolution marquée au sceau de la faiblesse, sa police au dedans redoublait d'activité pour comprimer l'influence des idées nouvelles; et tout en protestant de sa neutralité, l'inquisition d'État déployait ses rigueurs contre ceux qu'elle présumait être partisans de la France. Il y avait tout à craindre du mécontentement des provinces de terre ferme contre un système également oppressif pour les différentes classes. Les provinces de Bergame et de Brescia, plus rapprochées du volcan révolutionnaire, devaient surtout offrir un point d'appui favorable aux entreprises des novateurs: le caractère remuant et inquiet de leurs habitants, qui s'était signalé dans maintes occurrences par de fréquentes insurrections, était pour le gouvernement un sujet perpétuel d'inquiétude. Il s'y forma des associations secrètes qui, ralliant par des affiliations tous les sectateurs des principes démocratiques, concurent pour l'affranchissement de leur patrie, des plans dont le succès pouvait seul justifier la hardiesse.

Dès le mois de juillet 1795, lorsque l'armée française était dans la rivière de Gènes, un Brescian se présenta à Villars, envoyé de la république, et au représentant Beffroy, auxquels il fit part du complot formé contre le gouvernement vénitien. Sur l'invitation de ce dernier, il se rendit à Paris auprès du comité de salut public, auquel il soumit

ses plans. Il annonçait, comme prête à éclater à Brescia, une insurrection dont tous les moyens étaient combinés par les familles Lecchi et Gambarra qui devaient diriger ce mouvement. Pour l'appuyer, la France était priée de faire marcher en Italie une armée, sous la protection de laquelle on formerait une république nouvelle des villes affranchies de la Lombardie et de l'État vénitien.

Quoique ce plan n'eût rien de bien engageant dans la situation des choses, il était trop conforme au système de la propagande révolutionnaire, pour n'être pas accueilli; et comme il présentait aux meneurs des facilités imprévues pour une invasion en Italie, il contribua sans doute à suggérer l'idée de porter une armée par la Lombardie et les provinces de terre ferme jusque dans les États héréditaires de l'Empereur.

L'invasion exécutée comme on sait dans la campagne de 1796, amena en effet les Français à occuper presque tous les États de Venise. Incapable de défendre seul son territoire, le sénat, à l'aide des Autrichiens, eût été plus d'une fois à même de l'affranchir, et de faire pencher la balance du côté où il n'avait du moins rien à craindre pour ses institutions. Aux époques de Castiglione et d'Arcole, il eût suffi d'un armement pareil à celui qu'il effectua trop tard, pour décider la tournure de la guerre; mais, tremblant et incertain, il repoussa au moment favorable les projets de l'inquisiteur d'État Pesaro, le seul qui déploya du caractère dans ces événements. Quand le péril devint plus imminent par les revers multipliés des Impériaux, il recourut à des armements qui ne pouvaient plus le sauver, et ne sut s'allier franchement ni à la France qui l'en sollicitait, ni à l'Autriche qui y comptait pour rétablir ses affaires. Cet état de choses favorisait les vues des novateurs dont les succès dépendaient actuellement de ceux des armées républicaines.

De son côté, Bonaparte voyant l'obstination du sénat à repousser l'alliance de la France, avait jugé d'un coup d'œil tout le parti qu'il pouvait

(1) Nous adoptons ici la version d'un homme digne de foi; cependant, Bonaparte proposa plus tard au Directoire de punir Landrieux comme un fripon, qui avait eu des intelligences avec les autorités vénitiennes en même

tirer d'une révolution dans les États de terre ferme. A la veille de s'engager dans les Alpes Noriques et les défilés de la Carinthie, de se placer en un mot entre les armées autrichiennes et la république de Venise, il lui importait de se tenir en garde contre ce gouvernement, dont la conduite ne décelait que trop la partialité envers l'Autriche, et qui pouvait, en se déclarant contre lui, mettre son armée dans une position périlleuse, inquiéter ses derrières, et lui fermer, en cas de revers, les chemins de l'Italie. Instruit que les partisans Ottolini à Bergame, et Mocenigo à Brescia, faisaient tous leurs efforts pour organiser des milices, et bien convaincu que cet armement clandestin des campagnes n'avait d'autre objet que d'opérer un soulèvement contre les Français, le général en chef pensa que ce serait peu pour lui d'être maître des châteaux de Bergame et de Brescia, d'avoir des garnisons à Peschiera, à Vérone, à Legnago; il crut devoir chercher dans le mécontentement d'une partie de la population, les moyens de paralyser les démarches hostiles du sénat. L'adjudant général Landrieux, chef de l'état-major de la cavalerie, en qui il reconnut un esprit d'initiative et de ruse propre à seconder ses vues, fut secrètement chargé de correspondre avec les sociétés patriotiques dont nous avons parlé plus haut, et de leur imprimer l'ensemble et la direction convenables, tandis que, pour conserver les dehors de la neutralité, il recommanda à Kilmaine ainsi qu'à tous les autres officiers généraux stationnés en Lombardie et dans les États de terre ferme, de ne donner ni conseil ni secours aux mécontents (1).

Cependant, sous la protection et l'influence des troupes françaises, toutes les villes du Milanais avaient proclamé la liberté et créé des gouvernements municipaux; les éléments d'une république lombarde se formaient, le foyer insurrectionnel rapproché des États de Venise y lançait des étincelles, qui, tombant sur un terrain déjà préparé, devaient produire une explosion; les moyens en

temps qu'il révolutionnait Brescia; ce qui, sans détruire entièrement l'assertion, la rend du moins douteuse. Il est possible aussi qu'on ait voulu rejeter sur cet officier le blâme du double rôle qu'on lui fit jouer.

étaient combinés d'avance, et le passage du Tagliamento par l'armée française en fut le signal.

Le 12 mars 1797, l'insurrection se déclara à Bergame, mais contre l'intention de Bonaparte, elle eut lieu sous l'influence directe du commandant français. Une pétition exprimant le vœu de la population pour la liberté et la réunion de la province à la république cisalpine, fut colportée chez les habitants, et reçut un grand nombre de signatures. La souveraineté du peuple Bergamasque fut proclamée, et l'élection d'une municipalité provisoire se fit dans le plus grand ordre. Le lendemain, deux membres de ce corps vinrent intimier au podestat l'ordre de quitter la ville, et le 14, le gouvernement nouveau transmit, à la république de Milan, le vœu du peuple souverain de Bergame pour la réunion indiquée par la pétition du 12.

Un mouvement semblable éclata à Brescia quelques jours après, mais les Français y demeurèrent étrangers, du moins en apparence. Une centaine de sapeurs de la légion lombarde, eurent l'ordre de se rendre de Milan à Peschiera en passant par Brescia qui est l'étape ordinaire. Le provéditeur Battaja, prévenu par ses espions que le peuple Bergamasque allait l'attaquer, envoya à la rencontre de ces sapeurs un détachement de 100 cavaliers vénitiens qui, les prenant pour l'avant-garde insurgée, les assaillirent. Les Lombards attaqués se défendirent bravement, prirent 50 chevaux aux Vénitiens, et ramenèrent le reste en désordre jusqu'à Brescia. Les mécontents, profitant de cet instant et de l'apparition des Bergamasques qui arrivaient sur l'autre route, levèrent alors le masque, et s'étant rassemblés à quelque distance de la ville, signifièrent au provéditeur qu'il eût à leur en faire ouvrir les portes, annonçant qu'ils étaient l'avant-garde d'une armée de Bergamasques, de Cisalpins et de Français, et que la moindre résistance attirerait sur Brescia la plus terrible vengeance. Ce magistrat, intimidé, obéit; et les insurgés, vainqueurs sans avoir combattu, désarmèrent sans résistance un corps de 500 Esclavons qui tenait garnison dans la ville, proclamèrent la liberté et établirent un gouvernement municipal. Ces événements se passaient en présence des troupes françaises qui n'y prirent aucune part, et se bornèrent

à maintenir la tranquillité au milieu de ces scènes de désordre.

L'arrivée d'un corps de troupes françaises à Créma, y fut, le 28 mars, le signal d'un pareil mouvement. Le podestat ayant donné accès dans la place à un détachement de cavalerie républicaine, celui-ci se saisit d'une porte, et introduit une colonne d'infanterie, suivie d'un certain nombre de patriotes italiens. Bientôt les autorités sont congédiées, une municipalité établie, la garde nationale organisée; et le peuple, appelé à une liberté qu'il ne connaît pas, s'y laisse conduire avec plus de résignation que d'enthousiasme.

Cependant, le sénat de Venise, arraché à son inertie par l'imminence du péril, n'abandonna point les errements de sa vieille politique. Il se rapprocha du ministre de France, écrivit au Directoire, et députa à Bonaparte le procureur Pesaro et un autre patricien, pour savoir s'il pouvait compter sur l'assistance et la protection de la république dans la réduction des rebelles. Le résident de Venise à Milan, informé que les insurgés avaient choisi l'adjudant général Landrieux pour leur général en chef, le complimenta même sur cette nomination: persuadé, disait-il, qu'il serait plus capable qu'un autre de s'entendre avec le sénat vénitien pour calmer ces troubles; supposant que cet officier préférerait le rôle de médiateur entre la république et les mécontents, à celui de général d'une troupe de factieux qui usurpaient le gouvernement.

Ces démarches tardives n'eurent pas le succès qu'on s'en promettait: le Directoire donna une réponse évasive, en prétextant qu'il attendait les rapports et l'avis de Bonaparte. Celui-ci, feignant la surprise, déclara qu'il n'osait rien promettre sans avoir reçu les ordres de Paris; et loin de satisfaire aux demandes de dégrèvement que lui fit la députation en faveur des provinces de terre ferme, foulées par dix mois de réquisitions et de pillage, il demanda au sénat un million par mois pour subvenir à l'approvisionnement de ses troupes, engagées dans les gorges peu fertiles de la Carniole. Lallement, de son côté, peu préparé à la brusque ouverture des Vénitiens, insinua à tout hasard que le moyen le plus sûr de resserrer les liens prêts à se rompre entre les deux États, et de mettre fin aux insurrections de terre ferme, était d'opérer

à la constitution de Venise les réformes nécessaires pour la mettre en harmonie avec celle de France. Une telle annonce jointe au triste rapport de Pesaro, était un coup de mort à l'oligarchie; aussi cet avis, mis en délibération, fut-il rejeté par le grand conseil à la majorité de 195 voix sur 200.

On se décide donc à prendre des mesures énergiques contre les villes insurgées : de nombreux émissaires prodiguent l'or et les promesses pour opérer dans les campagnes une prise d'armes générale en faveur du gouvernement. Si les espérances du régime démocratique exaltaient quelques têtes des habitants des villes et des nobles lésés, ceux des campagnes, les prêtres, et tout ce qui tenait à l'administration publique, lui étaient opposés. Le choc de pareils intérêts pouvait être long et terrible. A des passions exaltées il faut opposer des passions contraires. Un clergé nombreux mettant son influence aux ordres de l'inquisition d'État enflamme par des prédications furibondes le zèle de l'ignorant et crédule montagnard. A Vérone, le provéditeur Battaja, excite par une proclamation les sujets restés fidèles, à s'armer contre les Français ou leurs adhérents. Un plein succès couronne ces manœuvres; bientôt toute la population de la rive occidentale du lac de Garda et des vallées de la Sabbia et de la Trompia, réunie à quelques troupes de ligne, sous le général Fioravanti, s'apprête à déboucher dans les plaines du Brescian.

Les démocrates, instigués par les agents français, et informés des mouvements médités contre eux, se décident à prendre l'initiative et à s'emparer de Salo, place vénitienne sur la rive occidentale du lac de Garda, d'où le provéditeur Zicogna faisait passer les armes et les munitions aux montagnards. Il sort de Brescia pour cette expédition, environ 1,200 hommes commandés par un Lecchi, et 4 pièces de canon servies par des canoniers français travestis. Le poste de Tormini qui domine Salo est enlevé, et l'on arrive, le 29 mars, aux portes de la ville. Les habitants viennent faire leur soumission et livrent des otages. Mais pendant ce temps, les montagnards, dociles à la voix de leur syndic, culbutent le détachement laissé à Tormini, et tombent, le 31 mars, sur la troupe de Lecchi, qui, prise à l'improviste, est bientôt refoulée dans Salo. Tous les Français se font jour; mais 200 Po-

lonais de la légion Dombrowski qui cherchent un refuge dans les maisons avec quelques insurgés, y sont faits prisonniers.

Ce premier succès enhardit les montagnards; bientôt ils débouchèrent de toutes les vallées, et vinrent asseoir un camp de 10 à 12,000 hommes à Sainte-Euphémie, à une lieue de Brescia. L'apparition de l'ennemi n'intimida point ses habitants, qui, dès le premier jour de l'insurrection, avaient armé leurs remparts, et le 4 avril, ils soutinrent une vive canonnade de la part des assaillants.

Ces rassemblements nombreux auxquels le cri de *mort aux Français* servait de ralliement, les Polonais faits prisonniers, une garnison française bloquée dans le château de Brescia, plus encore que les demandes de secours des insurgés brescians, devaient éveiller la sollicitude des généraux sur la sûreté de leurs troupes évidemment compromises. Lorsqu'on se rappelle d'ailleurs que 8,000 hommes seulement, disséminés entre l'Isonzo et l'Adda, entretenaient la communication de l'armée avec le Milanais, l'on conçoit que leur position commandait de la part de Kilmaine la plus sérieuse attention. D'abord il tira des divers dépôts français, polonais et cisalpins stationnés en Lombardie, environ 1,500 hommes dont il confia le commandement au général Lahoz, patriote milanais, qu'il chargea du désarmement des campagnes. Celui-ci ayant prévenu les Brescians du jour de son arrivée, ils combinèrent un effort vigoureux, et à l'apparition de la colonne, ils se jetèrent sur le camp des montagnards. La résistance, quoique vive, ne fut pas de longue durée; ils furent poursuivis jusqu'aux environs de Lonato. Leur défaite eût été complète, si le bruit du passage du Mincio par 3 ou 4,000 paysans véronais n'eût commandé de la circonspection aux vainqueurs.

Voyant que ces levées se bornaient à garnir la rive gauche du Mincio, Lahoz, après avoir chassé les montagnards de Larezzo à la suite d'un vigoureux engagement où il leur prit trois pièces de canon et quantité de fusils, résolut de marcher sur Salo; mais, craignant d'y essayer un nouvel échec, il demanda des secours au commandant de Peschiera et au chef de la marine, qui se décidèrent à envoyer, le 10 avril, devant Salo la flottille française, montée par quelques troupes de terre. A son

approche, le commandant de cette flottille somma le provveditore Zicogna de lui rendre la place, sous prétexte qu'elle était devenue nécessaire aux Français pour s'opposer aux progrès des Autrichiens : sur son refus, la flottille commença à canonner la ville dont les habitants s'enfuirent dans les montagnes.

L'intervention des Français n'était plus un mystère, mais on chercha néanmoins à la colorer d'apparences pacifiques. Le lendemain, le commandant de la flottille se rendit à Salo, et déclara que les Brescians étaient prêts à se retirer, si les habitants voulaient déposer les armes. Bien qu'il offrit de rester comme otage, les esprits étaient trop animés, pour ne pas rendre cette proposition infructueuse. Le jour suivant, Lahoz s'avança sur Salo en deux colonnes ; quoique la ville fût presque déserte, des tirailleurs en disputèrent les approches : la trahison d'un de leurs pelotons qui se voyant coupé fit feu après s'être rendu, fut la cause du prétexte du sac de cette ville.

Les affaires prenaient ainsi une tournure sérieuse dans les états de terre ferme, à l'instant même où Joubert laissait le Tyrol à découvert pour faire sa jonction avec l'armée dans la vallée de Klagenfurt, et où Kerpen, suivant ses traces, laissait au général Laudon le soin de balayer le Tyrol méridional du peu de Français qui s'y trouvaient. Conformément à ses instructions, ce dernier revint aussitôt sur Botzen, puis se porta, le 10 avril, sur Trente avec la majeure partie de son corps, tandis qu'une faible colonne se dirigeait par la rive droite de l'Adige sur Arco, Riva et Torbole, postes qui tiennent la tête du lac de Garda. Le général Serviez, qui n'avait à lui opposer que 12 à 1,300 hommes sur les deux rives, fut battu et dispersé ; une partie de ses détachements s'enfuit sur Breseia, une autre se rejeta sur les postes du général Balland dans la vallée de l'Adige. Bientôt assaillis par un ennemi supérieur, ceux établis le long de la rive orientale du lac de Garda, n'ayant pu gagner Peschiera par Lacize, se réfugièrent à Castelnovo, où ils furent en partie cernés et faits prisonniers. D'autres gagnèrent Vérone, le 16, par la chaussée de Trente sur la rive gauche de l'Adige, en laissant un poste au fort de Chiusa.

La part que les Français avaient prise au blocus

de Brescia, à la prise de Salo, était connue à Venise, et y causait un vif ressentiment. Dès lors, les préparatifs du sénat redoublèrent, et il n'eût pas manqué d'éclater ouvertement, si l'approche de la division Victor, qui venait d'Ancône et traversait les États de terre ferme pour rejoindre l'armée, ne lui eût imposé. Mais, instruit enfin que les Tyroliens se levaient en masse pour se défendre, et que dans cette province, la chaîne de postes laissée pour entretenir les communications du corps de Joubert avec l'Italie, venait d'être détruite et dispersée par le général Laudon qui s'avançait sur la frontière avec un corps de 12,000 hommes, il reprit courage. D'un autre côté, le sénat, de plus en plus excité par les insinuations du cabinet autrichien, qui ne manquait pas d'augmenter les terreurs en accusant les intentions du Directoire, crut n'avoir d'autre parti à prendre qu'à presser la levée en masse. Un comité fut établi à Vérone pour assurer par des mesures de police le succès de ces dispositions militaires. L'acquisition d'État redoubla de vigilance, et tout ce qui fut soupçonné de quelque partialité pour les Français expia ce crime dans les cachots ou sous les plombs.

Bonaparte, instruit à son tour des événements de Salo, envoya à Venise son aide de camp Junot, avec une lettre pour le sénat, auquel il réclamait, dans les termes les plus énergiques, une satisfaction éclatante des assassinats commis sur les Français, et le désarmement des campagnes. Cet officier était chargé, en cas de refus, de déclarer la guerre, et d'en faire afficher le manifeste à Venise. Le sénat répondit avec adresse, éluda le désarmement demandé, n'en continua pas moins ses préparatifs hostiles, et se flatta de faire prendre le change au général français sur ses véritables intentions en lui députant le censeur Dona et l'ancien ministre de la guerre Justiniani, pour lui réitérer de vive voix les protestations d'attachement à la France et de considérations personnelles.

Dans ces circonstances critiques les progrès des Tyroliens vinrent précipiter l'explosion, et montrèrent bientôt à découvert la trame préparée de longue main pour envelopper les Français dans une insurrection générale, et ce fut à Vérone que le gros de l'orage éclata.

L'infériorité de leurs forces consistant seulement en 2,000 hommes de troupes pour la garde des trois forts et des portes de la ville, le voisinage du Tyrol d'où le général Laudon pouvait secourir les insurgés favorisait sur ce point les vues du sénat. Tandis que des proclamations appelaient aux armes le peuple des campagnes, les prêtres remplissaient de leur fiel des esprits habitués à leur empire, et ulcérés d'ailleurs par les calamités de la guerre, qui, depuis dix mois, désolait ces contrées. Dès le milieu d'avril, la levée en masse du Véronais fut effectuée, et ne produisit pas moins de 30,000 paysans armés, dont une partie entra dans le chef-lieu, et l'autre cantonna dans les environs. Déjà, sous divers prétextes, 3,000 hommes de troupes italiennes et esclavonnes y avaient été envoyés par le sénat, tandis qu'au dehors un autre corps de troupes réglées se tenait à portée d'appuyer le mouvement qui se préparait. Le 16, un courrier fut expédié à Laudon pour l'instruire de l'état des choses et lui demander des secours.

Témoin de ces préparatifs, le général Balland qui commandait la garnison française, se renferma dans les châteaux, ne laissant aux portes de la ville que le nombre d'hommes strictement nécessaire à leur garde; mais en louant cette mesure de prudence, l'événement fait regretter qu'elle n'ait point été étendue aux hommes isolés, aux agents de l'administration militaire, et aux 400 malades qui se trouvaient dans les hôpitaux.

Telle était la situation de Vérone, lorsque, le 17 avril, jour de la seconde fête de Pâques, après vêpres, le tocsin sonne de toutes parts : on court aux armes : une population furieuse inonde les rues et les places publiques; on se précipite sur les Français épars dans la ville; tout est égorgé sans distinction. Avec le droit des gens, l'humanité est foulée aux pieds. Des monstres envahissent les hôpitaux et massacrent les malades et les blessés. Plusieurs Véronais sont victimes de ces fureurs, et des bandes forcenées pareourent la ville, menaçant de mort les habitants suspects d'inclination pour la France. L'on s'empare des trois portes après avoir fait main basse sur les sentinelles, on force à capituler les postes qui les gardaient, et toujours altérée de sang, une troupe

frénétique, le provéditeur Emili à sa tête, se porte vers les forts dont elle demande l'assaut à grands cris.

Cependant les Français qui les occupaient commençaient à se plaindre, et tendaient avec indignation les cris de leurs compatriotes égorgés sans défense; l'artillerie des trois forts, dirigée contre la ville, lui fit essayer une vive canonnade, que le provéditeur extraordinaire et le podestat effrayés, se décidèrent à parlementer. Ces ouvertures déterminèrent le chef de brigade Beaupoil, commandant du château vieux à entrer en conférence pour le rétablissement de la paix; mais à peine se présentait-il à l'entrée du palais, escorté par la garde bourgeoise, qu'il fut assailli par derrière, saisi par les cheveux, désarmé, et ne s'arracha que difficilement des mains des fripons qui menaçaient sa vie. Échappé à ce danger, il conclut avec le provéditeur un arrangement d'après lequel les hostilités devaient cesser de part et d'autre, et la bonne harmonie être rétablie comme auparavant. Le provéditeur s'engageait à licencier les paysans, à remettre les portes de la ville aux troupes françaises et à maintenir la tranquillité. Cette convention n'eut aucun effet, parce que Balland qui n'y avait point participé, refusa de la ratifier. Pour toute réponse il fit signifier au provéditeur qu'il exigeait dans le délai de trois heures, le désarmement général des paysans et des habitants, le rétablissement des communications, la remise de six otages à son choix, enfin satisfaction éclatante pour tous les meurtres commis sur les Français. Ces conditions présentées dans les formes impérieuses d'un ultimatum, étant restées sans effet, les hostilités continuèrent. Le lendemain, les Véronais demandèrent une trêve pour parlementer; mais le général Balland persistant dans les conditions qu'il avait exigées la veille, le feu recommença de nouveau. Le peuple voulait à toute force livrer l'assaut, et ayant repoussé les suggestions tentées par les assiégés, l'artillerie des forts lança des bombes, et tira à boulets rouges sur la ville où le feu ne tarda pas à prendre en plusieurs endroits.

Le sénat de Venise, jetant alors le masque, ordonna au provéditeur G. Foscarini d'envoyer de Vicence 2,000 Esclavons au secours des Véronais. L'arrivée de ce renfort coïncidant avec l'apparition

tion du comte de Neuperg sur le revers des montagnes, presque en face de Vérone, redoubla la fureur des assiégeants, qui se vengèrent des ravages causés par l'artillerie française dans leurs habitations, en égorgeant la petite garnison de la Chiusa, qui avait capitulé faute de vivres.

La joie de ces forcenés fut troublée par la nouvelle de l'armistice et la retraite des Tyroliens qui en fut le résultat; ils se replièrent, le 18, sur Riccia par ordre de Laudon. Cependant, l'investissement des forts n'en continua pas moins. Ce que les assiégés avaient désormais le plus à craindre, était la famine, dont ils ressentaient déjà les premiers atteintes, lorsque du haut des forts ils découvrirent, le 21 avril, une colonne française. C'était l'avant-garde du général Kilmaine, commandée par Chabran, qui, après s'être frayé un passage à travers les insurgés, sans calculer le danger d'une pareille sommation, exigeait que Vérone lui ouvrît ses portes. Cet incident donna lieu à quelques pourparlers; mais le détachement français n'étant pas assez fort pour imposer aux insurgés, les hostilités continuèrent, et il alla prendre position à Somma-Campagna, en attendant le gros des troupes que Kilmaine amena dans la nuit même.

Le général vénitien Montenari, informé par les avant-postes qu'il avait entre la porte neuve et la porte de Peschiera, ne voulut pas lui donner le temps de tenter le passage de l'Adige au-dessus de Vérone, et résolut de prendre l'initiative. Le 22, au point du jour, il le fit attaquer à la Croce-Blanca par le corps d'Esclavons campé en avant des murs de Vérone, et soutenu de 3 à 4,000 insurgés. Le choc fut rude, mais bientôt repoussés du village, ils en désordre par l'explosion de leurs propres caissons auxquels un obus français mit le feu, les Esclavons, poursuivis par le général Chevalier, furent coupés de la ville par la cavalerie de Landjeux, et perdirent leur artillerie. Pendant ce temps, Lahoz, détaché par Chabran, surprenait à Pesantina le passage de l'Adige, malgré la vive résistance des insurgés, et couronnait les hauteurs de Saint-Félix, d'où il entra en communication avec le général Balland, en sorte qu'avant la fin du jour, Vérone fut investie sur la droite de l'Adige et sur la partie de la rive gauche qui regarde le Tyrol.

Ces succès étaient bien propres à entretenir le courage des assiégés; mais quelle douce satisfaction n'éprouvèrent-ils pas d'avoir soutenu l'honneur des armes françaises, lorsqu'ils reçurent, le 23, l'avis de la signature des préliminaires de paix. Aussitôt la nouvelle s'en répandit dans Vérone, et y causa une sensation d'autant plus vive, qu'on apprit au même moment que le général Victor dirigeait en toute hâte sa division, de Trévis, contre la ville insurgée. Alors la jactance et la fureur de ses habitants firent place au découragement et à la terreur. Plus d'espoir d'être secourus par l'Autriche dont les troupes allaient se replier. Toute l'armée française, refluant sur les États de Venise, avait de terribles représailles à y exercer. Dans cette position désespérée, les insurgés posèrent les armes, et attendirent en tremblant ce que les vainqueurs ordonneraient d'eux. Balland leur accorda une capitulation, dont les principales dispositions étaient le désarmement général, avant la fin du jour, de toutes troupes de quelque espèce qu'elles fussent; la remise de tous les Français, détenus ou non, qui se trouvaient dans Vérone, l'envoi à la citadelle de 16 otages nommément désignés, parmi lesquels se trouvaient l'évêque et les providiteurs, enfin le paiement de 40,000 ducats de contributions. Ces conditions acceptées sans examen, la division Kilmaine prit possession de Vérone. Le pillage de quelques maisons fut abandonné aux soldats, et trois des principaux habitants, jugés militairement, subirent la peine de mort. Ces rigueurs ne violaient point la capitulation, par laquelle les Véronais s'étaient livrés corps et biens à la discrétion des vainqueurs.

Telle fut l'issue de cette insurrection à laquelle on donna le nom de *Pâques Véronaises*. Dans cet intervalle, un événement qui s'était passé à Venise même, servit à manifester les véritables dispositions du gouvernement, et à justifier la politique qui préparait déjà la destruction de la république. Un corsaire français de 4 canons, chassé par des vaisseaux autrichiens, se réfugia, le 20 avril, dans les eaux de Venise et y mouilla. Sommé par les Vénitiens de lever l'ancre, il se disposait à obéir, lorsqu'il se vit canonné à la fois par le fort Saint-André et par les galères de la station du Lido; le capitaine Laugier qui le commandait fut tué, et

au même instant des soldats et des matelots de la station ayant abordé son bâtiment, le pillèrent et firent main basse sur l'équipage. Les Vénitiens affirmèrent pour justifier cet attentat, que Laugier avait tiré sur les batteries pour forcer le Lido : l'ambassadeur français soutint qu'il n'avait tiré que pour saluer le fort. Deux jours après parut un décret par lequel le sénat félicitait de leur conduite ceux qui avaient pris part à cet événement, et leur accordait des gratifications.

Malgré ces actes hostiles, le sénat, par un aveulement qui caractérise sa politique, se reposait encore sur le succès de la mission des deux patriotes envoyés auprès de Bonaparte. Cet espoir était chimérique; en effet, ces députés, avant d'arriver à Klagenfurth, avaient appris la conclusion de la paix avec l'Empereur, et l'accueil qu'ils reçurent du général en chef à Gratz et à Leoben, les convainquit que le temps des négociations était passé; le partage des États de Venise convenu avec l'Autriche leur prouva que, n'ayant su ni faire la guerre ni conclure la paix à temps, il fallait s'attendre à recevoir la loi du vainqueur.

Toutefois ces habiles commissaires, feignant une grande confiance dans la générosité française, discutaient encore sur le désarmement et la reddition des prisonniers. Mais, en admettant même qu'il y eût moyen d'arrangement pour des griefs dont on s'accusait réciproquement, Bonaparte ayant stipulé le partage des États de terre ferme, ne cherchait à son tour que des prétextes plausibles pour leur déclarer la guerre, et au défaut des prisonniers et de désarmement, il en eût trouvé bien d'autres. « Au fait, s'écria-t-il dans la chaleur de cette discussion, si tous ceux qui ont outragé la France ne sont pas punis, tous les prisonniers mis en liberté, le ministre anglais chassé, le peuple désarmé, et si Venise ne se décide pas entre l'Angleterre et la France, je vous déclare la guerre. Je viens de conclure la paix avec l'Empereur; je pouvais aller à Vienne; j'y ai renoncé pour cela. J'ai 80,000 hommes, vingt barques canonnières. Je ne veux plus d'inquisition, plus de sénat; je serai un Attila pour Venise. Quand j'avais en tête le prince Charles, j'ai offert à M. Pesaro l'alliance de la France; je lui ai offert notre médiation pour faire rentrer dans l'ordre

» les villes insurgées. Il a refusé, parce qu'il lui fallait un prétexte pour tenir la population sous les armes, afin de me couper la retraite si j'étais réduit : maintenant, si vous réclamez ce que je vous ai offert, je le refuse à mon tour. Je ne veux plus d'alliance avec vous; je ne veux plus de vos projets, je veux vous donner la loi. Il ne s'agit plus de me tromper pour gagner du temps comme vous l'essayez par votre mission. Je sais fort bien que votre gouvernement, qui n'a pu armer pour interdire l'entrée de son territoire aux troupes des puissances belligérantes, n'a pas aujourd'hui les moyens de désarmer sa population. Je m'en charge; je la désarmerai malgré vous. Les nobles des provinces, qui n'étaient que vos esclaves, doivent, comme les autres, avoir part au gouvernement; mais déjà ce gouvernement est vieux, il faut qu'il s'écroule. »

Cependant, à force d'adresse, les négociations parvinrent du moins à différer un éclat, lorsque la nouvelle du massacre de Vérone et de l'enlèvement du navire de Laugier vint rompre une négociation déjà trop prolongée. Tremblant alors que leur demandât compte du sang français, ils prirent le parti de se retirer, après avoir dissimulé dans une note, le mieux qu'ils purent, l'affront fait au pavillon français.

Tandis que ceci se passait au quartier général de Bonaparte, Victor ayant opéré sa jonction avec Kilmaine, leurs forces réunies s'élevèrent alors à plus de 10,000 hommes. Quelques engagements suffirent pour dissiper les rassemblements d'insurgés dans le Véronais, et, dès le 28, Vicence et Padoue furent occupés par les Français qui bordèrent une parties des lagunes.

Les habitants de quelques vallées bergamasques s'étant soulevés de nouveau à l'instigation des podestats cachés, le général Chevalier fut chargé de les dissiper avec une colonne mobile de 1,800 hommes, qui n'éprouva aucune résistance.

Les nouvelles que le gouvernement reçut bientôt après, étaient de nature à lui inspirer de vifs regrets sur sa conduite. L'esprit révolutionnaire ne rencontrant plus d'obstacles, avait franchi l'Adige avec les colonnes françaises. Vicence, Padoue, appelés à la liberté par les proclamations de Lahou, établissaient des municipalités; presque toute la

terre ferme méconnaissait l'autorité du sénat, qui n'était plus obéi que dans les lagunes. La nouvelle conférence réclamée à Palma-Nova par les députés Dona et Justiniani, n'avait abouti qu'à fournir l'occasion à Bonaparte d'exhaler son courroux contre la république; car, d'après leurs rapports, il ne semblait respirer que vengeance; et demandait la tête des inquisiteurs d'État et de l'amiral du Lido. La terreur s'accrut encore, lorsqu'on eut connaissance du manifeste par lequel il déclarait la guerre.

Avec un reste d'énergie le gouvernement eût songé, sinon à faire face à l'orage, du moins à succéder avec honneur; car il lui restait 14,000 hommes de troupes de terre, et 200 galères ou barques canonnières, portant au moins 800 pièces de canon, pour la défense mobile des lagunes, et des batteries de nombreuses batteries. De plus, Venise possédait en outre des armes de rechange, des approvisionnements de toute espèce, de l'eau douce pour deux mois, et des vivres pour huit. C'était sans doute plus qu'il n'en fallait pour arrêter une armée qui n'avait pas une seule frégate dans ces parages.

Dans des circonstances plus critiques, alors que l'Albaine venait d'être vaincu et pris à Aignadel par Louis XII; que l'empereur Maximilien, allié à la France et au pape, menaçait la république d'une ruine prochaine, le sénat dégagea ses peuples de terre ferme de tout serment, s'enferma dans les lagunes, décidé à vaincre ou à mourir, et résolut par d'habiles négociations à dissoudre une coalition formidable, et brava ensuite les efforts de Maximilien. Mais les hommes étaient bien changés: il ne fallait rien attendre de pareil d'un gouvernement habitué, depuis un siècle, à triompher de ses ennemis par la ruse, et d'ailleurs peu sûr de l'affection de ses derniers sujets.

Le 1^{er} mai, un comité extraordinaire composé de quarante patriciens fut convoqué par le doge pour aviser aux moyens de sauver la république. Divers projets y furent agités; mais on arrêta enfin en principe que des changements seraient faits à la constitution de l'État, et que deux patriciens, investis de pouvoirs illimités, seraient envoyés auprès du général français pour entrer en négociation. Cette décision, sanctionnée par le grand

conseil, fut portée à Bonaparte par les plénipotentiaires qui le rencontrèrent sur le pont de Marghera, et en obtinrent avec peine une suspension d'armes de six jours.

Cette trêve n'était pas une grâce, puisque l'armée française n'était pas encore réunie; néanmoins le sénat la considéra comme telle: elle lui eût laissé le temps de réfléchir sur le parti à prendre, si des rapports qui lui firent suspecter la fidélité des soldats esclavons et des matelots de l'escadre, n'eussent porté le découragement dans son sein.

Dans une première séance, le grand conseil décréta, le 4 mai, l'arrestation des inquisiteurs et du commandant du Lido; il autorisa en outre les deux plénipotentiaires à stipuler les conditions relatives à une réforme dans la constitution, et tout ce qui serait nécessaire pour opérer une réconciliation entre les deux républiques. Ces deux points accordés, le renvoi des Esclavons semblait ne devoir souffrir aucune opposition; cependant, par cet esprit de politique qui domina le gouvernement jusqu'à la dernière heure, il fut mis jusqu'à trois fois en délibération, et ce n'est que le 8 mai qu'ils furent payés de leur solde arriérée et embarqués pour la Dalmatie.

Pendant la suspension d'armes, l'armée française revenant sur ses pas à grandes journées, s'établit en face de Venise, de la manière suivante: Victor céda Padoue à la division Masséna, Vicence et Bassano au corps de Joubert, pour aller s'établir dans la Polesine à Rovigo; Baraguay-d'Hilliers, au centre occupa Mestre et Conégliono; Dotte cantonna à Motta-Sacile et Pordenone; la cavalerie du général Dumas à Trévise; tandis que sur les derrières, Augereau, revenu de Paris, remplaça Kilmaine dans le commandement des troupes à Vérone. Ainsi, plus de 45,000 hommes se trouvaient concentrés et prêts à agir en cas que le gouvernement, réduit au désespoir, voulût user de ses dernières ressources.

Toutes ces précautions ne servaient qu'à augmenter l'angoisse des sénateurs qui, voyant la trêve expirée, craignirent de n'en pas obtenir la prolongation, et autorisèrent le général Condulmero, commandant des Lagunes, à traiter de leur soumission à des conditions qu'ils désespéraient eux-mêmes d'obtenir.

Il n'était pas facile, en effet, de concilier les intérêts de l'armée française avec l'existence d'un gouvernement qui avait donné si récemment des preuves de duplicité. Les hostilités avec l'Autriche pouvaient recommencer ; et, dans cette supposition, que devait-on attendre du sénat vénitien, sinon une guerre à mort ? D'un autre côté, comment négocier avec un gouvernement dont on demanderait l'entier anéantissement comme première condition du traité ? Bonaparte était plus capable que tout autre de trancher de pareilles difficultés : en employant tour à tour la ruse et la terreur, il parvint à faire décider que l'autorité serait confiée désormais à des hommes nouveaux, personnellement dévoués à la république française. Jamais la propagande n'avait eu de résultats si heureux, ni mieux sanctionnés par l'opinion générale. Il n'en fut pas de même des trames qui mirent fin à l'existence de Venise.

Mais revenons à cette première négociation. Immédiatement, après la conférence de Marghera, le général en chef était parti pour Milan où les commissaires vénitiens le suivirent ainsi que le ministre de France ; et là il fut conclu un traité de paix, dont voici les principales dispositions :

« Le grand conseil abdique la souveraineté qui doit résider dans la réunion des citoyens. Une division française sera introduite dans Venise, pour y maintenir l'ordre jusqu'à l'établissement du nouveau gouvernement. Les inquisiteurs d'État, le commandant du fort Saint-André et l'amiral du Lido, seront jugés sans délai comme auteurs des Pâques Véronaises et de l'assassinat commis dans le port de Venise, sur le capitaine Laugier et son équipage. Tous les autres Vénitiens sont amnistiés par le Directoire exécutif. »

Des articles secrets stipulaient, en outre, une contribution de six millions, la cession de trois vaisseaux de guerre et de deux frégates, indépendamment de la remise de 20 tableaux et de 500 manuscrits.

Ce traité imposé par la force à la faiblesse, sans la participation du Directoire qui, ce jour-là seulement, ordonnait à l'ambassadeur vénitien de quitter Paris par suite des rapports du massacre de Vérone, n'obtint pas même son entière exécution. Les événements se précipitaient alors avec une telle rapidité, qu'au moment où l'on stipulait à

Milan le renversement de la constitution aristocratique, elle s'éroulait à Venise aux acclamations du peuple. Il y avait dans cette métropole, comme dans les provinces, un parti nombreux, décidé à profiter de la présence des Français pour changer le gouvernement et secouer le joug d'une odieuse oligarchie. L'autorité précaire du doge et des magistrats devint impuissante pour contenir des passions si longtemps comprimées, et que les agents français avaient tant d'intérêt à faire éclater. Des démocrates ardents se groupèrent autour du secrétaire de la légation française, Villetard, qui, en l'absence du ministre, crut pouvoir prendre sur lui de se mettre à leur tête, et d'imprimer la direction au mouvement. Le décret du sénat qui annonçait des modifications dans le système constitutionnel, sans en fixer l'époque ni l'étendue, était loin de satisfaire les révolutionnaires : leurs prétentions s'en étaient accrues avec leur audace. Le 9, deux de ces hommes se rendent au comité extraordinaire, et y déposent une note rédigée, disent-ils, sous la dictée du secrétaire de légation. C'était un plan complet de révolution, où l'on indiquait comme moyens propres à prévenir de grands maux : 1° la formation d'une municipalité provisoire, qu'on substituerait sur-le-champ aux autorités existantes ; 2° le rétablissement de la démocratie ; 3° l'occupation de Venise par les troupes françaises. Un pareil acte, qui n'était revêtu d'aucun caractère d'authenticité, ne méritait sans doute aucune confiance ; telle était cependant la détresse du gouvernement et la terreur qu'inspirait le parti populaire, que ce projet, présenté sous les auspices d'un agent subalterne et dans les formes les plus insolites, fut regardé comme une volonté de Bonaparte, et accueilli par le comité comme un ordre auquel il ne pouvait se dispenser de déférer. Les dispositions contenues dans la note de Villetard furent donc adoptées sans modifications, et transformées en projet de loi qui devait être soumis, après un délai de quatre jours, à l'assemblée générale des patriciens.

Le 12 mai, le grand conseil fut convoqué, et sur la proposition du doge, au milieu de l'effervescence des passions contraires, d'une agitation toujours croissante dans la ville et de la terreur qu'elle inspirait aux patriciens pour leur sécurité,

ce corps décréta à la presque unanimité des voix qu'il se démettait de la souveraineté.

Cette lutte orageuse où l'esprit démocratique portait les derniers coups à une oligarchie expirante, ce passage subit d'un gouvernement renversé à un autre non encore établi, devait produire de graves excès chez un peuple que tout portait à la licence. L'absence d'une autorité répressive ouvrit la carrière à mille désordres; les brigandages ne s'étaient vus qu'en frémissant arracher leurs droits usurpés; l'anarchie pouvait leur offrir quelques chances favorables; de grandes richesses, un antique patronage exercé sur les basses classes, leur parurent des moyens suffisants de contre-révolution. Tout à coup une foule de gondeviers soudoyés, qu'anime l'appât du pillage, arbore l'étendard de Saint-Marc, se répand dans la ville, proférant des imprécations forcenées. Les promoteurs de la révolution sont assaillis et leurs maisons pillées. D'un autre côté les démocrates, apprenant la délibération du grand conseil, se livrent à la joie de leur triomphe, et arborent les couleurs républicaines; des groupes nombreux des deux partis inondent les rues, se heurtent, se mêlent, en viennent aux mains; le désordre est au comble, et Venise est en proie aux horreurs de la guerre civile. C'est au milieu de cette anarchie qu'on élit la municipalité provisoire de 60 membres, et le premier acte de son administration est d'appeler dans Venise les troupes françaises, dont l'intervention pouvait seule offrir une sauvegarde aux personnes et aux propriétés.

Dans la nuit du 16 mai, le général Baraguay-d'Hilliers, préparé depuis plusieurs jours pour cette opération, s'embarqua avec 3,000 hommes, descendit sans obstacle, et prit possession sur-le-champ de l'arsenal, de la place de Saint-Marc, du pont de Rialto, de l'entrée du Lido et autres postes. Par une bizarrerie toute particulière à la diplomatie de ce temps-là, un général républicain se hâta de mettre le séquestre sur toutes les propriétés russes, au moment où l'empereur Paul semblait renoncer aux alliances formées contre la France; démarche d'autant plus imprudente, qu'on avait mille motifs de ménager le caractère irascible de ce prince.

Le peuple, encore frappé du danger auquel la

ville venait d'être exposée, ne sut s'il devait recevoir les Français en libérateurs ou en ennemis: le calme de la stupeur succéda à l'effroi de l'anarchie, et les espérances d'un meilleur avenir, aveuglant la multitude, lui dissimulèrent le malheur d'avoir perdu l'indépendance.

La tranquillité ainsi rétablie par la présence des baïonnettes étrangères, permit de procéder avec un certain ordre à l'établissement du nouveau système. Les prisons de l'inquisition d'État furent démolies, et le livre d'or brûlé en cérémonie au pied de l'arbre de la liberté.

La municipalité de Venise, affectant de se substituer à l'autorité du grand conseil, voulut se prévaloir de l'ancienne suprématie de la métropole, pour rallier à son administration les provinces de terre ferme; mais ces prétentions, fondées sur la nécessité d'empêcher le démembrement de l'État, furent rejetées par toutes les villes qui, agissant chacune sur un plan séparé, ne reconnaissaient plus de gouvernement central, et n'obéissaient qu'à leurs magistrats. Bien qu'un conseil général de députés de toutes les provinces fût ensuite convoqué sous le nom de département, il ne fût jamais assemblé: la dissolution du lien social, jointe aux charges de la guerre, tarit les sources de la fortune publique, et il devint impossible de faire face aux dépenses les plus urgentes. On eut en vain recours à la spoliation des trésors du duc de Modène; on ne trouva chez le dépositaire que 1,800,000 francs, dont le vainqueur s'empara.

En attendant, les Français ne perdaient pas un instant pour s'approprier les faibles ressources de ce célèbre arsenal de Saint-Marc, sur la dépouille duquel ils avaient fondé de si grandes espérances, et qu'ils trouvèrent dans le délabrement. On eut mille peines à mettre en mer deux vaisseaux de 64, trois bricks et quelques bâtiments de transport qui devaient porter à Corfou un corps de 600 Vénitiens et 1,500 Français sous les ordres de Gentily, chargé de prendre possession de cette place, sous prétexte de faire reconnaître la constitution dans les Sept-Iles. On ne fut pas moins étonné de n'y trouver que cinq vaisseaux de 74, deux de 64, un de 58, six frégates et onze galères, et encore la plupart étaient, par leur vétusté, hors d'état de tenir la mer.

L'amiral Brueys reçut l'ordre du ministre Truguet d'appareiller de Toulon avec six vaisseaux, pour aller recueillir cet héritage, qu'il fut plus difficile d'emmener que de s'approprier. Cette escadre française mit à la voile avec toute la célérité possible; et ne pouvant s'approvisionner faute de temps et de moyens, elle vint, au milieu de juillet, porter à Corfou, puis à Venise, un surcroît de consommation pour la solde et les vivres, dont ces deux ports, aussi bien que l'armée, manquaient également. Cette surcharge, qui retomba sur la municipalité, redoubla son embarras.

Au milieu des inquiétudes qui résultaient de cette situation et de l'incertitude du sort réservé à Venise, les sociétés populaires s'avisèrent de voter la réunion à la république cisalpine, et de forcer la municipalité à suivre leur exemple; mais il n'était plus au pouvoir de ce peuple de fixer les bases de son existence politique.

Enfin, le traité de paix, signé à Campo-Formio, le 17 octobre, vint lui révéler le partage de son territoire entre la France, l'Empereur et la république cisalpine.

Pour ne pas trop anticiper sur les événements, nous reviendrons sur cette transaction, après avoir rendu compte de la révolution de Gènes, des négociations entamées à Udine et à Lille, puis des nouvelles commotions intérieures qui menaçaient la république victorieuse.

CHAPITRE LXXIV.

Révolution démocratique de Gènes. — Négociations de Passeriano, et traité de Campo-Formio, entre l'Empereur et la république française. — Organisation de la république cisalpine. — L'Angleterre envoie de nouveau Malmesbury en France. — Négociations de Lille. — Paix avec le Portugal.

En signant la paix de Léoben, les deux partis furent animés, selon toute apparence, d'un même sentiment : celui de mettre fin à une lutte cruelle qui les avait entièrement épuisés.

(1) Le duc de Gallo signa, le 24 mai, cette convention, et, quoique Thugut ne l'ait pas approuvée, on peut croire

Le Directoire, apprenant coup sur coup la signature des préliminaires, l'insurrection du Tyrol et celle des pays vénitiens, ne put méconnaître le service signalé que Bonaparte venait de rendre à la république; mais le danger une fois disparu, la politique tracassière de Rewbell prévalut de nouveau dans ses délibérations.

Le cabinet autrichien, encore frappé de la terreur que l'apparition des armées républicaines au revers du dernier chaînon des Alpes avait répandue dans Vienne, devait souhaiter la conclusion d'un paix définitive, pour s'assurer la mise en possession des indemnités qui lui étaient dévolues.

En vain le cabinet de Londres promettait de proposer les armes qu'après avoir obtenu la restitution de la Belgique : il fallait, pour la reprendre, passer sur le corps à 200,000 hommes victorieux; et le cabinet de Vienne ne s'en sentait pas les forces. Il qu'importait, après tout, à la maison d'Autriche de se consumer en vains efforts pour qu'Anvers ne restât pas à la France, quand on pouvait échanger les Pays-Bas, si éloignés des États héréditaires, contre de riches pays limitrophes, avec d'excellents ports sur l'Adriatique?

On doit croire que ces puissantes considérations entraînèrent en effet le cabinet de Vienne, puisque ses plénipotentiaires, réunis à Montebello avec le général Bonaparte, convinrent de traiter d'abord de la paix définitive, sans attendre le résultat du congrès de Berne (1). Cette stipulation entraînait dans les vues manifestées en toute occasion par le Directoire, pour qu'il ne s'empressât pas d'y adhérer. Malheureusement, dans l'intervalle, le cabinet de Londres, auquel l'Empereur avait notifié les préliminaires, lui fit sentir l'imprudence d'entrer seul en discussion avec un général victorieux, et le détourna de sa première résolution. La paix définitive ainsi reculée, l'ambition assiégea bientôt les deux parties contractantes, en laissant entrevoir à chacune, dans les négociations ultérieures, la possibilité d'obtenir des conditions plus avantageuses. L'Autriche se flatta, sinon de recouvrer la totalité de ses possessions en Italie, du moins d'en obtenir de plus amples indemnités; et, de son côté, le Di-

rectoire, qu'elle ne fut pas arrêtée contre la teneur des instructions données à ce négociateur.

rectoire espéra acquérir Mantoue pour la république cisalpine.

Ce changement subit de dispositions des deux parties pouvant remettre, après de vaines conférences, la décision des points contestés au sort des armes, l'Empereur, comme le Directoire, songea à prendre une attitude imposante sur le théâtre préssumé des prochaines hostilités. Pour le cabinet de Vienne, ce n'était pas chose aisée : car il fallait à la fois rétablir les finances, et se créer une armée, sans subsides de l'Angleterre. Mais l'affection et le dévouement de ses sujets, et le crédit alors soutenu de son papier-monnaie, lui offraient des ressources, pour ainsi dire inépuisables. L'Empereur ne tarda pas à réorganiser une armée de 70 à 80,000 hommes sur les frontières de la Carinthie. Un camp de 23,000 hommes fut placé à Gorizia ; l'on établit plusieurs têtes de pont sur l'Isonzo. En même temps, la côte de l'Adriatique, depuis Duino jusqu'à Trieste, fut hérissée de batteries. Capo-d'Istria, Piramo, Citta-Nova et Rovigo d'Istria, furent mis en état de défense. On dirigea une partie des levées hongroises sur les frontières de la Dalmatie, tandis que l'autre forma dans les plaines de la Moravie un corps imposant d'observation. D'un autre côté, les préparatifs ne se faisaient pas avec moins d'activité en Allemagne : la garnison de Vienne, les dépôts restés à Prague, ainsi que les levées générales des pays héréditaires, allèrent renforcer en toute hâte les armées qui se trouvaient sur le Rhin et le Mein. Partout on voyait se former des magasins ; et jamais, depuis le commencement de la guerre, le cabinet n'avait pris de mesures plus justes pour assurer le succès des opérations de ses armées. Quel que fût, au reste, le voile dont il chercha à couvrir ces immenses préparatifs, il ne put en dérober l'entière connaissance aux Français, qui, d'un moment à l'autre, s'attendaient à voir arriver le prince Charles à Gorizia, quoiqu'il eût fait filer ses équipages à l'armée d'Allemagne.

Le Directoire exécutif, désuni, impuissant pour le bien, entravé d'ailleurs par les conseils législatifs, et tout occupé de la lutte qu'il venait d'engager contre eux, abandonna au général en chef de l'armée d'Italie le soin de tenir tête à l'orage, se bornant, pour assurer ses derrières et ses flancs, à

employer le temps des négociations à bouleverser, par des machinations révolutionnaires, tous les pays qui, comme le Piémont, Gènes, la Toscane et l'État ecclésiastique, avaient échappé à la loi du vainqueur.

Soit que Bonaparte, après un mûr examen de ses ressources, jugeât téméraire d'ouvrir la campagne, soit qu'il fût jaloux de conserver une réputation jusqu'alors intacte, ou qu'enfin il sentit le prix d'ajouter à la gloire des armes le beau rôle de pacificateur, il affecta un grand désir d'accélérer la marche des négociations. Il prit, à la vérité, toutes les mesures pour n'être pas attaqué à l'improviste, concentra ses troupes dans l'État de Venise, fit fortifier Palma-Nova et Osoppo, pivots présumables des opérations ultérieures, approvisionner toutes les places sur ses derrières, et renforcer les garnisons des îles de l'Adriatique, mais crut devoir déployer de la modération dans ses entrevues avec le duc de Gallo. Une pareille conduite, dictée par la prudence, lui réussit ; et il en résulta la convention déjà mentionnée de Montebello.

Cet acte stipulait que le traité définitif serait conclu et ratifié par l'Empereur et le Directoire, avant l'ouverture des négociations avec l'Empire ; qu'on le tiendrait secret, et ne le soumettrait à la ratification du corps législatif, qu'au moment convenu par les deux parties contractantes. Les négociations entre l'Empire et la république française devaient s'ouvrir, le 1^{er} juillet suivant, à Rastadt, sans l'intervention d'aucune autre puissance ; mais cette dernière s'engageait à accepter la médiation de l'Empereur pour les traités à conclure avec ses alliés ; et si celui-ci jugeait à propos de les appeler au congrès de Rastadt, la France était également libre d'y amener les siens.

Tandis que Bonaparte se flattait ainsi d'avoir fait un pas vers la paix définitive, les agents clandestins du Directoire sapaient à coups redoublés le trône du roi de Sardaigne, et faisaient écrouler l'antique aristocratie de Gènes.

Cette république, qui joua un si grand rôle dans le moyen âge, fut, à son origine, comme toutes celles d'Italie, gouvernée démocratiquement. Quatre ou cinq consuls de la commune, élus chaque année par le peuple, exerçaient le pouvoir exécutif. D'autres magistrats, sous le titre de consuls

des plaidoyers, étaient les juges suprêmes de l'État, qui se trouvait divisé en sept quartiers, formant chacun une compagnie. Dans certaines occasions, et sur la demande de celles-ci, on nommait douze ou quinze correcteurs des lois; et ce collège exerçait le pouvoir législatif. A l'ombre de cette constitution, les Génois jouirent de plusieurs siècles de liberté; car, comme la reconnaissance les portait à choisir leurs consuls parmi les gentilshommes qui les avaient protégés contre les empereurs, ils trouvaient dans le rang de ces magistrats une sauvegarde contre la turbulence démocratique. Cependant, ce fut elle qui porta la première atteinte à la tranquillité, en élevant, en 1339, Simon Boccanegra à la dignité ducal. Ce doge, en écartant des affaires les anciennes familles nobles, pour favoriser les plébéiens distingués par leurs talents et leur courage, fit naître des dissensions intestines, qui mirent plus d'une fois la république à deux doigts de sa perte. Dès lors, on compta à Gènes des nobles et des citoyens, des Guelfes et des Gibelins, des grands et des petits bourgeois. Chacun épousa les intérêts de sa faction; en sorte que, le plus souvent, le seul point d'honneur les mettait aux prises. Les nobles Génois, non moins ambitieux que ceux de Venise, ne visaient point à dominer par l'effet d'une usurpation lente et méthodique. Humiliés d'être confondus dans un sénat sans influence, en butte à la rivalité des plébéiens, ils voulaient gouverner despotiquement, parce qu'ils avaient des châteaux forts, des vaisseaux et des partisans. En moins d'un siècle, Gènes, dans l'impuissance de mettre un frein à la fureur des factions, se donna tour à tour, et plusieurs fois, aux rois de France, à l'Empereur et aux ducs de Milan.

Touché des malheurs de sa patrie, et honoré de la confiance de Charles-Quint, à qui Gènes s'était livrée, André Doria entreprit de réconcilier les esprits irrités, en réformant la constitution. D'abord, on supprima la loi qui réservait les premières magistratures aux citoyens de l'ordre populaire et aux Gibelins: et, après avoir déclaré égaux en droits tous les anciens propriétaires et contribuables, on créa ces derniers gentilshommes, et on força les anciennes familles nobles à les adopter. Le classement singulier des citoyens en vingt-

huit familles, en étouffant les anciennes divisions, en fit éclater d'autres entre l'ancienne noblesse et la nouvelle, entre ces deux classes et le peuple exclu du gouvernement; en sorte qu'après un demi-siècle de guerres civiles, les anciennes familles reprirent leurs noms. Le sénat fut formé de 400 membres, renouvelés d'abord chaque année, et où les nobles furent d'abord admis alternativement, puis exclusivement, lorsque l'aristocratie devint plus concentrée.

Ce premier sénat ou grand conseil élisait le doge, les huit conseillers de la seigneurie et les huit procureurs de la commune, dont les offices étaient bisannuels, et qui formaient entre eux le gouvernement. Il nommait aussi un autre sénat de cent membres, qui fut, plus tard, porté à 200. Enfin, on établit cinq censeurs suprêmes pour inspecter ces magistratures, surveiller la marche constitutionnelle des autorités, et assurer leurs rapports mutuels.

Bien que cette réforme ne fût favorable qu'à un certain nombre de familles auxquelles elle réservait la souveraineté, les Génois l'approuvèrent. Mais, lorsque l'enthousiasme eut fait place à la réflexion, les citoyens sentirent l'étendue de leur perte; et la dépendance où la famille du libérateur avait placé l'État vis-à-vis des Espagnols, favorisant encore l'oligarchie par les préjugés nobiliaires que nourrissait l'orgueil de Philippe II, des murmures décelèrent bientôt le mécontentement du peuple. Un homme moins porté peut-être à lui rendre ses droits, qu'excité à la vengeance contre le neveu d'André Doria, le comte de Fieschi, résolut de tirer parti de ces dispositions pour renverser le gouvernement aristocratique; et il y serait parvenu, si la mort ne l'eût surpris au moment où la fortune couronnait son entreprise. Son exemple enhardit les ambitieux; et, comme le mécontentement du peuple allait croissant, il y eut bientôt guerre ouverte entre les nobles et les plébéiens. En vain le pape, le roi d'Espagne et l'Empereur, pour étouffer ces dissensions, modifièrent la constitution rédigée sous l'influence de Doria, le remède fut pire que le mal: ils augmentèrent les privilèges des nouveaux nobles, au détriment des droits des autres citoyens. La république resta divisée en deux factions, dans l'une desquelles on

comprenait 170 familles inscrites au livre d'or, et ayant le droit de siéger au conseil. A la tête de l'autre se trouvaient 450 familles décorées de prélatures, de fiefs, de commanderies ou autres seigneuries. Les longues habitudes d'un gouvernement populaire, et le respect commandé par de beaux souvenirs, furent dès lors les seules entraves à la marche de l'aristocratie génoise. Mais, si elle fut moins exclusive qu'à Venise ; si de temps à autre des hommes nouveaux eurent accès au conseil, il n'est pas moins vrai que l'extinction des anciennes familles accrut prodigieusement l'influence des survivantes, en aggravant la condition du peuple. Le cercle de la puissance se rétrécit en année ; en sorte que la république, à son déclin, n'avait plus l'ombre d'institution démocratique (1).

Ce coup d'œil sur les vicissitudes et les révolutions de Gènes, indique assez que les idées d'égalité n'y étant point entièrement étouffées, les principes de la révolution française y avaient trouvé beaucoup de partisans. Les relations avantageuses de commerce, la protection dont la France couvrait cet État, depuis près d'un siècle, contre la Sardaigne et la maison d'Autriche, étaient autant de motifs qui rattachaient les Génois à la république. Mais si la majorité des négociants et des citoyens éclairés suivait de ses vœux les Français dans la lutte qu'ils soutenaient contre la coalition, les membres les plus influents du gouvernement, les conseillers de l'Empereur, du roi de Naples ou du roi de Sardaigne, auraient voulu restreindre des relations qui ne pouvaient maintenant que devenir funestes à leurs privilèges. Toutefois, l'esprit d'indépendance qu'accompagne toujours l'esprit de commerce, neutralisa en quelque sorte leurs intentions ; et l'on a vu, surtout dans la campagne de 1795, avec quelle adresse les négociants génois, bravant les défenses du gouvernement, les menaces des coalisés, et les mauvais traitements de Nelson ou de De Wins, ravitaillèrent plusieurs fois l'armée républicaine stationnée sur les crêtes de l'Apennin. Mais, parmi les partisans de la réforme du gouver-

nement, il y avait encore des nuances : le plus grand nombre, composé de cette partie de la noblesse exclue de l'administration, de beaucoup de négociants, d'artistes, de gens de loi, eût voulu opérer cette révolution sans secousse et sans l'intervention des Français ; mais la minorité, composée de gens, pour ainsi dire, étrangers à Gènes, voulait une révolution complète. C'était les jacobins du pays, dirigés tantôt par la famille Serra, qui aspirait depuis longtemps à s'emparer du pouvoir à la faveur des troubles ; tantôt par les agents clandestins du Directoire. Aucune considération n'était capable d'arrêter leur résolution. A sa tête, on voyait le jeune Lodi, l'un des plus riches propriétaires de Gènes, Philippe Doria, un des roués de cette famille si célèbre ; Isolabella, neveu du ministre autrichien ; l'ex-moine Cuneo et une foule d'avocats et de médecins, tous gens à talents, à systèmes, humiliés de leur nullité actuelle, et prêts à tout entreprendre pour en sortir.

D'après ces dispositions des esprits, on sent combien il était difficile au gouvernement de tenir une conduite qui pût plaire également à ses sujets et aux parties belligérantes. On se rappelle combien de reproches et de menaces il essuya en 1794 et 1795 de la part des alliés pour avoir favorisé les Français. Dans la campagne suivante, la république, à son tour, fit des reproches au sénat de sa partialité envers les alliés. Enorgueilli de ses victoires, le Directoire, toujours prêt à imiter le loup de la fable, saisit le premier prétexte pour lui tenter querelle. La révolte d'Arquata, la prise de la frégate la *Modeste* dans le port de Gènes, de l'*Impérieuse* dans le golfe de la Spezzia, l'agression de la batterie de la Lanterne contre le lougre le *Léonidas*, le bannissement des familles patriciennes dévouées à la France : telles furent les griefs qui, dès le mois de juillet, avaient déterminé le Directoire à recommander à Bonaparte de châtier cette république. Si l'apparition de Wurmser ne l'eût obligé à tenir ses forces concentrées, il est probable qu'à cet époque il eût envoyé un détachement à Gènes, demander satisfaction de ces prétendues insultes qui étaient bien plus l'ouvrage des Anglais que celui du sénat. Bonaparte se contenta de démarches menaçantes et d'une demande d'argent.

(1) Cet aperçu est extrait de l'*Histoire des républiques italiennes*, par S. Sismondi, ouvrage aussi remarquable par son exactitude que par sa profondeur et sa philosophie.

Quoique le gouvernement eût prohibé l'introduction des journaux étrangers, un certain nombre de négociants et d'autres citoyens, abonnés en secret à tous les papiers français, se réunissaient chaque jour chez l'apothicaire Morando, fournisseur de l'armée française, pour en faire la lecture. Là, on commentait tous les écrits politiques du temps : les victoires des armées républicaines entretenaient l'exaltation des esprits ; et l'on portait envie au sort de la Lombardie et aux légations ecclésiastiques, appelées à la liberté par un vainqueur généreux. Soit que le sénat n'osât sévir contre cette espèce de club, de peur d'aigrir des hommes disposés à la révolte, soit qu'il le méprisât assez pour n'en concevoir aucune inquiétude, ou qu'enfin, il se flattât d'éviter une révolution en temporisant, aucune recherche ne fut ordonnée contre ses membres, qui eurent bientôt quantité d'affiliés.

Cependant, comme ces nouveaux zélés des doctrines démocratiques n'aspiraient qu'à obtenir sans violence une part dans les affaires publiques, le Directoire fit échauffer leur zèle par des agents déguisés, inconnus même à son ambassadeur. La ville de Gènes, devenue l'entrepôt des munitions de guerre de l'armée d'Italie, était remplie d'employés français, qui, de bonne foi ou autrement, croyaient se rendre recommandables en attisant le feu de l'insurrection. A les entendre, le Directoire leur confiait ses secrets ; ils disposaient de la force armée : et, plus puissants que Bonaparte même, ils promettaient secours et assistance à tous ceux qui, épris d'un beau feu pour la liberté, chercheraient à secouer le joug de l'oligarchie. Les discours insidieux des uns, les forfanteries et le bavardage des autres, produisirent bientôt tout l'effet que le Directoire en attendait : les démocrates génois les plus tièdes s'indignèrent contre le gouvernement, et il ne fut plus question que de le renverser.

Quand les esprits sont en effervescence, il faut peu de chose pour mettre une population en mouvement. Souvent elle se soulève sans plan et sans but fixe, et c'est ce qui arriva dans cette circonstance, où les démocrates génois levèrent l'étendard de l'insurrection avant d'avoir calculé leurs forces et leurs moyens. Le bruit s'étant répandu

que des jeunes gens des principales familles de Gènes devaient se réunir, le 8 mai, sur la place de l'Aqua-Sola, hors de la ville, pour simuler dans une partie de barres la défaite des républicains par les royalistes, Doria et Isolabella, à la tête d'une foule de plébéiens, résolurent d'empêcher cette partie. Ils s'armèrent de toutes pièces, s'emparèrent le jour désigné, de la promenade, et y établirent un jeu de ballon. Les acteurs du jeu de barres arrivèrent à leur tour, et se mettent en devoir de tracer leur camp ; mais les joueurs de ballon fondirent sur eux ; les mettent en fuite après un combat assez opiniâtre, et les poursuivent si vivement, que, sans la protection de la garde de la porte de l'Aqua-Sola, ils eussent été assommés sur place.

Cet événement, en apparence peu important, eut des suites très graves. Chacun dans Gènes prit parti pour les vainqueurs ou pour les vaincus, selon son opinion politique : et comme deux des premiers avaient été arrêtés et conduits en prison, les démocrates craignirent que le sénat ne les déferât à la justice. Telle était aussi son intention ; mais, comme dans le moment il régnait une grande fermentation, ses poursuites furent différées, et deux de ses membres nommés pour consulter l'ambassadeur de France, sur les mesures propres à maintenir la tranquillité publique. Cette démarche décela moins de prudence que de faiblesse ; car c'était avouer en quelque sorte que l'ordre dépendait de ce ministre étranger. Toutefois, on n'eut pas lieu de se repentir d'abord de cette marque de confiance : Faypoult calma les esprits irrités.

Mais le sénat, ni l'ambassadeur de France ne se félicitèrent longtemps de leur triomphe. Ce dernier ayant fait illuminer quelques jours après son hôtel, à l'occasion des préliminaires de paix, des groupes de Génois où figuraient quelques Milanais et des employés français, après avoir parcouru la ville en chantant la Marseillaise, se réunirent sur la place de Spinola vis-à-vis l'hôtel de la légation française, et députèrent leurs chefs à Faypoult, pour l'inviter à réclamer auprès du gouvernement la mise en liberté des deux jeunes prisonniers, ce qu'il leur promit.

Le lendemain, il se disposait à soumettre au gouvernement la demande tumultueuse qui lui

avait été faite la veille, lorsque le corps des cadets donna inopinément le signal de l'insurrection, en se rendant à la parade, au son de l'air *ça ira!* Cet air produisit à Gènes le même effet qu'à Paris dans sa nouveauté : il électrisa tous les démocrates, qui se joignirent à la troupe. Quelques Français et des Milanais, applaudissent à cet élan. Mais il n'est bientôt plus question de défiler une simple parade : le corps d'insurgés, grossi d'une foule de citoyens, se divise et s'empare des portes principales de la ville, du môle, de l'anse des galères. Partout, les troupes de ligne sont désarmées ; et les soldats, des officiers, se mêlent individuellement aux insurgés. Le bague est ouvert aux

À peine ces coups de vigueur sont portés, que l'abbé Cuneo et le bernardin Ricorsi marchent à l'hôtel de la légation française, à la tête de deux à trois cents personnes, et engagent l'ambassadeur à les accompagner au palais, pour faire admettre les demandes qu'ils voulaient, disaient-ils, présenter au sénat, au nom du peuple génois. Faypoult, un peu embarrassé, répond que le caractère dont il est revêtu ne lui permet pas de se rendre à leur désir ; mais qu'il emploiera volontiers son intervention auprès du gouvernement, pour éviter l'effusion de sang. Les députés se rendent, en le quittant, chez l'apothicaire Morando, l'arrachent de son lit, et l'entraînent avec eux dans une maison qui devint alors le foyer d'où émanèrent tous les troubles insurrectionnels.

L'explosion fut si prompte et si menaçante, que le gouvernement, étourdi, n'osa plus faire usage des moyens qui lui restaient pour comprimer la révolte. Se méfiant d'ailleurs autant de la troupe de ligne que de la milice bourgeoise, il n'eut pas honte de déclarer à Faypoult, par une députation de cinq patriciens, qu'il ne comptait plus que sur lui pour apaiser les insurgés, bien que l'apparition d'une escadre française de cinq bâtiments devant la rade de Gènes, dût lui donner des soupçons sur la connivence de ce ministre. Quoiqu'il en soit, tant de soumission lui valut du moins l'éloignement de l'escadre, qui fit voile pour Toulon.

Tandis que le sénat avouait ainsi sa nullité, quelques nobles furieux de la mollesse de leurs

collègues, prennent la résolution d'opposer aux démocrates la lie du peuple, entretenue à Gènes dans des idées de superstition très-favorables à leurs vues. Quelques heures, deux ou trois milliers de ducats, suffirent pour amener autour du palais cinq à six mille domestiques, portefaix ou charbonniers, déterminés à commencer la contre-révolution. D'abord, ils demandèrent à grands cris des armes que le sénat, agité par la crainte et l'espoir, n'osa ni leur donner ni leur refuser. Les portes de l'arsenal enfoncées, ils s'arment jusqu'aux dents, se répandent dans toutes les rues, et en viennent aux mains avec les patriotes, qui, dans cette attaque imprévue, voyant leur infériorité, soit pour imposer aux contre-révolutionnaires, soit pour engager les Français à finir ce qu'ils avaient commencé si maladroitement, prirent aussitôt la cocarde tricolore. Cette ruse leur fut plus nuisible qu'utile ; car elle indisposa Faypoult, qui sentit qu'elle tendait à rejeter l'odieuse de cette révolte chanceuse sur sa nation ; et, d'autre part, les détachements d'artillerie logés au faubourg de Saint-Pierre-d'Aréna, ne recevant d'aucune autorité compétente l'ordre de sortir de leurs quartiers, abandonnèrent les démocrates à la fureur des charbonniers, qui ne connut plus de bornes.

Durant cet intervalle, Faypoult, conformément aux intentions du gouvernement, va trouver les insurgés à la loge Banchi, et les engage à nommer des députés pour s'entendre avec un pareil nombre de sénateurs délégués par le doge, sur les mesures de sûreté générale à prendre dans la circonstance. Leur élection ne souffrit pas de difficulté. On nomma l'abbé Cuneo, les médecins Mongiardino, Figari et Vacarezzo, avec l'apothicaire Morando ; mais on ne voulut point les laisser aller au palais, si le gouvernement n'envoyait six patriciens en otage. Faypoult eut même beaucoup de peine à obtenir la suspension des hostilités, jusqu'à la réponse du sénat. Celui-ci, sur l'exposé des faits, éludant la demande incidente des insurgés, nomma aussitôt une commission pour préparer, de concert avec les cinq députés ci-dessus, *les changements à opérer dans la forme du gouvernement.*

Tandis que ceci se passait au palais, les contre-révolutionnaires avaient gagné du terrain. La loge

de Banchi avait été assaillie et prise, les insurgés délibérants, mis en fuite. Morando et plusieurs autres meneurs n'avaient échappé à une mort certaine, qu'en se réfugiant à l'hôtel de la légation française, qui fut aussitôt cerné et menacé par la multitude. Faypoult, en sortant du palais pour aller porter à la loge Banchi le décret du sénat, est arrêté, couché en joue, et eût été sans doute assassiné, si le patricien Serra ne lui eût fait un rempart de son corps. Cette circonstance l'obligea à revenir sur ses pas, et à prendre une escorte pour rentrer à son hôtel.

Il y trouva Morando et plusieurs autres meneurs plus morts que vifs, auxquels il rendit un peu de courage par la lecture du décret du sénat : mais il fallait le publier, et ce n'était pas un acte exempt de péril. On espère y parvenir avec une escorte : vain espoir ! le tumulte redouble ; la troupe est dissipée ; et les démocrates, chargés de cette commission, sont entraînés par les cheveux en prison. Les attroupements qui entourent l'hôtel de la légation deviennent plus insolents ; et, bien que gardé par un poste de 50 hommes, ils parlent de le forcer. Faypoult, ne voyant plus de sûreté pour lui, demande alors au gouvernement d'assurer sa sortie de Gènes : il s'y refuse, et double la garde de son hôtel. La nuit se passe en messages de l'ambassadeur au sénat, du sénat à l'ambassadeur. Finalement, il déclare que l'autorité du gouvernement est entièrement méconnue, et qu'il n'a d'espoir de la ressaisir qu'après la dispersion des démocrates. En effet, il n'y eut un peu de relâche que le lendemain vers huit heures du matin, quand les contre-révolutionnaires furent maîtres de toutes les portes.

Alors, loin de proclamer les décrets rendus la veille par peur, le gouvernement, trop fier d'une victoire éphémère remportée sans lui, se hâta d'ordonner aux citoyens de rapporter les armes à l'arsenal, et de respecter les personnes et les propriétés des étrangers. Mais l'on se battit encore toute la matinée sur les môles, aux portes Saint-Thomas et Saint-Bénigne, et principalement au Pont-Réale, où Philippe Doria fut tué. Le pillage des maisons françaises et de leurs adhérents continua. Le commissaire de la marine, vieillard respectable, est entraîné par les cheveux au fort de la Lan-

terne ; la maison du consul de France est assaillie à coups de fusil : le calme ne se rétablit à la chute du jour, que lorsque le sénat eut fait enfin un appel à la milice bourgeoise.

L'abbé Cuneo, des Français, des Cisalpins qui avaient pris part à l'émeute, ayant été arrêté, soit en flagrant délit, soit par suite des recherches actives de la police génoise, Faypoult réclama vivement, le 23 mai, leur élargissement ; mais le gouvernement, délivré de la crainte, répondit d'une manière évasive à ses instances ; et l'espèce de neutralité que ce ministre avait gardée au fort de la crise, abusant le sénat au point de lui faire cacher la main de l'étranger dans la révolte, il se flatta, non-seulement de faire exemple des prisonniers de quelque nation qu'ils fussent, mais aussi de contenir à l'avenir les démocrates du dedans, en déployant l'appareil de la force, et étendant l'insurrection aux vallées du Bisagno et de la Polcevera. Cette conduite gâta sa victoire, et précipita sa chute. Faypoult y démêla l'intention probable de l'accuser plus tard des menées de quelques individus ; et, indigné de ce procédé, n'en réclama qu'avec plus de hauteur les prisonniers.

Fatigué de ses notes itératives et pressantes, le gouvernement lui répond que, pour un objet de cette importance, il faut rassembler le petit conseil. Celui-ci, après un premier examen, renvoya l'affaire à une seconde séance ; et finit par lui notifier qu'il en référerait au Directoire et au général Bonaparte. Il avait effectivement dépêché au premier les patriciens Rivorola et Assereto.

L'affaire était en bonnes mains, et ne pouvait être décidée que contre le sénat ; car, comme nous l'avons dit plus haut, la révolte n'était que l'effet de machinations ténébreuses du Directoire ; et le général en chef trouvait une trop belle occasion de renverser ce gouvernement oligarchique, pour la laisser échapper. Le sénat de Gènes avait des torts apparents envers l'ambassadeur de France ; mais ces torts provenaient de faiblesse. S'il eût attendu l'issue des événements, nul doute qu'il lui eût été facile de se justifier : mais, après avoir en quelque sorte rendu la république française garante du premier décret qui promettait au peuple des changements dans la forme de la constitution par l'intervention de son ministère, quel

prétexte pouvait-il alléguer pour en différer l'exécution ? L'espoir qu'il mit assez sottement en la justice du Directoire, ne tarda pas à être déçu. Celui-ci n'eut pas grande peine à trouver des prétextes pour éluder la réception des deux députés génois, jusqu'au moment où la chute du gouvernement qu'ils représentaient, annula leur mission.

Bonaparte, après avoir envoyé un de ses aides de camp prendre connaissance des choses, exigea du doge, pour préliminaires, l'élargissement de tous les Français compromis, le désarmement de la populace, et l'arrestation de tous les nobles promoteurs de la contre-révolution. On s'aperçut trop tard du mauvais choix de l'arbitre. Le petit conseil convoqué accorda, comme on s'y attend, la liberté des Français; promit d'effectuer le désarmement, et éluda le troisième article, en vertu duquel Faypoult requérait l'arrestation des deux inquisiteurs d'État et du patricien François-Marie Spinola.

Le ministre de France, feignant un vif mécontentement, demanda alors ses passe-ports. Le sénat tenta vainement de l'arrêter, en résignant le pouvoir, et chargeant trois de ses membres de faire à la constitution, de concert avec Bonaparte, toutes les réformes nécessitées par le changement du système politique de l'Italie. Cette nouvelle commission n'aboutit qu'à obtenir un délai de deux heures, pendant lequel l'arrestation des trois patriciens désignés par Faypoult, fut décrétée.

Nicolo Cattaneo, l'un deux, s'étant échappé de son hôtel où il était gardé à vue, fut saisi le lendemain dans le quartier de Portorio, où il s'efforçait de soulever la populace, en répandant de l'or. Cette circonstance qui aurait dû rassurer les démocrates, les alarma au point d'en faire émigrer un grand nombre à Milan et à Nice. Ce fut sous ces sinistres auspices que la députation chargée de conférer avec Bonaparte partit pour Milan, où Faypoult ne tarda pas à la suivre.

Cependant, la réorganisation de la garde nationale, décrétée dès le principe de l'insurrection, s'opérant avec trop de lenteur, et les réformes promises dans l'administration, étant différées sous divers prétextes, les démocrates perdirent patience, et forcèrent, le 5 juin, le sénat à adjoindre cinq nouveaux députés à la junte provisoire, qui, déjà

arbitre des affaires civiles, fut en outre investie par les collèges, du pouvoir de juger militairement quiconque porterait atteinte à la tranquillité publique et aux propriétés.

Ceci se passait sans que l'on sût ce qu'arrêterait Bonaparte à Milan. Tous les regards se fixaient sur lui : les membres de l'ancien gouvernement tremblaient d'être victimes d'une réaction démocratique; les négociants, les artistes, les artisans, craignaient que le médiateur ne fit de trop grandes concessions à la noblesse, dont la hauteur leur avait donné tant de sujets de plainte. C'est au milieu d'espérances et de vœux si contraires, que, le 8 juin, le doge reçut la convention arrêtée entre les députés du gouvernement, le général français et le ministre Faypoult.

Ce pacte singulier, où la république française paraissait comme médiatrice entre l'ancien gouvernement et le peuple génois, renfermait douze articles. Le premier reconnaissait que la souveraineté résidait dans la réunion de tous les citoyens : le pouvoir législatif devait être confié à deux conseils représentatifs, composés, l'un de 300, l'autre de 150 membres; le conseil exécutif, à un sénat de 12, présidé par le doge. Celui-ci et les sénateurs étaient à la nomination des deux conseils. Jusqu'à l'installation du nouveau gouvernement, l'autorité fut confiée à une commission de 22 membres, présidée par le doge actuel.

Cette forme de gouvernement n'était point appropriée aux mœurs et aux localités du pays de Gènes. En effet, il n'était guère possible à cette petite république d'avoir une représentation de 450 membres non payés, sans substituer l'aristocratie de la richesse, la pire de toutes, à celle qu'on venait d'abattre. Mais Bonaparte s'en inquiétait peu : il regardait la Ligurie comme une annexe indispensable à la France, et, en faisant ces changements à sa constitution, il visait moins à améliorer son sort, qu'à la forcer de solliciter un jour sa réunion.

Quoi qu'il en soit, le lendemain, le petit conseil ratifia la convention de Montebello, à la pluralité de 57 voix contre 7. Dès ce moment, le petit conseil et les collèges cessèrent toutes fonctions, et laissèrent l'autorité au doge et à la commission provisoire.

Rien ne disait, dans la convention de Milan, que Bonaparte dût nommer les membres du gouvernement provisoire : mais il n'était pas habitué à faire les choses à demi, et s'empressa de le composer de gens connus par leur engouement pour les doctrines démocratiques. Le 13 juin, le doge fut requis d'en convoquer les membres.

Quoiqu'il régnât de la fermentation parmi le bas peuple, dont partie se trouvait encore armée, cette révolution s'opéra avec calme, et le soir, les démocrates allèrent prendre au palais le livre d'or, qui fut brûlé sur la place de l'Aqua-Verde. Le lendemain, un décret du gouvernement provisoire abolit la noblesse et la féodalité; les armoiries furent brisées sur toutes les portes des hôtels, et, comme ces mouvements ne sont jamais exempts d'excès, des mains sacrilèges osèrent briser les statues colossales de ces Doria qui avaient fait jadis l'honneur du nom génois.

Dès ce moment, la commission législative s'occupa sans relâche de préparer la constitution et les lois organiques. D'un autre côté, Bonaparte qui dans tous ces bouleversements ne songeait qu'à se procurer des auxiliaires, chargea le général Duphot d'organiser l'état militaire de ce pays, qui venait d'être fixé à 6,000 hommes sur le pied de paix, toutes armes comprises.

Cependant les oligarques, sentant qu'ils allaient être déchus pour jamais de leurs privilèges, travaillaient les gens simples et crédules des campagnes du Levant, en alarmant leurs consciences. Le comité contre-révolutionnaire, pour échapper à la police génoise, avait placé son siège à Pise, d'où émanaient toutes les instructions à ses agents. Le consul sarde à Gènes, favorisait ces menées, en faisant répandre une copie, falsifiée à Turin, de la prochaine constitution, dont un article portait expressément l'abolition de la religion catholique. En vain le gouvernement, prévenu de ces symptômes de troubles, envoya des prêtres rassurer les habitants; le zèle de ces nouveaux missionnaires échoua complètement. Le 3 septembre, le tocsin sonna dans la vallée de Bisagno, et toute la population virile, conduite par les curés et les syndics, se porta dans la plaine, où elle fut bientôt renforcée des habitants des villages voisins.

Le général Duphot, qui avait eu beaucoup de

peine à former des anciens corps de la république, six bataillons de ligne peu sûrs (puisqu'ils se composaient en grande partie de vagabonds), alla à la rencontre des rebelles, avec une colonne mobile de 15 à 1,800 hommes. Le combat ne dura pas longtemps; une partie des insurgés se retira sur Sarzano, le plus grand nombre dans la vallée de Polcevera. Mais ce succès fut trompeur; car, dans la nuit du 4 au 5 septembre, les paysans de cette vallée s'étant levés au nombre de 10 à 12,000, s'emparèrent du fort de l'Éperon et de la seconde enceinte de Gènes. Duphot qui comptait pouvoir dissiper ce second rassemblement comme le premier, fut forcé de rentrer en ville après une courte reconnaissance. Son retour causa la plus grande consternation à Gènes; et si les patriciens qui avaient fomenté l'insurrection, avaient su la diriger, nul doute qu'ils ne se fussent rendus maîtres de la ville; mais personne n'ayant poussé la multitude plus avant, elle ouvrit l'oreille aux propositions que lui fit le gouvernement provisoire, par l'intermédiaire de l'archevêque. D'abord, elle demanda que l'exercice de la religion catholique; mais, à mesure qu'elle s'aperçut de la faiblesse du gouvernement, elle devint plus exigeante; et, après vingt-quatre heures de pourparlers, elle insista sur le rétablissement de l'ancienne constitution. Dès lors, les conférences furent rompues, et la force dut en décider.

Dans l'intervalle, Duphot, qui avait rassemblé environ 2,500 hommes de troupes régulières, s'était rendu maître de plusieurs points de la côte. Une partie des habitants de la rivière du Ponant, partisans du nouvel ordre de choses, étaient accourus au secours des Génois; et le danger de subir le sort d'une ville prise d'assaut, réveillant les patriotes les plus tièdes, la garde nationale fournit 3 à 4,000 hommes qui, de concert avec les troupes de ligne sous la conduite de Duphot et de plusieurs autres officiers français, assaillirent les positions des insurgés, et les en chassèrent après un combat vigoureux, dans la matinée du 6.

Pendant que ceci se passait sous les murs de Gènes, les habitants de Sarzano furent maintenus dans l'obéissance par le député Marc Federici. Ceux de Fontana-Buona s'étaient portés sur Chiavari, et se disposaient à venir renforcer les insurgés de la

Polcevera au nombre de 3 à 4,000 : mais la nouvelle de la défaite de ces derniers refroidit leur enthousiasme, et ils se retirèrent dans leurs foyers. A la vérité, ils reprirent les armes quelques jours après, aux instigations des Durazzo, des Pallavicini, des Spinola et des Doria; mais le général Duphot ayant reçu quelques renforts de Tortone, dispersa les rebelles, en faisant parcourir le pays à des colonnes mobiles, qui prirent des otages parmi la noblesse, et livrèrent leurs prisonniers à une commission militaire.

Cet effort de l'oligarchie expirante fut le dernier. Le nouveau gouvernement génois fut installé : et le ministre Faypoult, en entretenant adroitement l'équilibre entre les intrigues de l'aristocratie et l'exaltation des démocrates, maintint pendant plus de six mois, une tranquillité qu'il était bien difficile d'espérer après un tel bouleversement.

Il n'en fut pas tout à fait de même dans les États de Venise, où plusieurs insurrections éclatèrent encore, particulièrement dans l'arrondissement de Settecammuni et de Luziara, où le général Belliard fut à combattre et à sévir contre de nombreuses troupes de paysans. La capitale même s'agitait, et un complot, ourdi par Spada, tendait à y exciter un soulèvement.

Tandis que ces choses se passaient dans l'intérieur de l'Italie, les négociations de Montebello, transférées à la fin de juin à Udine, se traînaient avec une lenteur désespérante. Le retour de M. de Merfeldt avait changé toutes les bases de la convention du 24 mai. L'Autriche persistait à vouloir deux congrès pour les affaires générales et la paix de l'Empire; elle se plaignait aussi des révolutions démocratiques de Venise et de Gènes, faites postérieurement aux préliminaires.

Le cabinet de Vienne, informé des trames ourdies en France par le parti royaliste pour s'emparer de l'autorité, sentit l'avantage qu'il pouvait en retirer en gagnant du temps. Si ce parti triomphait, il était probable qu'il serait plus coulant avec ses anciens alliés; sa chute, au contraire, devait renouveler, selon toute apparence, la guerre civile en France, et fournir l'occasion de reprendre la Lombardie : qui sait même si l'on ne songea pas à reprendre Milan, après s'être fait céder Venise? En attendant, s'il faut s'en rapporter à l'interpré-

tation donnée par un directeur, Thugut, jaloux de connaître les vues de ses adversaires, proposa de régler, par des conventions secrètes, le sort de l'Italie et de l'Allemagne. Le Directoire, ne s'apercevant pas du but de cette insinuation, développa ses prétentions sans finesse. En vain Carnot et Barthélemy auraient voulu qu'on ne s'écartât pas, dans le traité définitif, des bases des préliminaires : leurs représentations furent inutiles; il fallut plier sous la majorité. Toutefois, Carnot trouva dans l'ambition de ses collègues l'occasion d'appuyer un projet, dont on trouve la première trace dans la correspondance de Bonaparte, et qui aurait pu faire passer une partie du commerce de l'Amérique entre les mains de la république. Le général en chef ayant assuré que Peschiera et Pizzighetone formeraient à peu de frais des boulevards suffisants pour la république cisalpine et balanceraient Mantoue, ce directeur proposa de renoncer à cette place, et de donner la Romagne au duc de Parme, en échange de la Louisiane et de la Floride que Charles IV aurait volontiers cédées à la France, pour procurer un établissement solide à l'infant-duc. Cette heureuse idée méritait d'être appréciée : elle eût intéressé le roi d'Espagne aux affaires d'Italie; et la république y eût gagné des positions militaires excellentes dans le golfe du Mexique. Mais, différentes causes et surtout l'obstination que mit la majorité du Directoire à conserver Mantoue, firent échouer cette négociation avant qu'elle eût été sérieusement entamée.

Les mois de juillet et d'août se passèrent en échange de notes insignifiantes entre Clarke et Gallo. Le général en chef s'était rendu à Milan, en attendant qu'il plût aux ministres autrichiens de s'expliquer catégoriquement. Enfin, l'Empereur consentit à entamer des négociations séparées à Udine, mais il persista dans la limite de l'Oglio, et le maintien des stipulations de Leoben, se réservant de recourir à un congrès, si l'on ne tombait pas d'accord dans ces conférences particulières. Ces propositions démontraient par trop évidemment qu'il ne voulait que gagner du temps. Cependant, Bonaparte rejoignit Clarke à Passeriano, près d'Udine, où le général Merfeldt, le duc de Gallo et le baron de Degelman traitèrent de leur côté au nom de l'Empereur.

Sur ces entrefaites, Talleyrand ayant remplacé Charles Delacroix, signala son entrée au ministère en adressant de nouvelles instructions aux négociateurs français, qui, tout en affectant de s'en tenir aux bases de Leoben, cherchaient à rejeter les prétentions de l'Autriche loin de l'Italie, afin de les reporter en Allemagne; combinaison assez sage, qui eût sauvé Venise et garanti la république lombarde d'un voisinage dangereux (1); ce système semblait d'autant plus convenable, que le roi de Prusse, par une déclaration solennelle, datée de Pymont, venait de consentir au principe des sécularisations. Mais dans le cas où ce changement n'eût pas été admis, on recommandait d'insister pour obtenir Mantoue, comme boulevard nécessaire à la sûreté de la république naissante.

Les plénipotentiaires français réclamèrent donc la Belgique, les provinces de l'Empire sur la rive gauche du Rhin, et la Lombardie y compris Mantoue. Ils offrirent en compensation les provinces vénitiennes sur la rive gauche de l'Adige, outre les deux évêchés de Passau et Saltzbourg.

Alors, le cabinet autrichien, loin de se contenter des indemnités promises à Leoben, demanda de son côté, non-seulement tous les États de terre ferme de Venise, mais aussi les îles Ioniennes et les trois légations, affectant de renoncer à toute indemnité en Allemagne.

Ces prétentions rendirent le Directoire plus exigeant à son tour. Il déclara que l'Isonzo formerait les limites de la république cisalpine et des États héréditaires de l'Empereur; ce qui eût restreint les indemnités de ce dernier à l'Istrie et à la Dalmatie, en lui laissant néanmoins la faculté de chercher d'autres compensations en Allemagne. Dans ce contre-projet, la France se réservait les îles de Corfou, Céphalonie, Zante, Cérigo, Tine, etc., ainsi que Butrinto, Preveza, Larta et Vonizza, qui dépendaient de l'Albanie vénitienne.

Ainsi l'on n'avait jamais été plus loin de s'entendre, et comme l'observe le profond historien qui nous a retracé la chute de Venise: « Plus d'une fois dans le cours de ces négociations, les deux partis semblèrent avoir oublié leurs inimitiés,

(1) Voyez Pièces justificatives du livre XII.

» pour ne s'occuper que d'un objet, celui d'arranger leurs différends aux dépens d'autrui. Les abandons de territoires étrangers étaient proposés sans pudeur, acceptés sans remords: on traitait des provinces sur lesquelles on n'avait aucun droit; et la discussion se réduisait à des calculs de statistique. C'était l'importance des acquisitions qu'on examinait, et non pas leur légitimité. »

Malgré cette facilité à prendre et à donner, le Directoire exigeait beaucoup pour soi, tout en prétendant mettre un frein à l'ambition des autres: et jamais on n'avait paru plus près d'une rupture; car le Directoire, loin de se désister de ses demandes, espéra obliger l'Autriche d'y souscrire, en lui offrant l'organisation des pays conquis. La république transpadane fut réunie à la république cisalpine, et celle-ci eut un gouvernement modelé sur celui de la république française: un directoire de cinq membres exerça le pouvoir exécutif, et deux conseils devinrent dépositaires du pouvoir législatif. L'état militaire, fixé à 20,000 hommes, fut d'abord porté à 12,000, sur lesquels 6 à 8,000 entrèrent immédiatement en ligne. Ces mesures auxquelles les directeurs français attachaient tant d'importance, n'auraient cependant point atteint leur objet, si, d'un côté, Bonaparte, piqué de ne voir pas tous les secrets de la majorité du Directoire, n'avait négocié avec froideur, en attendant l'acceptation de la démission qu'il avait offerte, et que, de l'autre, la journée du 18 fructidor, trompant les espérances du baron de Thugut, ne l'eût averti du danger d'une rupture.

Le cabinet de Saint-James, dans l'incertitude de ce qu'il pouvait espérer de celui de Vienne, se décida à envoyer de nouveau Malmesbury en France, pour y renouer des négociations. Il n'y fallait pas moins pour arracher l'Angleterre au péril qui la menaçait. Tout, dans ce moment, semblait conjurer sa perte: la Russie renonçait à prendre une part active à la guerre; l'Autriche allait conclure sa paix séparée; la banque suspendait ses paiements; les flottes anglaises s'insurgeaient, et Bonaparte causait autant d'effroi à la nouvelle Carthage, que Scipion à l'ancienne. Plus ébranlé, jugea enfin qu'il était temps de traiter avec la France. Malgré le caractère d'animosité

qu'avait pris la guerre, il ne lui parut point si difficile de poser les bases d'une négociation. L'Angleterre, en rendant la moitié des colonies qu'elle avait conquises sur la France et ses alliés, donnait une preuve de modération, et conservait encore assez d'ascendant pour ressaisir à la première occasion la suprématie à laquelle elle aspirait. De son côté, le Directoire, s'il était raisonnable, devait s'estimer heureux de sauver l'édifice colonial qui menaçait ruine, et d'obtenir le temps de se créer une marine. En conséquence, le ministre de Georges III se décida à demander de nouveaux passe-ports pour lord Malmesbury; et, après les formalités d'usage, ce rusé négociateur arriva en effet à Lille, le 4 juillet; le Directoire nomma, pour conférer avec lui, l'ex-directeur Letourneur, Maret et Pleville-Lepeley.

La discussion s'engagea sous de meilleurs auspices que l'année précédente; car il n'y fut pas question des objets débattus avec si peu de succès, à Paris, par le ministre Charles Delacroix. Comme l'Angleterre aurait-elle pu, en effet, exiger la restitution de la Belgique, quand la république venait d'en obtenir la cession de la part de l'Empereur? Les propositions faites cette fois par le cabinet de Saint-James, étaient de nature à mériter le plus mûr examen. Affectant de ne traiter que les affaires des puissances maritimes, il ne fit nullement mention des conquêtes de la France: seulement, l'Angleterre réclamait, à titre de compensation, l'île de la Trinité récemment conquise sur les Espagnols et le poste important du cap de Bonne-Espérance. C'était beaucoup, sans doute; mais l'Angleterre restituait les deux tiers de ce qu'elle occupait par le droit de la guerre, et cet abandon prouvait de la modération.

La grande différence entre ces ouvertures et celles du mois de novembre précédent, résultait sans doute autant des revers qui venaient de forcer l'Autriche à une paix séparée, que des changements survenus dans les relations avec la Russie depuis l'avènement de Paul I^{er} au trône. Un seul article de ces propositions, le deuxième, présentait quelque chose de louche et de fallacieux, en rappelant les traités de Riswick, de Nimègue, d'Utrecht, d'Aix-la-Chapelle, de Versailles, et leur donnant pleine vigueur pour tout ce qui ne serait

pas positivement détruit dans le traité proposé. Cette clause, trop générale, était susceptible d'engendrer mille difficultés. Par exemple, la Belgique, cédée à l'Autriche en vertu du traité d'Utrecht, n'étant pas spécialement reconnue à la France par l'Angleterre, celle-ci pouvait lui en contester un jour la possession. Il eût été plus naturel de stipuler clairement les articles de ces anciens traités dont on entendait maintenir la valeur; pure formalité de rédaction, si les deux parties eussent été de bonne foi.

Le Directoire prolongea durant tout le mois d'août d'inutiles débats, sous prétexte de consulter l'Espagne et la Hollande relativement aux cessions demandées. Rewbell, qu'aucun scrupule ne retenait, quand il était question de vexer ses alliés, en affecta beaucoup, lorsqu'il disputa, en leur nom, des établissements dont il projetait de les dépouiller. Carnot voulait qu'on exigeât de la cour de Madrid et de la république batave, des secours proportionnés aux chances auxquels on s'exposerait, en continuant la guerre uniquement dans leur intérêt. La demande fut faite pour la forme, quand de nouveaux incidents mirent un obstacle invincible à la paix maritime.

Dans ces entrefaites, le Portugal fit aussi quelques tentatives pour se rapprocher de la France. Soumis à l'influence anglaise, le cabinet de Lisbonne n'avait point profité des ouvertures que l'Espagne lui avait menagées par le traité de Bâle; et une sorte d'état hostile s'était prolongé jusqu'alors avec la république. Le prince de la Paix, cédant aux sollicitations du Directoire, fit approcher des troupes des frontières d'Estramadure pour le décider à la paix. Soit que le prince du Brésil redoutât de voir ses intérêts froissés par le rapprochement des deux puissances appelées à décider de son sort, soit qu'il voulût prévenir un plus grand mal en s'assurant des intentions du Directoire, il envoya à Paris le chevalier d'Aranjo. Ce ministre y signa, le 10 août, un traité, sur la sincérité duquel on n'a pas été fixé jusqu'à présent. Il cédait à la France une partie de la Guyane portugaise, et devait rendre le cabinet de Lisbonne au système de neutralité, en annulant les stipulations honteuses de celui de 1703. Nous verrons plus tard les obstacles qui s'opposèrent à son exécution.

Pendant que ces opérations diplomatiques tenaient les esprits dans une pénible incertitude, les affaires intérieures de la France se rembrunissaient de plus en plus; mais, avant de jeter les yeux sur ce qui se passait à Paris, il importe, pour l'intelligence des faits, de rendre compte des événements maritimes qui appartiennent à cette période.

CHAPITRE LXXV.

Affaires maritimes et coloniales. — Plans de campagne des puissances belligérantes. — Bataille navale de Saint-Vincent. — Insurrection des flottes de Plymouth et du Nôre. — Tentative de débarquement sur les côtes de Cornouailles. — État des Antilles. — Les Anglais enlèvent l'île de la Trinité aux Espagnols, mais échouent à Porto-Ricco et à Ténériffe. — Bataille navale de Camperduyn. — Affaires aux Indes orientales.

Les tristes résultats de l'expédition de Hoche ne firent qu'ajourner les projets du Directoire sur l'Irlande, et, tandis qu'on se réjouissait en Angleterre du désastre de l'escadre républicaine, l'infatigable Truguet s'occupait des moyens de remettre en mer une flotte plus formidable que la première. Son but était toujours le même : il voulait attaquer la puissance anglaise en Europe comme en Asie, et reconquérir pour les alliés de la république, les importants établissements que la guerre leur avait enlevés. La coopération assurée de l'Espagne et de la Hollande lui promettait de brillants succès; mais il avait besoin, pour frapper de grands coups, que les forces maritimes de l'une et l'autre de ces puissances vissent se réunir à l'escadre de Brest. Les négociations entamées dans cette vue eurent tout le succès désirable. On vit presque en même temps sortir une flotte considérable de Carthagène, et l'amiral Rynties rassembler une escadre hollandaise au Texel. L'Espagne surtout aurait pu mettre un poids décisif dans la balance, si l'organisation et la discipline du personnel de la marine eussent répondu au nombre de ses vaisseaux, et si l'or du Pérou et du Mexique leur eût procuré dans les chantiers une meilleure construction. Ces bâtiments de haut bord, objets de l'orgueil et de la prédilection des marins espagnols, étaient, pour la plupart, mauvais marcheurs, et demandaient,

pour être manœuvrés, des officiers plus habiles et plus brave que ceux qui les montaient.

Toutefois, la réunion de tant de moyens dans la Manche, eût menacé sérieusement l'Angleterre; l'Irlande ne tenait plus à elle que par un fil. Il n'avait pas un instant à perdre pour détourner le péril si imminent : l'amirauté donna l'ordre à l'amiral Duncan de surveiller le Texel; lord Boscawen alla bloquer la rade de Brest; Jervis fut chargé d'observer les mouvements de la flotte espagnole.

Ce dernier, après l'évacuation de la Corse, en octobre 1796, alla mouiller à l'embouchure du Tage, où il passa l'hiver dans l'incertitude de sa destination de l'armée de Brest, qu'on disait généralement être pour le Portugal. Mais informé des préparatifs qui se faisaient dans les ports de Cadix et de Carthagène, et craignant que les Espagnols ne lui échappassent, l'amiral anglais mit à la voile dans les premiers jours de février, et vint croiser sur les côtes sud-est du Portugal avec dix vaisseaux de ligne.

L'armée navale espagnole, forte de 27 vaisseaux et de 10 frégates, venait de quitter Carthagène. Don Joseph de Cordova qui la commandait, instruit de la faiblesse de son adversaire, crut facilement à la victoire; et, au lieu d'entrer à Cadix, dix, se dirigea droit vers le cap Saint-Vincent, où il espérait le rencontrer.

L'amiral Jervis, renforcé la veille par 5 vaisseaux que le contre-amiral Parker avait amenés d'Angleterre, lui épargna la moitié du chemin. Le 14 février, au matin, les deux escadres furent en présence à 8 milles environ du cap Saint-Vincent. Jervis forma aussitôt la sienne sur deux lignes, et s'avança à toutes voiles sur les Espagnols qui, prenant les plus simples précautions, naviguaient sans ordre. A l'approche du danger, ils tentèrent quelques manœuvres pour se réunir; mais Jervis ne leur en laissa pas le temps : il traversa leur flotte, et, ayant réussi à séparer 9 vaisseaux, il se jeta sur les plus voisins du centre qu'il écrasa de toutes ses forces, avant que le reste de l'escadre pût les secourir. Nelson, secondant avec une rare vaillance ces heureuses dispositions, se précipita au milieu des Espagnols, et s'engagea avec quatre

bâtimens bien supérieurs aux deux qu'il commandait. Parmi ceux-là se trouvait la *Sainte-Trinité*, de 136 canons, montée par l'amiral Cordova. Le commodore anglais, secondé par Collingwood et Trowbridge, fixa bientôt la victoire, en enlevant successivement à l'abordage les 2 vaisseaux qui seraient de plus près le sien. D'un autre côté, l'amiral étant du nombre de ceux que les Anglais avaient enveloppés, il n'y eut plus d'ordre, plus de signaux : et chaque capitaine, au lieu de se porter au feu, ne songea qu'à la sûreté du bâtiment qu'il commandait. Les Anglais s'emparèrent de 2 vaisseaux de 112 canons, un de 80, et un de 74. La *Trinité* faillit éprouver le même sort : elle avait déjà aboré le pavillon blanc ; mais elle échappa, parce que le capitaine du *Victory* prit cette lâcheté pour une ruse de guerre, et ne l'envoya pas assiéger.

Les dix-huit vaisseaux qui n'avaient pas été engagés, auraient pu changer la face de l'affaire : mais l'énergie manquait aux capitaines espagnols : réunis en conseil de guerre, tous, à l'exception de deux braves, opinèrent pour la retraite, qui s'effectua aussitôt dans le port de Cadix. Les Anglais n'eurent sur toute leur flotte que 350 hommes hors de combat, dont le quart de l'équipage de Nelson.

La perte seule des quatre vaisseaux capturés fut de 200 tués ou blessés. Parmi les morts se trouva le chef d'escadre, don Francisco Vanthuysen, marin distingué dans la guerre d'Amérique.

Les Anglais remportèrent cette victoire, comme celle d'uessant, pour avoir percé la ligne ennemie ; car, nous le répétons, le premier talent d'un général est de paralyser une partie des forces de son adversaire, pour tomber avec toutes les sien- nes sur le point qui lui offre de plus grandes chances de succès. Jervis triompha par l'application du principe qui guida Bonaparte à Montenotte et à Castiglione ; sur mer comme sur terre, les

mêmes résultats sont produits par les mêmes causes.

La victoire du cap Saint-Vincent délivra le gouvernement de toute inquiétude du côté de l'Espagne : aussi, répandit-il sa munificence sur tous les officiers qui avaient contribué à lui procurer ce triomphe. L'amiral Jervis reçut le titre de comte de Saint-Vincent ; l'intrépide Nelson fut récompensé par l'étoile de l'ordre du Bain, et le grade de contre-amiral (1).

Après ce honteux échec, l'escadre espagnole n'osa plus sortir de Cadix, où bientôt ses équipages furent dévorés par les maladies. Pour porter un dernier coup au commerce de l'Espagne, Nelson reçut ordre de s'établir avec cinq vaisseaux de ligne auprès de Rota, à l'entrée du golfe de Cadix, qu'il tint étroitement bloqué depuis le 2 avril, en vue de toute la flotte, et il poussa l'audace jusqu'à écrire à l'amiral Cordova. « qu'à dater de ce jour, » il ne sortirait et n'entrerait aucun vaisseau à Cadix, sans sa permission, attendu qu'on devait considérer le golfe comme entièrement bloqué. »

Le découragement des Espagnols était si grand, qu'ils ne firent aucun mouvement pour tirer vengeance de cette insolente bravade.

Plus tard la chose devint difficile : Jervis, renforcé de cinq à six vaisseaux de premier rang et d'un nombre proportionné de frégates, menaçait même de reprendre l'empire de la Méditerranée, nonobstant l'évacuation déjà ordonnée de Porto-Ferraio et de l'île d'Elbe.

En vain, le cabinet de Madrid envoya Massaredo pour réorganiser la grande flotte : les ressources s'épuisaient, le moral était affecté, et les Anglais mirent le comble à la terreur en faisant les apprêts du bombardement de Cadix, dès les premiers jours de juillet. Alors le danger réveilla un peu la marine espagnole : Massaredo fit avec activité et intelligence les dispositifs de défense. Une nombreuse flottille de canonnières fut opposée avec succès aux bombardes anglaises, et bien qu'elles parvinssent

Gènes ; mais ce fut principalement au combat de saint Vincent, qu'il établit sa réputation dans la marine. A un coup d'œil sûr, à une excellente théorie de la guerre, il joignait une présence d'esprit et un courage admirables. S'il n'avait terni sa gloire à Naples par des cruautés dégoûtantes, la postérité l'eût regardé comme un héros : elle ne lui accordera que le titre de grand capitaine.

(1) Horace Nelson, fils d'un ministre du Saint-Évan- gile du comté de Nordwich, âgé alors de 39 ans, s'était embarqué dès l'âge de 13 ans, malgré la faiblesse de sa complexion. Il avait acquis la réputation d'un vaillant soldat aux sièges de Bastia et de Calvi en Corse, où il perdit un œil. Il fut envoyé aux généraux Devins et Beaulieu pour concerter les opérations dans la rivière de

à jeter quelques projectiles jusque dans Cadix, elles furent enfin repoussées.

Tandis que la flotte du comte de Saint-Vincent maîtrisait ainsi la marine espagnole, lord Bridport et l'amiral Duncan surveillaient Brest et le Texel, où certains mouvements précurseurs faisaient appréhender d'un moment à l'autre de prochaines sorties. Mais quelque étroit que fût le blocus de Brest, il s'en échappait de temps à autre quelques bâtiments légers, dont l'apparition sur les côtes d'Irlande entretenait l'espoir des insurgés et les alarmes du gouvernement anglais. Le 22 février, deux frégates, la *Résistance* et la *Constance*, parurent dans la baie de Pembroke, et jetèrent sur la côte 12 à 1,300 hommes. Ce débarquement causa à Londres la plus vive sensation. On commença à ne plus regarder comme chimériques les projets de descente annoncés par le Directoire; et toutes les relations commerciales demeurèrent suspendues, jusqu'à ce qu'on apprît la faiblesse du corps mis à terre, et son dénûment absolu de munitions et d'artillerie.

Ce débarquement, composé de bandits et de quelques compagnies de troupes de ligne, n'était qu'un essai, fait à dessein d'attirer l'attention du ministère anglais vers un point sur lequel on n'avait aucun projet. On en eût bientôt la preuve; car les deux frégates, après avoir mis à terre les troupes qu'elles portaient, firent voile pour retourner à Brest. Malheureusement pour elles, deux bâtiments anglais supérieurs les rencontrèrent à l'entrée de la rade, et les capturèrent après un combat d'une demi-heure.

Cette tentative, malgré son issue, indiquait assez que la victoire de Jervis n'avait point tiré l'Angleterre de péril: elle en courait même de plus grands que ses adversaires ne pensaient; car l'amirauté, loin de pouvoir renforcer la croisière de Brest comme les circonstances l'exigeaient, en fut empêchée par des événements d'une nature toute particulière qui faillirent porter, sans le concours de la France, le coup le plus funeste à la puissance britannique.

L'élévation successive du prix des subsistances, avait obligé le parlement d'augmenter la solde des troupes de terre. Cette disposition dans laquelle la marine n'était pas comprise, causa sur tous les

vaisseaux un mécontentement général. Les révoltes commencèrent à s'échauffer, et l'insurrection éclata enfin, dans les premiers jours d'avril. Lord Bridport, qui commandait 16 vaisseaux de ligne dans la rade de Portsmouth, se disposait à mettre à la voile pour aller établir une croisière devant Brest, lorsque les équipages se révoltèrent, s'emparèrent des magasins, désarmèrent les troupes de la marine, et ne voulurent reconnaître l'autorité des officiers, que pour ce qui concernait les détails journaliers du service. Deux députés de chaque vaisseau se rendirent à bord du *Royal-Georges*; et, après s'être constitués en assemblée générale dans la chambre du conseil, ils signèrent une adresse au parlement pour lui demander une augmentation de paye: « Attendu, disaient-ils, que depuis le règne de Charles II, sous lequel les ordonnances de la marine avaient été rendues, toutes les choses nécessaires à la vie avaient augmenté d'un tiers. » Cette adresse fut suivie, le 18 avril, d'une seconde requête à l'amirauté, dans laquelle ils protestèrent de leur soumission aux lois et de leur fidélité au trône. Le *Romney*, vaisseau de 80 canons, fut chargé de ce message, et reçut l'injonction d'en rapporter aussitôt la réponse.

Le premier lord de l'amirauté, le comte Howe, fut envoyé à Portsmouth pour étouffer cette émeute. Il promit aux matelots une gratification d'un mois de solde: après s'être porté garant auprès d'eux, que le gouvernement ferait droit à leurs demandes, tout rentra dans l'ordre. Mais bientôt la sédition qu'on croyait apaisée, se réveilla avec plus de force quand les équipages s'aperçurent qu'aucune des promesses de lord Howe ne recevait d'exécution. Ils venaient d'être instruits que quatre vaisseaux mouillés à Plymouth, imitant leur exemple, avaient suspendu leurs officiers, et adressé au gouvernement une pétition semblable à la leur. Forts de cette coopération, ils s'insurgèrent de nouveau le 7 mai, au moment où lord Bridport donnait le signal de départ, et nommèrent des députés, qui devaient se réunir à bord du *London*. Le contre-amiral Colpoys qui commandait ce vaisseau, non seulement refusa de les recevoir, mais fit tirer sur les rebelles. Cet acte de fermeté rendit furieux les chefs de l'insurrection. Le *London*, entouré par le reste de l'escadre, fut obligé de se rendre après une

courte résistance : on le conduisit à Sainte-Hélène, où il fut question de traduire le contre-amiral devant un conseil de guerre composé de matelots. Cette violence imposa aux autres capitaines, qui laisserent arborer le pavillon insurrectionnel sans résistance.

Cependant le roi, inquiet de ces soulèvements, dépêcha, le 11 mai, lord Howe vers la flotte insurgée. Après avoir entendu de nouveau les griefs des matelots, il transigea avec eux. Les équipages des quatre vaisseaux qui étaient à Plymouth, obtinrent les mêmes conditions, et vinrent se joindre à la flotte principale, qui, forte de 21 vaisseaux de ligne, mit enfin à la voile, le 17 mai, pour aller former le blocus de Brest.

L'esprit d'insurrection s'était aussi manifesté à cette époque dans la flotte de l'amiral Duncan. A la vérité, sa fermeté imposa aux mutins, et il réussit à la conduire à sa croisière du Texel. Mais le succès avec lequel ces deux émeutes avaient été calmées, ne tira pas le ministère d'embarras ; car, presque au même moment, la flotte du Nôre, à l'embouchure de la Tamise, s'insurgea avec les symptômes les plus effrayants. Les prétentions de ses équipages surpassaient de beaucoup celles des matelots de Portsmouth. Un matelot du *Sandwich*, nommé Richard Parker, homme doué d'un grand courage et de beaucoup de moyens naturels, se mit à leur tête, sous le titre de *Président de la république flottante*, et forma sur-le-champ le blocus de l'embouchure de la Tamise, avec les vaisseaux qu'il commandait. Après avoir coupé ainsi toute communication entre Londres et le golfe de Nôre, il expédia un avis aux bâtiments de l'amiral Duncan, pour leur apprendre le mouvement qui venait de s'opérer, et les inviter à se joindre à lui ; ce qu'ils firent l'un après l'autre.

Quelle que fût la grandeur du péril, le ministère ne montra pas de faiblesse. Convaincu que l'insolence qu'il avait eue pour l'insurrection de l'escadre de Portsmouth, avait augmenté l'audace des factieux, il se prépara à les punir. Mais, avant d'en venir à des moyens extrêmes, il crut devoir prévenir la flotte du danger où la malveillance l'entraînait, et la somma de rentrer dans le devoir. Cette proclamation n'obtint aucun effet ; les matelots la tournèrent en ridicule, et redoublèrent

leurs préparatifs hostiles. Le gouvernement sentit qu'il n'y avait plus à balancer, et que les mesures énergiques pouvaient seules arrêter ce désordre. L'accès de la terre fut interdit aux équipages, et on ne laissa arriver aucunes provisions à l'escadre. Plus de cent pièces de canon de gros calibre furent mises en batterie tant sur les côtes de Gravesende et de Medway, qu'au fort de Tilbury. La ville de Sheerness, menacée par les rebelles, fut occupée par un corps de 4,000 hommes, sous les ordres du général Gray ; une chaîne de chaloupes canonnières ferma l'entrée du port ; et l'on fit construire des fourneaux à rougir les boulets, pour chauffer l'escadre insurgée.

Les premières nouvelles de cette révolte causèrent d'abord de vives alarmes dans Londres ; mais les mesures vigoureuses du gouvernement ramenèrent bientôt la confiance : tous les armateurs, marins et commerçants de cette grande cité jurèrent de ne point recevoir la loi de matelots révoltés. Le parlement, auquel un message royal donna connaissance de l'insurrection, le 2 juin, déploya la plus grande énergie : les membres de l'opposition furent les premiers à provoquer des mesures de rigueur. « Céderons-nous à des soldats indisciplinés, dit Shéridan ? Non, sans doute ; car un instant de faiblesse nous coûterait trois siècles de prospérités. » Un bill défendit d'entretenir aucune communication avec les équipages des vaisseaux révoltés, et déclara les marins rebelles, non-seulement privés de leur solde et gratification, mais aussi déchus des avantages de l'hôpital de Greenwich et de la caisse de Chatham, sans préjudice des peines plus graves qu'ils encouraient par la révolte.

Ces résolutions du parlement, loin de décourager les rebelles, portèrent leur exaltation au comble. Le 6 juin, l'escadre se forma devant le port de Sheerness sur une seule ligne, avec les vaisseaux les plus forts sur les ailes. Cependant, le lendemain, les principaux meneurs adressèrent une seconde pétition au roi, dans un style plus mesuré, dont ils exigeaient la réponse dans 54 heures. « Si au bout de ce délai, ajoutaient-ils, on n'accueillait pas notre réclamation, nous étoufferons la nation. » Les mutins n'obtinrent pas de cette démarche le succès qu'ils en espéraient : le

mission de l'officier qui en était chargé, aboutit à des pourparlers, dont le ministère profita pour semer sourdement la division parmi les équipages. Il y réussit si bien, que la mésintelligence éclata à bord même du *Sandwich*, et qu'il fut question de livrer au gouvernement les députés qui s'y trouvaient réunis.

Le 9 juin, au soir, deux vaisseaux coupèrent les câbles de leurs ancres, et abandonnèrent la flotte, qui fit sur eux un feu très-vif. Cet exemple fut suivi, quelques heures après, par un autre. Le 13, trois vaisseaux et deux frégates, renonçant encore à la cause des révoltés, furent se mettre sous la protection du canon de Sheerness, sans que le reste de la ligne fit le moindre effort pour les empêcher. Le lendemain, la défection de plusieurs autres bâtiments qui se retirèrent dans la rivière de Medway, réduisit à cinq le nombre des vaisseaux de ligne qui restaient au Nôre : finalement, le 15, ces derniers baissèrent le pavillon d'insurrection. Richard Parker, dont l'amirauté avait mis la tête à prix, fut saisi à bord du *Sandwich*, et condamné à mort avec douze des principaux chefs. Environ vingt autres matelots parvinrent à se soustraire au châtement qui les attendait, en gagnant le port de Calais. Ainsi finit cette crise, sans amener aucune catastrophe pour l'Angleterre.

Des gens qui ont voulu apercevoir dans tous les événements de ce siècle, des effets du système de propagande, ont prétendu que le Directoire ne fut pas étranger à ces insurrections ; d'autres se contentent de les présenter comme l'œuvre naturelle des dogmes démocratiques. Mais on est fondé à croire que les uns et les autres sont également dans l'erreur, et que ces soulèvements n'eurent d'autre cause qu'un mécontentement relatif à la solde. Il est même probable que le Directoire n'en fut instruit qu'après la sédition apaisée : car, avec quelques agents adroits, de l'argent et des promesses, il eût pu facilement attirer à lui des équipages qui devaient tout craindre de la sévérité des lois anglaises.

Il est au reste digne de remarque, qu'en moins d'une année, les deux gouvernements les plus puissants de l'Europe furent sur le point d'être frappés au cœur par les instruments mêmes de leurs triomphes : l'Angleterre par la révolte de

ses flottes, et la république française par l'insurrection de l'armée d'Italie.

Au reste, les ports de la Grande-Bretagne ne furent pas seuls témoins de pareilles scènes. Elles se renouvelèrent dans presque toutes les stations maritimes. Aux Indes orientales, l'équipage de l'*Hermione* massacra ses officiers, et fut se mettre sous la protection des Espagnols. Un vaisseau de la compagnie des Indes ayant apporté au cap de Bonne-Espérance la nouvelle de la révolte de la flotte du Nôre, celle de l'amiral Pringle manifesta l'intention de l'imiter ; et il fallut toute la vigueur de cet officier, pour la contenir dans l'obéissance.

Pendant que l'Angleterre échappait ainsi à de si grands dangers, Truguet et Hoche travaillaient de concert à lui porter des coups plus sûrs. Le premier poussait avec ardeur les réparations de la flotte de Brest, et l'autre, de son quartier général de Cologne, négociait avec les Hollandais afin d'obtenir les fonds dont le ministre avait besoin pour compléter son armement. Brûlants du désir de renverser la puissance colossale de l'Angleterre, ces deux généraux étaient parvenus à faire passer dans l'âme des directeurs une pensée du feu qui les animait. Les Irlandais-unis étaient en mesure de seconder une descente ; et, dès le mois de mai, ils avaient envoyé à Paris un certain Lewines, en qualité de plénipotentiaire de l'union. Mais alors le Directoire était occupé d'une affaire plus importante : méditant dans l'ombre la journée du 18 fructidor, il venait d'arrêter aux environs de Paris une division de l'armée de Sambre-et-Meuse, destinée pour l'armée d'Angleterre. Truguet étranger au complot, éclata en plaintes : le gouvernement qui le craignait, lui retira le portefeuille de la marine, pour le confier aux mains débiles de Pléville-le-Peley ; la mort de Hoche, qui suivit de près le 18 fructidor, plongea dans l'oubli un projet qui promettait de si beaux résultats. Afin de mieux persuader à la nation que le conseil des Cinq-Cents avait été le principal obstacle à la paix, le Directoire se hâta d'ordonner le désarmement de la flotte. Cette mesure impolitique fut trop bien exécutée, et tandis que l'escadre batave, parfaitement équipée et déjà chargée des troupes de débarquement, n'attendait plus que le signal du départ, on licenciait avec violence les

équipages de celle de Brest. Le Directoire poussa l'impéritie jusqu'à donner l'ordre de mettre en route, sous prétexte d'économie, une quantité considérable de frégates et de bâtiments de transport.

Le cabinet de Saint-James, certain de retirer des suites de ses ennemis, plus d'avantages que n'auraient pu lui en procurer ses flottes, tourna alors toute son attention vers la Hollande, l'unique puissance maritime capable désormais de lui donner quelques inquiétudes; des instructions plus pressantes furent envoyées en conséquence à l'amiral Duncan.

La flotte hollandaise n'avait été bloquée pendant toute la partie de l'été, que par le vaisseau qui lui servait d'officier, et deux frégates; les autres bâtiments avaient été rejoints, comme nous l'avons dit plus haut, les insurgés de la station du Nbre.

Mais Duncan ayant continué de faire ses signaux comme s'il avait toujours une escadre nombreuse sous ses ordres, l'amiral hollandais fut dupe de sa ruse, et ne profita point de cette circonstance pour s'approcher du port de Brest. Lorsque la sédition fut apaisée, Duncan réunit ses vaisseaux et reprit sa croisière; mais l'équinoxe l'ayant forcé de rentrer à Yarmouth pour s'y réparer, il chargea le capitaine Trollope d'éclairer les mouvements de l'en-

neemi. Quoique privés des conseils de Truguet, dont l'assendant dirigeait toutes leurs opérations maritimes, les Hollandais se montrèrent néanmoins jaloux de justifier le sacrifice que le Directoire affecta de faire à leur considération, lorsqu'il rompit les négociations de Lille. Espérant qu'un succès naval ranimerait le cabinet du Luxembourg, et l'engagerait à reprendre le projet qui avait été le principal but de l'alliance, ils ordonnèrent à l'amiral de Winter de débarquer ses troupes, et de sortir du Texel à la rencontre des Anglais. La flotte batave était forte de 13 vaisseaux de ligne, dont 4 de 74, et de 11 frégates, briks ou cutters, portant en tout 988 pièces de canon et 6,775 hommes.

L'amiral Duncan reçut, le 9 octobre, l'avis du mouvement des Hollandais: il se hâta de lever l'ancre, et fit voile avec une telle précipitation, qu'il laissa à terre beaucoup d'officiers et de ma-

telots. Son escadre était composée de 16 vaisseaux de ligne, deux frégates, une corvette, quatre cutters et un longre, portant ensemble 1,066 pièces de canon et 8,315 hommes d'équipage. Duncan, craignant que les Hollandais ne voulussent l'éviter, prit, dans la nuit du 10 au 11 octobre, une position telle qu'ils ne pouvaient rentrer dans le Texel sans combattre. Prévenu, à huit heures du matin, qu'ils étaient sous le vent, il fit aussitôt le signal de leur donner la chasse, et bientôt les deux escadres furent en présence. L'amiral anglais fit diminuer de voiles, pour avoir le temps de réunir ses vaisseaux, et ne tarda pas à découvrir les côtes de Hollande entre Camperduyn et Egmont, à environ neuf milles sous le vent de la flotte hollandaise.

L'amiral de Winter avait donné à ses capitaines l'ordre de se serrer le plus possible; mais la violence du vent contraria ses intentions. Comme ses vaisseaux, d'un échantillon inférieur, tiraient généralement moins d'eau que ceux des Anglais, il avait le dessein de s'approcher des côtes, où les bas-fonds, en gênant la manœuvre de l'ennemi, auraient fourni l'occasion de le combattre avec avantage. Mais Duncan devinant son adversaire, s'avança vent-arrière pour percer la ligne hollandaise et l'attaquer de manière à ce que chacun de ses vaisseaux abordât celui qui lui serait opposé, en se plaçant entre la terre et lui. Le vice-amiral Honslow, à la tête de la première division, rompit l'arrière-garde batave et engagea le combat. Le *Vénérable*, que montait l'amiral Duncan, perça le corps de bataille; et la seconde division attaqua l'avant-garde. L'engagement devint général; et des deux côtés l'on déploya la plus rare bravoure. De Winter, avec son vaisseau amiral, la *Liberté*, eut à soutenir le choc de trois bâtiments ennemis, et tomba sous le feu d'un quatrième, en voulant éviter l'*Hercule* sur lequel un incendie venait d'éclater. Malgré l'habileté de ses mouvements et la valeur de son équipage, il eut bientôt toutes ses manœuvres supérieures abattues, et ne put faire aucuns signaux. Loin de perdre courage, il tenta de se faire jour pour se jeter à la côte ou rejoindre le reste de son escadre; mais un cinquième vaisseau anglais acheva de l'accabler. Après une heure et demie d'un combat aussi inégal, il perdit tous ses mâts et fit eau de toutes parts. Quoique griève-

ment blessé, de Winter continua cependant sa belle résistance; et lorsqu'il amena son pavillon, il lui restait à peine six pièces en état de tirer, et les deux tiers de son équipage se trouvaient hors de combat. L'amiral anglais se bâta de l'envoyer prendre et de le conduire sur son bord, qui était tellement maltraité, que le jeu continuel des pompes pouvait seul le sauver d'un naufrage imminent.

Partout la fortune se déclara contre les Hollandais. Le *Vassenaer*, le *Harlem*, le *Delft*, le *Jupiter* et l'*Égalité* tombèrent au pouvoir de l'ennemi, ainsi que l'*Hercule*, qui, après avoir heureusement échappé à l'incendie en coupant ses mâts, fut entraîné en dérive au milieu des Anglais. La victoire de ceux-ci eût été plus complète, et la plupart des vaisseaux hollandais couraient risque d'être pris ou coulés à fond; mais la flotte de Duncan ne tirant plus que neuf brasses, et n'étant éloignée que de cinq milles de la côte, elle fut obligée de se retirer. Cette victoire coûta cher aux Anglais: presque tous leurs navires étaient désemparés; et un coup de vent les força de gagner les ports d'Angleterre. Les vaincus en profitèrent pour sauver leurs débris: le contre-amiral Storry se retira dans le Texel avec 13 bâtiments; le contre-amiral Bloys de Trélong rentra dans la Meuse avec quatre autres.

Cette bataille navale fut une des plus remarquables de la révolution. Quoique les Hollandais eussent plus de bâtiments, ils étaient réellement plus faibles en artillerie et en équipages. Ils se battirent avec une valeur qui rappela les plus beaux temps de leur république. De Winter s'y couvrit de gloire, et ajouta une nouvelle illustration au pavillon des Tromp et des Ruyter. Les Anglais rehaussèrent leur triomphe par les honneurs qu'ils lui rendirent: hommage d'autant plus mérité, que quelques voix contemporaines s'élevèrent pour affirmer qu'il eût été vainqueur, sans la conduite douteuse d'un de ses lieutenants.

Cette victoire mettant donc hors de combat l'escadre hollandaise, comme l'escadre espagnole l'avait été au printemps, le cabinet de Londres oublia l'espèce d'affront qu'on venait de lui faire par le renvoi de Malmesbury, et la rupture des négociations de Lille. Il fut bientôt tout à fait rassuré sur les entreprises ultérieures du gouvernement fran-

çais; car il n'était guère probable que la flotte anglaise parût seule dans l'Océan. Le ministère témoigna sa reconnaissance à l'amiral Duncan, et lui accordant le titre de vicomte de Camperdown. Outre cette récompense honorifique, il reçut soixante mille livres sterling pour sa part des prises faites sur les Hollandais.

Les malheurs de l'Espagne et de la Hollande jaillissaient sur la France; et c'était en vain qu'elle prétendait relever sa marine au moyen des débris de celle de Venise. Le traité de Campo-Formio, en lui livrant, comme nous allons le voir, les îles du Levant, 9 vaisseaux de ligne, 12 frégates, autant de corvettes et quelques galères, n'apporta qu'une faible compensation à ce qu'elle venait de perdre en une seule campagne. En effet, la plupart de ces bâtiments étaient encore sur les chantiers: il fallait d'énormes dépenses pour achever leur gréement et leur armement; et l'on n'était point sûr de les ramener de Venise ou de Corfou, pour que le pavillon anglais dominait de nouveau dans la Méditerranée.

Le Directoire dut alors faire d'amères réflexions sur les variations de sa politique; et la noblesse des Hollandais lui montra de quelle utilité leur présence eût été de pareils auxiliaires. Poussé par le génie entreprenant de Bonaparte, il recommença il est vrai, ses préparatifs maritimes; mais l'expédition fut perdue sans retour. Ses nouveaux efforts ne servirent qu'à lui démontrer l'absurdité de sa conduite antérieure: il fallut racheter à grands frais les bâtiments abandonnés à la cupidité des agioteurs; et l'on put à peine réunir une faible partie de ces équipages, que, trois mois auparavant, l'on avait licenciés violemment, sans leur payer la totalité des sommes qui leur étaient dues. Découragés par la mauvaise foi du gouvernement, la plupart de ces marins refusèrent de répondre à son appel, et prirent parti dans la marine française, ou restèrent obstinément dans leurs foyers chers. Après avoir détaillé les événements militaires qui eurent lieu en Europe, portons maintenant nos regards sur ce qui se passait dans les autres parties du monde.

A Saint-Domingue, un seul fait militaire remarquable signala cette année: le général Desfours, secondé par le colonel du génie Vincent,

parvint à détruire le poste des Vallières, d'où les Anglais fomentaient ce qu'ils nommaient la Vendée de Saint-Domingue. A cette époque Toussaint développa ses vues ambitieuses; et le renvoi pressé de Santonax et de Lavaux, comme membres du conseil des Cinq-Cents, fut accompagné de circonstances qui durent ouvrir les yeux à la métropole, sur le mépris qu'on affectait pour son autorité dans ces contrées. Les Anglais voyaient le jour en jour leur influence se restreindre dans l'ouest et le Sud, où l'imprudente incorporation des nègres noirs de l'infâme Lapointe avec les solitaires de Praloto et les blancs orgueilleux que l'ambition égarait, causa un mécontentement général. Une douzaine de bataillons, amalgame de Français renégats, de noirs et de soldats britanniques, abimés par les fièvres, défendaient encore le môle Saint-Nicolas et le Port-au-France, tremblants d'y être bientôt forcés par les redoutables moyens dont Toussaint et Rigaud disposaient alors.

Les armes britanniques furent plus heureuses dans les autres parages du golfe mexicain. Le 12 février, une escadre de 5 vaisseaux de ligne, et autant de frégates et d'un grand nombre de transports, mit à la voile de la Martinique, sous les ordres de l'amiral Harvey, et parut, le 16, devant l'île de la Trinité, l'une des Antilles, aussi intéressante par sa fertilité que par sa situation à l'entrée du golfe. Les Espagnols avaient dans ses ports 7 vaisseaux et une frégate; mais le *Damas*, tombé au pouvoir de l'ennemi, ils se hâtèrent d'incendier les autres bâtiments. L'île ne fit qu'une faible résistance: le 18, sa garnison composée de 600 hommes, et 1,700 marins des vaisseaux brûlés, se rendit prisonnière de guerre, et fut conduite à la Martinique.

Un succès aussi prompt et si peu espéré, déterminait les Anglais à de nouvelles entreprises contre les colonies espagnoles. Leur première attaque fut dirigée contre Porto-Ricco, la dernière des grandes Antilles. L'amiral anglais appareilla, le 8 avril, avec un corps de troupes commandé par le général Abercromby, et arriva, le 17, en face de Porto-Ricco, où, le jour suivant, il débarqua 3,000 hommes. Cette ville est située au nord de l'île qui porte son nom, dans une presqu'île qui ne tient à la

terre que par une langue très-étroite: un château ferme ce passage, et défend en même temps l'entrée de la baie. Les Espagnols avaient, en outre, construit deux redoutes dans l'isthme, et placé des chaloupes canonnières pour en éloigner l'ennemi. Les Anglais, attaquant du côté de l'ouest, furent contraints, pour s'approcher de la ville, de cheminer le long de l'isthme. Ils cherchèrent vainement à s'ouvrir un passage: les Espagnols repoussèrent toutes leurs tentatives; et, soutenus par le feu meurtrier des forts et des chaloupes, les forcèrent de renoncer à leur entreprise. Abercromby, moins heureux que le célèbre Anson, se borna alors à bombarder la ville du côté du sud; mais voyant enfin que ses bombes ne produisaient aucun effet à cause du grand éloignement, il se rembarqua, le 30 avril, avec ses troupes, non sans avoir perdu quelques centaines d'hommes, tués, blessés ou prisonniers.

Une expédition tentée par le contre-amiral Nelson, dans le mois de juillet, contre l'île de Ténériche, n'eut pas un succès plus heureux. Dès le 28 mai, la frégate anglaise, la *Minerve*, s'était emparée, dans les eaux de Santa-Cruz, de la frégate française, la *Mutine*, qui cinglait vers l'île de France. Cette prise, faite au moment où la plus grande partie de l'équipage du bâtiment capturé était à terre, enhardit les Anglais, et leur fit croire qu'ils n'éprouveraient pas grandes difficultés à se rendre maîtres de Santa-Cruz. Ces dispositions se fortifièrent encore lorsque l'amiral Jervis apprit qu'un vaisseau des Philippines, richement chargé, venait d'entrer dans le port de cette ville. L'expédition fut bientôt résolue. Nelson mit à la voile, le 13 juillet, avec une escadre de 4 vaisseaux de ligne, 3 frégates et un cutter, et alla jeter l'ancre à quelques milles nord de Santa-Cruz. Les Espagnols n'avaient alors qu'environ 2,000 hommes de milice mal armés, 300 hommes du bataillon des îles Canaries, et 150 de l'équipage de la *Mutine* et d'un autre navire français. Ces derniers s'étant offerts à contribuer à la défense de l'île, on leur confia la garde des forts de San-Miguel et de Passo-Alto, qui flanquent le môle de Santa-Cruz.

La première attaque des Anglais eut lieu le 22, et fut dirigée contre ces points. Pendant que Nelson, avec ses vaisseaux, les canonnait vigoureuse-

ment pour attirer leur attention sur lui, les trois frégates débarquèrent les troupes, qui se portèrent sur les hauteurs pour tenter l'escalade. Mais les républicains les reçurent avec un feu si vif de mitraille et de mousqueterie, que leur attaque échoua, et qu'elles furent contraintes de se rembarquer, après avoir perdu quelques hommes.

Au lieu de renoncer à une entreprise qui n'offrait plus de chances de succès, puisque les Espagnols étaient sur leurs gardes, Nelson renouvela une tentative avec toutes ses forces. Le 24 juillet au soir, le cutter le *Fox*, et toutes les embarcations de l'escadre portant environ 1,100 hommes, reçurent ordre de se tenir prêts. Le projet du contre-amiral était d'éviter les forts, et de s'emparer du môle, d'où il se dirigerait sur la grande place qui est à l'entrée de la ville. Il s'était muni d'échelles pour escalader les forts, lorsqu'il serait maître de Santa-Cruz. A onze heures, la flottille anglaise se mit en mouvement, et arriva, avant deux heures du matin, auprès du môle. L'obscurité de la nuit avait jusqu'alors dérobé sa marche aux Espagnols; mais au moment où les Anglais se disposaient à débarquer malgré le feu de 40 pièces de canon, une forte rafale dispersa les canots, et en brisa plusieurs à la côte. Quelques-uns, au nombre desquels se trouvait celui de Nelson, parvinrent cependant à gagner le môle, et à s'en emparer; mais les Espagnols s'étant ralliés sous la protection de leur artillerie, chargèrent à leur tour les Anglais, et les rejetèrent en désordre sur leurs embarcations. Des 250 hommes qui avaient pénétré sur le môle, peu se retirèrent sains et saufs. L'amiral Nelson qui dirigeait cette attaque, eut le bras droit emporté d'un boulet de canon. Dans le même moment, un boulet atteignit le cutter au-dessous de la flottaison, et le coula à fond; il ne se sauva qu'une partie de son équipage.

Cependant la division de la flottille commandée par le capitaine Trowbridge, après avoir manqué le môle dans l'obscurité de la nuit, parvint à débarquer au sud des forts; mais à peine avait-elle mis à terre 350 hommes, que la violence du vent la submergea entièrement. Privé de tout moyen de retraite, Trowbridge se dirigea sur-le-champ sur la grande place dans l'espoir d'y rencontrer Nelson, et prit poste dans l'église de Saint-Dominique.

A quatre heures du matin, ne recevant aucune nouvelle du reste de l'expédition, il se déterminait à tenter un dernier effort pour s'emparer de la citadelle; mais les Espagnols avaient barricadé les rues, et placé partout des troupes et du canon. Lorsque les Anglais voulurent sortir de l'église, ils furent attaqués à la baïonnette par les Français et rejetés dans leurs positions. Dénués de vivres et de munitions, sans espoir d'être secourus, ils n'avaient que l'alternative de mourir les armes à la main, ou de se rendre à discrétion. L'intrepréhensible et la présence d'esprit de leur commandant les tirèrent de ce mauvais pas: il proposa au gouverneur espagnol de se rembarquer avec ses soldats, sous condition que l'escadre n'entreprendrait plus rien contre Santa-Cruz; menaçant, en cas de refus, d'incendier la ville. Le général Guitiriz, intimidé par la faiblesse de signer cette capitulation: d'une sorte, qu'au lieu de mettre bas les armes, les Anglais furent transportés à bord de leur escadre sur des bâtiments espagnols. Cette entreprise, exécutée avec trop peu de moyens, coûta 400 millions à l'Angleterre.

Une expédition, dirigée contre Manille, par une compagnie des Indes, sortit de Madras dans le mois d'août. Mais une tempête violente dispersa l'escadre anglaise, et l'obligea de rentrer dans le désarmement.

Une division française, composée de frégates seulement et commandée par le contre-amiral Saucy, qui croisait aux environs de l'île de France, fit des prises considérables sur le commerce anglais, et eut le bonheur d'échapper à toutes les poursuites des escadres ennemies. Son chef, malheureux, accusé par les agents du Directoire de trahison, la colonie venait de rejeter de son sein, fut destitué pour n'avoir pas voulu déployer la force contre l'administration qui s'opposait au régime de Santonax.

Sur le continent indien, un orage se forma contre la compagnie anglaise, dont Tippu-Saïb, Scindiah et Zeman-Schah conspiraient la ruine. Nous n'entrerons point ici dans des détails qui nous forceraient à reprendre les choses de très-loin, et dont la place est naturellement assignée au chapitre où nous traiterons de l'expédition d'Égypte. Il est temps de reprendre le fil des événements.

ciations entamées à Udine; nous jetterons ensuite un coup d'œil sur celles de Lille, et sur les événements de l'intérieur, qui remettaient chaque jour l'existence de la république en problème, malgré la valeur de ses légions et les talents des généraux qui les guidaient.

CHAPITRE LXXVI.

Maires de l'intérieur. — Lutte du Directoire contre le corps législatif. — Journée du 18 fructidor et ses suites. — Rupture des négociations avec l'Angleterre. — Traité de Campo-Formio avec l'Autriche. — Influence de ce traité sur les affaires politiques. — Tronçage du Piémont et de la Valteline. — Rupture avec le Portugal. — Formation de l'armée d'Angleterre.

Les victoires des armées de la république, en imposant l'Autriche à la paix, n'imposèrent point silence aux factions. La constitution de l'an III avait laissé tant d'obscurité sur la division des pouvoirs, que chacun d'eux, par une tendance irrésistible, cherchait à empiéter sur les attributions de l'autre. Le renouvellement annuel par tiers du corps législatif, mettait en mouvement tant de passions et d'intérêts opposés, que l'époque des élections semblait devoir être marquée par une secousse au profit de la faction dominante.

Le Directoire, entouré de la confiance des armées, appréciant toute l'étendue de ses moyens, et souffrant impatiemment le frein que le corps législatif opposait à son pouvoir, épiait l'occasion de se débarrasser de cette tutelle incommode.

Il n'y avait rien là que de naturel; car, mettant même l'ambition personnelle des gouvernants à part; il faut convenir que le pouvoir exécutif, placé par la nature de ses attributions à la tête des intérêts nationaux, et connaissant par une expérience journalière, les besoins des différentes branches du service public, tend sans cesse à influencer les lois dont il tire toute sa force, ou qui peuvent le gêner dans la direction du timon de l'État.

Les deux conseils s'appuyaient sur l'opinion publique, qui déjà s'était fortement prononcée. Le régime révolutionnaire, encore appesanti sur la France, rappelait au peuple ses anciennes institu-

tions : les mots magiques de liberté et de gloire ne suffisaient plus pour fasciner les yeux, que les massacres et les proscriptions avaient dessillés. Un malaise général faisait sentir le besoin de repos : aussi, le désir de la paix, énergiquement exprimé par le corps législatif, lui concilia-t-il la faveur populaire.

Cette paix, réclamée à grands cris par le peuple français, les meneurs du Directoire la craignaient comme l'époque probable du terme de leur autorité. La gloire et les succès brillants des généraux les inquiétaient : ils redoutaient les comparaisons, et surtout l'ambition d'hommes énergiques, accoutumés à commander aux troupes, et peu disposés à se dessaisir de leur pouvoir. Ces dispositions percèrent dans un message adressé aux conseils sur la situation des finances de la république. La réfutation qu'en fit Barbé-Marbois, et le rapport de Pastoret sur l'état des relations avec les puissances étrangères, dévoilèrent les intentions secrètes des directeurs. L'impression produite par ces deux discours fut telle, qu'on chargea sur-le-champ une commission de présenter un projet de loi pour limiter les droits du Directoire sur la paix et la guerre.

Ces rapports pleins d'aigreur, mirent les deux pouvoirs en état d'hostilité. Leurs partisans prévoyant une lutte prochaine, commencèrent à sermer leurs rangs, et formèrent deux clubs distincts, connus sous les noms de Clichy et de Salm. Un observateur impartial aurait eu de la peine à déterminer les motifs de leur opposition, en ne considérant que les éléments qui les composaient : des deux côtés on trouvait des hommes probes, que l'intérêt public, selon leur manière de l'envisager, ralliait au corps législatif ou au Directoire; les meneurs seuls avaient d'autres intentions. Le général Pichegru, nommé au conseil des Cinq-Cents par son département, était un des coryphées du premier.

Depuis le châtement des complices de Babœuf, les royalistes avaient repris courage. A l'approche des élections de l'an V, ils manœuvrèrent avec tant d'adresse, qu'ils influencèrent presque tous les choix : ils n'échouèrent que dans un petit nombre de départements, où les démagogues, au contraire, parvinrent à faire élire les anciens partisans de la Montagne. L'entrée de ce second tiers

au corps législatif procura aux premiers une majorité qui leur eût assuré la victoire, s'ils avaient mis plus de prudence dans le choix de leurs moyens; mais ils ne dissimulèrent pas assez leurs vues, et, fiers de leur supériorité, ils voulurent tout emporter d'emblée.

L'ouverture de la session fut signalée par des actes qui prouvèrent au Directoire tout ce qu'il avait à redouter. Barrère, ce fougueux orateur du comité de salut public, condamné à la déportation, avait été réélu par le département des Basses-Pyrénées. La question d'indignité fut élevée contre lui, et résolue affirmativement par une grande majorité. Jusque-là le mal n'était pas grand; mais le décret qui maintint son bannissement, rappela dans l'assemblée tous les députés qui en avaient été exclus par la loi du 3 brumaire.

Cette mesure, en jetant dans les conseils des hommes de parti, les mit tous deux dans la dépendance des meneurs du club de Clichy qui, sous les apparences de la justice et de la modération, travaillaient sourdement à organiser la contre-révolution.

D'abord, ils commencèrent par susciter des ennemis au Directoire; et la chose fut d'autant plus facile, que, formé de cinq membres de la convention, leur conduite aux diverses phases de la révolution, donnait prise à la critique. L'immoralité de Barras, l'avarice et la rudesse de Rewbell, l'indolence de La Réveillère, l'inflexibilité de Carnot la facilité de Barthélemy, furent tour à tour l'objet de leurs sarcasmes et de leurs reproches. Bien plus, ils surent ressusciter des préventions et des haines parmi les directeurs, en mettant adroitement aux prises l'amour-propre de chacun d'eux.

Il eût fallu être aveugle pour ne point voir l'orage. Le Directoire avisa longtemps aux moyens de le détourner. Les avis étaient partagés. Carnot et Barthélemy, successeur de Letourneur, répugnaient à toutes les mesures inconstitutionnelles. Leurs collègues, moins scrupuleux, formèrent alors une espèce de triumvirat déterminé à tout pour se débarrasser de ceux qui leur disputaient l'autorité.

De bons esprits des conseils qui voyaient dans cette opposition le germe de nouvelles dissensions, séparèrent leur cause de celle du club de Clichy, et négocièrent auprès du Directoire le renvoi de

plusieurs ministres, contre lesquels la tribune avait retenti de dénonciations fondées; mais cette négociation, qui devait être le gage présumable de la réconciliation des deux pouvoirs, échoua par l'intrigue de la sirène de Legendre, qui tenait alors Barras dans ses filets. Ce directeur, dont la voix était indispensable pour former majorité avec celles de Carnot et de Barthélemy, promit d'abord de voter ce renvoi; mais, bientôt endoctriné par cette femme trop célèbre, il se joignit à Rewbell et à La Réveillère, pour remplacer les ministres qui jouissaient de la confiance publique, et conserver ceux qui l'avaient perdue. Tout le ministère fut renouvelé le même jour, à l'exception des départements de la justice et des finances: et, ce qu'il y eut de particulier dans ce bouleversement, c'est que Delacroix perdit le portefeuille des affaires étrangères sur la réquisition de la baronne de Staël, qui l'arracha des mains de Barras pour le remettre à Talleyrand, en souvenir d'anciennes liaisons. A la place de Petiet, Rewbell appela au ministère de la guerre son compatriote Schérer, sous l'administration duquel il se commit tant de dilapidations.

Dès lors, tout espoir de rapprochement s'évanouit; et, sous prétexte de préparer des moyens de défense, le Directoire et le corps législatif prindrent, chacun de leur côté, à de véritables attaques. Leurs ressources n'étaient pas égales; car le premier disposait des baïonnettes, et le second au contraire, n'avait qu'une force morale, puisée dans la constitution.

Le corps législatif venait de rapporter la loi qui condamnait à la déportation les prêtres réfractaires. Ce premier pas, bien qu'il annonçât un juste retour à la modération, servit de signal à une foule de journalistes, pour commencer les hostilités contre le Directoire. Sûrs de trouver des défenseurs dans les conseils, ils ne se contentèrent pas de censurer ses actes, ils déversèrent à pleines mains le ridicule sur chacun de ses membres, et augmentèrent ainsi le mépris qu'inspiraient des directeurs, dont le gouvernement n'avait encore fait ressortir aucune grande qualité.

L'alarme fut sonnée au Luxembourg, et aussitôt on commença à faire jouer les fils qui devaient amener la catastrophe. Carnot, dont la popularité

mettait un si grand poids dans la balance, devint odieux à Barras et à Rewbell, parce qu'il voulait sincèrement la paix, avec plus de modération et de justice dans l'administration intérieure. Ces sentiments s'accordaient peu avec ceux de ses collègues, tourmentés de la soif du pouvoir et des richesses. On résolut donc de s'en débarrasser à tout prix. Barras, pour en venir plus facilement à bout, le présenta aux démocrates comme ayant conduit l'affaire du camp de Grenelle et fait élever les échafauds de Vendôme. Dès lors il passa dans l'esprit des uns comme un transfuge vendu aux royalistes, tandis que les autres le crurent fermement uni de volontés et de principes avec ses collègues.

Ce premier pas fait, les meneurs du Directoire favorisèrent l'ouverture des clubs jacobins fermés depuis longtemps. Enfin, pour attacher plus sûrement l'opinion générale à leur cause, ils fabriquèrent ou retirèrent des cartons de la police, une lettre de Louis XVIII aux Français, dans laquelle ce prince les invitait à secouer le joug de leurs tyrans, et à se rappeler les siècles de gloire et de bonheur dont ils avaient joui, en vivant sous la religion et le gouvernement de leurs pères.

Cette pièce, vraie ou fausse, souleva de nouveau les passions. Dans le Midi, le terrorisme royal se montra sans voile : des bandes d'assassins, soit royalistes, se répandirent dans le Languedoc et la Provence. Le paiement des contributions fut suspendu, l'action des lois paralysée, les acquéreurs de biens nationaux poursuivis par le poignard des égorgeurs; enfin, le désordre devint bientôt si grand, que tous les individus qui avaient pris part à la révolution, furent obligés, pour sauver leur vie, de se réfugier dans de grandes villes, telles qu'Aix, Orange, Marseille, Toulon.

Ces excès, rendus encore plus odieux par les rapports des agents du Directoire, firent regarder au peuple la proclamation du prétendant comme le manifeste d'une grande conspiration tramée contre ses libertés, et il se disposa d'avance à approuver toutes les mesures que prendrait le gouvernement pour la faire avorter. Ce fut aux armées surtout que ces idées, grandies encore par l'éloignement, se manifestèrent de la manière la plus énergique. Le Directoire reçut des adresses de

toutes les divisions : elles contenaient, outre les protestations de dévouement à la république, des accusations et des menaces contre les conspirateurs de Clichy et la majorité du corps législatif qui suivait la même bannière.

Nous ne rappellerons pas ici les expressions virulentes et inconstitutionnelles de ces adresses : on les trouve consignées dans tous les journaux du temps. Mais cet accord d'opinions qui les avait dictées, prouve assez qu'elles avaient été commandées par les triumvirs à Bonaparte et à Hoche, de l'opinion desquels ils étaient certains.

En vain on a cherché à nier la coopération effective du premier à la journée du 18 fructidor, en alléguant la correspondance amicale qu'il entretenait avec Carnot, dans le sein duquel il semblait épancher ses chagrins domestiques. Bonaparte avait envoyé à Paris son aide de camp Lavalette, avec la mission spéciale de l'informer de l'état des affaires; et certes, s'il eût eu la moindre confiance en Carnot, aurait-il prêté les mains à la dissolution des conseils? N'est-il pas probable, au contraire, que, pressentant son élévation, il saisit avidement l'occasion d'écarter une partie des obstacles qu'il pouvait rencontrer? Se tenant donc derrière le rideau, il fit écraser un pouvoir par l'autre, se ménageant ainsi une excuse pour les coups que plus tard il devait porter au vainqueur. Au reste, la politique ne fut pas le seul mobile de sa conduite : il s'y joignit encore un profond ressentiment contre le corps législatif, dont un membre avait formellement improuvé sa conduite à l'égard des républiques de Venise et de Gènes. Idole de ses soldats, respecté par ses généraux, dont ses grands talents avaient désarmé la jalousie, il n'eut pas de peine à leur faire adopter les sentiments exprimés dans leurs adresses. Le choix de Bernadotte pour porter à Paris les drapeaux récemment conquis, la permission accordée à Augereau de s'y rendre vers la même époque, servent encore à fortifier cette opinion.

Quant aux motifs qui portèrent Hoche à seconder la majorité du Directoire, s'il ne fut pas guidé par son patriotisme qui avait conservé toute l'exaltation de 1793, il fut probablement entraîné par sa haine contre Pichegru. Nous avons indiqué, chapitre XXXIII, où elle prit naissance. Dès que son ri-

val se déclara le champion d'une faction nombreuse et puissante, Hoche se prononça contre elle avec véhémence, ne se doutant pas qu'une fatalité singulière placerait dans les rangs de ses adversaires, un républicain aussi chaud que lui, celui-là même qui lui avait sauvé la vie sous le règne de la terreur, et à qui il était redevable de son avancement.

Forts de l'appui des troupes et des généraux qui les commandaient, les triumvirs levèrent le masque. Ils ôtèrent le commandement de la dix-septième division militaire au général Hatry, qui n'était point homme à seconder leurs projets, pour le donner à Augereau, dont ils stimulèrent encore l'ardeur, en le leurrant de l'espoir de le prendre pour collègue après l'expulsion des directeurs qui leur étaient opposés. N'ayant pu décider Carnot, chargé de la direction des affaires militaires, à diriger 10 à 12,000 hommes de l'armée de Sambre-et-Meuse vers les côtes, d'abord, sous prétexte de l'expédition d'Irlande, et ensuite des troubles de Bretagne, ils prescrivirent ce mouvement à son insu, en traçant l'itinéraire des colonnes de telle manière, qu'elles pussent arriver dans les environs de Paris, et y seconder l'exécution de leurs desseins.

L'apparition soudaine des divisions Richepanse et Lemoine à Laferté-Aleps et Soissons, causa une vive sensation dans les conseils. Deux membres de la commission des inspecteurs se présentèrent chez Carnot, alors président du Directoire, qui assura n'avoir aucune connaissance de ce mouvement. Le ministre de la guerre ayant fait la même déclaration, les conseils éclatèrent en reproches. Le Directoire se justifia d'une manière dérisoire, en rejetant sur un commissaire des guerres, l'irrégularité de l'itinéraire des troupes qu'il dit être destinées pour l'Ouest; et, néanmoins, après quelques contre-marches, elles furent cantonnées dans les environs de Paris.

A ces actes d'hostilités réelles, le corps législatif ne put opposer que des décrets. Il prit d'abord la résolution prudente de faire fermer les clubs jacobins, qui s'étaient rouverts sous le titre de cercles constitutionnels; mais il échoua dans les coups qu'il voulut porter successivement à Barras et à La Réveillère, en s'informant de l'âge du premier lors de son entrée au Directoire, et en discutant

le mode de constater la démence d'un directeur ou d'un représentant. Il était un moyen plus sûr de déjouer les triumvirs, c'était de s'occuper de la réorganisation de la garde nationale. Pichegru la proposa, mais sa motion fut ajournée, parce qu'on ne crut pas la circonstance assez grave, pour s'occuper toute affaire cessante.

Le Directoire, de son côté, ne négligeait aucun moyen de fortifier la haine du peuple, en lui montrant dans ses ennemis les auteurs de la royauté. La police étant parvenue à obtenir de Duvernois Presle, agent de Louis XVIII, des révélations sur l'existence d'un complot pour le rétablissement des Bourbons, les triumvirs les rendirent publiques, afin de convaincre les plus incrédules des dangers de l'État. Berthier ayant envoyé, vers la même époque, le portefeuille de d'Antraignes saisi à Venise, ce fut un coup de fortune, qui servit merveilleusement leurs desseins. Ils recueillirent avec soin toutes les pièces qui constataient les révélations de Pichegru : et, quoiqu'elles remontassent à l'époque où il commandait l'armée du Rhin, ils les rattachèrent aux circonstances du moment, et s'en servirent utilement, pour justifier aux yeux de la nation la violence du coup d'état qu'ils méditaient.

Quoique sur le point de frapper ses adversaires, le Directoire usa d'artifice pour éloigner d'eux l'idée du danger. Les mouvements de troupes, joints à quelques phrases sinistres, donnèrent en vain l'éveil au corps législatif; il se laissa endormir par le discours que prononça le président La Réveillère, en recevant les drapeaux conquis par l'armée d'Italie : « Le Directoire, disait-il, ne reconnaît » d'autorités que celles que la constitution a créées; » et il ne les reconnaît, que dans la ligne qu'elle » leur a tracée. Il n'oubliera pas qu'elle doit régner » également sur tous; et que l'autorité qui se place » au-dessus d'elle, a par cela seul cessé d'être légitime. » Étonnante hypocrisie, de rappeler ainsi le respect dû à la constitution, au moment où l'on se proposait de la violer avec tant d'effronterie!

Le corps législatif touchait au bord du précipice, et n'avait encore pris aucune mesure efficace pour se défendre. La commission des inspecteurs de la salle étendait, à la vérité, ses pouvoirs à force de décrets : mais, semblable à celle des

Douze avant le 31 mai, toutes ses mesures étaient paralysées, soit par l'apathie d'un certain nombre de membres, soit par l'opposition des autres. Bien plus, les conseils n'avaient pas encore donné à leur garde, l'organisation désirable : il lui aurait fallu un chef dont le nom pût imposer ; Kléber, Desaix et Serrurier, peu flattés d'un pareil commandement, l'ayant refusé, il était resté au chef de brigade Ramel, officier peu connu de l'armée.

En révolution comme en guerre, celui qui prend l'initiative est toujours le plus près du succès. Les conseils ne sentirent pas assez cette vérité, et perdirent en délibérations un temps précieux. La situation d'une armée dans le cercle tracé par la constitution, autour du lieu des séances de l'autorité législative démontrait assez les sinistres projets du Directoire. Mais l'opposition, quoiqu'en majorité, se composait d'éléments trop hétérogènes : on y voyait des royalistes absolus et des constitutionnels avec des républicains mécontents. Son union avec la minorité directoriale qui eût centuplé sa force, n'était pas aisée, car Barthélemy paraissait vouloir rester neutre au milieu des partis, et Carnot, dont l'énergie eût pu donner une impulsion victorieuse, refusa de se mettre à la tête du mouvement, parce qu'il croyait apercevoir les royalistes derrière le rideau. Willot et quelques autres députés courageux proposèrent de mettre le Directoire hors la loi, et de faire sonner le tocsin pour marcher avec le peuple contre lui dans le cas où il vendrait opposer résistance. Pichegru ne demandait qu'une poignée d'hommes déterminés pour s'emparer du Luxembourg, et y arrêter les triumvirs. Ces divers projets furent rejetés comme indignes de la majesté des conseils : on craignait de violer la constitution ; et l'on se borna à décréter l'organisation de la garde nationale. L'exécution instantanée de cette mesure aurait pu remédier à tout ; mais, par une fatalité inconcevable, on la renvoya au jour même qui devait éclairer le triumvirat directorial. Ce jour-là aussi, Vaublanc devait faire un rapport foudroyant contre les triumvirs, et l'appuyer de preuves irrécusables, de manière à faire croire que des dispositions répressives et vigoureuses seraient enfin adoptées.

Le Directoire, averti des projets du lendemain, ne perdit pas un instant. Le prétexte d'un exer-

cice général dans la plaine de Mont-Rouge, couvrit le mouvement des troupes : et, dans la nuit du 17 au 18, celles qui se trouvaient à Vincennes et à Meudon, pénétrèrent dans la capitale, et occupèrent avec de l'artillerie les principales places et tous les ponts de la Seine. A quatre heures du matin, au signal convenu, elles se rangèrent en bataille sur le quai, face aux Tuileries ; les salles des deux conseils furent investies, ainsi que les appartements des directeurs Carnot et Barthélemy. Augereau se présente à la grille du pont tournant, et somme les grenadiers de la garde de l'ouvrir. Les efforts de Ramel sont vains ; la grille est forcée ; il est arrêté, et le général pénètre dans la salle du comité des inspecteurs, où Pichegru, Willot, et plusieurs autres députés, délibéraient tumultueusement sur les mesures à prendre dans la conjoncture. Tous furent arrêtés, malgré la plus vive résistance.

Après cette facile expédition, Augereau se rendit dans les salles des conseils, où une grande partie des députés se trouvait déjà réunie ; il leur signifia, de la part du Directoire, l'ordre de s'assembler à l'Odéon et à l'École de médecine. Siméon, président des Cinq-Cents, refusa d'y obtempérer et prononça la dissolution de l'assemblée. Le conseil des Anciens, plus résigné, parut d'abord se rendre à l'invitation impérative du Directoire ; cependant à midi, un certain nombre de députés conduits par Pastoret, se présentèrent de nouveau aux Tuileries, et sommèrent la garde de les laisser passer. Pour toute réponse, l'officier commandant le poste les chargea avec sa compagnie, et n'eut pas de peine à les disperser. Pendant qu'Augereau dirigeait l'expédition militaire, le ministre de la police Sottin, avait lancé ses agents à la recherche de tous les individus dont le Directoire voulait se débarrasser. Ces sbires pénétrèrent chez les imprimeurs, dont ils brisèrent les presses et saisirent les papiers ; d'autres couvrirent les murs d'une proclamation annonçant la découverte d'une conspiration royaliste, ou de placards dévoilant à la fois les prétendus périls du Directoire, et les intrigues de Pichegru, d'Imbert-Colomès et consorts.

Les triumvirs n'étaient pas d'accord sur le sort de leurs victimes. Le ministre Sottin appuyé par

Rewbell et La Réveillère, opinait pour les faire fusiller sur-le-champ; Barras proposa la déportation, qui fut enfin décidée. Ils ne perdirent pas un instant pour revêtir de la sanction des conseils, cette inconstitutionnelle et barbare mesure. Réduits à une minorité jacobine, les Cinq-Cents adoptèrent, presque sans examen, la loi dite de salut public qui leur fut présentée : les Anciens hésitèrent quelques instants à l'approuver; mais le Directoire menaça, et elle ne tarda pas à être promulguée. Cette loi étrange, ordonnant la déportation des directeurs Carnot et Barthélemy, de 11 membres du conseil des Anciens, de 42 de celui des Cinq-Cents, et d'une foule de simples citoyens, investissait les triumvirs de pouvoirs extraordinaires, annulait les élections de 48 départements, prononçait enfin la peine de mort contre quiconque parlerait de rétablir la royauté, et contre les émigrés non rayés définitivement, qui, dans le délai de 15 jours, ne seraient pas sortis du territoire de la république. Elle autorisait en outre le Directoire à déporter les prêtres réfractaires, et à nommer à toutes les fonctions, celle de député exceptée.

Le directeur Barthélemy, Pichegru, et 16 autres proscrits, la plupart législateurs, furent les seuls que cette loi atteignit. Enfermés dans des voitures destinées au transport des plus vils malfaiteurs, traités de la manière la plus barbare, ils furent conduits à Rochefort, et peu après embarqués pour Cayenne : presque tous les autres parvinrent à s'échapper, et furent attendre, dans l'étranger, que la chute des oppresseurs mit un terme à leur exil.

Ainsi, à l'aide de ténébreuses machinations, il suffit à trois directeurs, de l'assistance de quelques bataillons, pour opérer la dissolution du corps législatif, mutiler le pouvoir exécutif, se rendre maîtres des tribunaux, et anéantir, pour ainsi dire, en un clin d'œil les trois pouvoirs constitutionnels. Tous les partis comptèrent des victimes dans cette catastrophe : on entassa pêle-mêle dans les mêmes cachots, et les agents de Louis XVIII, et ceux qui les avaient poursuivis avec le plus d'acharnement.

La stupeur des conseils et leur lâche condescendance aux ordres du Directoire, indignèrent tous les gens de bien. Législateurs imprévoyants, ils ne sentirent point qu'en proscrivant leurs collègues,

ils détruisaient toutes les garanties de leur inviolabilité, et substituaient l'empire de la force à celui des lois : en voyant un républicain aussi sincère que Carnot, condamné comme royaliste, chaque demeura convaincu que le salut public avait servi de voile à d'infâmes intrigues et à des vengeances personnelles.

Le triumvirat ayant atteint son but, Augereau réclama avec hauteur la dépouille d'un des directeurs proscrits, en récompense de son utile coopération. Mais Barras, qui craignit de se voir éclipsé par cet audacieux général, indiqua aux conseils Merlin et François de Neufchâteau, ministres obséquieux de la tyrannie directoriale, qui lui furent donnés pour collègues. Augereau éclata en reproches, et le Directoire étourdi de ses apostrophes, ou pénétré du danger de le laisser plus longtemps à Paris, se hâta de lui enlever le commandement de la 17^e division militaire, pour l'envoyer à l'armée d'Allemagne. Hoche appelé dans la capitale sous prétexte de prendre le portefeuille de la guerre, mais en effet pour s'opposer à boucher avec les triumvirs au sujet du coup d'état du 18 fructidor, averti de leurs projets liberticides dans un entretien qu'il eut avec Carnot, fut humilié du rôle qu'on lui réservait : mais, forcé de certains égards envers la cotterie de la baronne de Staël, s'il n'osa s'expliquer ouvertement vis-à-vis de son bienfaiteur, du moins fit-il connaître son mécontentement à Barras, en retournant la main même à l'armée, sans prendre congé de lui. Sa mort, qui arriva peu de temps après, et les discours étranges que tint ce directeur sur les observations de Hoche, font penser que ce général emporta dans la tombe des secrets de la plus haute importance. D'un autre côté, Moreau, qui jusqu'alors ne s'était prononcé ni pour ni contre le Directoire, n'eut pas plutôt connaissance des événements du 18 fructidor, qu'il éleva la voix contre Pichegru, son ancien ami, dont il dévoila la trame. Toute la France fut étonnée d'une révélation aussi impolitique qu'inutile, les amis de Moreau en contestèrent l'authenticité, les honnêtes gens la désapprouvèrent; et le gouvernement ne lui en tint pas compte, car il lui retira le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle. Ainsi, le général qui refusa de se prêter au coup d'état, comme celui qui voulait attendre les événements pour se déclarer,

furent enveloppés dans la catastrophe qui sapait jusque dans ses bases la constitution de l'an III.

Après le 18 fructidor, le gouvernement représentatif ne fut plus qu'un fantôme : le corps législatif devint, pour le Directoire, une machine à débris ; et la tyrannie fut organisée sous un voile constitutionnel. Le gouvernement, pour instruire l'opinion des causes qui avaient nécessité le 18 fructidor, fit publier un rapport de Bailleul, qui lui-même avait été un des principaux agents directeurs. Les pièces justificatives du coup d'état se bornaient aux papiers relatifs à Pichegru. Bailleul, à défaut de preuves, trouva des ressources dans sa dialectique. « Ici, disait-il, a existé une vaste conspiration, pour faire tomber les choix du peuple sur de mauvais citoyens. Il est constant que ces mauvais citoyens, dans les différentes fonctions qui leur ont été confiées, ont suivi la marche indiquée par les agents de la conspiration ; qu'ils ont tenu leur langage, assisté à leurs rassemblements ; que le complot était sur le point d'éclater. Il est donc évident qu'ils sont enveloppés dans la conjuration, quoiqu'on ne puisse pas dire de chacun qu'il a fait telle ou telle chose, ni indiquer le rôle dont il était chargé. »

C'était convenir que l'arbitraire avait remplacé la justice ; et que, sur de simples soupçons, le pouvoir exécutif avait été mutilé, les conseils, déshonorés. Telle était, en effet, l'impudence du Directoire, qu'un de ses écrivains à gages, en faisant l'apologie de sa conduite, osa dire *qu'en révolution la justice baisse ses balances devant le parti vainqueur ; qu'elle en écrase les vaincus.*

La journée du 18 fructidor avait ôté tout espoir de rapprochement entre le parti modéré, qui voulait une liberté basée sur des institutions raisonnables, et les triumvirs qui fondaient leur prééminence sur une espèce de retour au régime de la terreur. Les plus fougueux démagogues devenaient désormais les uniques soutiens sur lesquels Barras, Rewbell et Merlin pussent compter : entraînés autant par leur penchant que par la nécessité d'assurer le triomphe d'une faction dont ils étaient constitués les chefs, ils ne pensaient à rien moins qu'à renouveler l'horrible loi des suspensions. Déjà Boulay de la Meurthe avait proposé la déportation ou le bannissement de tous les nobles

et parents d'émigrés, quand la clameur publique força le gouvernement à changer cette proposition violente en une suspension de l'exercice de leurs droits politiques.

La réaction, qui avait eu pour antécédent des querelles de finances, fut suivie de mesures fiscales de mauvais augure. Les triumvirs ne furent pas plutôt certains de la victoire, qu'ils peignirent, dans un message aux conseils épurés, l'embarras du trésor. Le temps des discussions était passé pour ceux-ci : ils adoptèrent, pour ainsi dire, sans examen, tous les plans de finances qui leur furent présentés. Le droit de passe sur les routes fut décrété, la loterie rétablie, et le droit de timbre étendu aux feuilles périodiques. Enfin, les conseils abordèrent la question délicate de la dette publique reconnue sur le grand-livre, et se décidèrent à proclamer une banqueroute positive, en décrétant que les deux tiers des sommes inscrites, seraient remboursés en bons au porteur, admissibles seulement en paiement de biens nationaux ; l'autre tiers fut consolidé sur un nouveau grand-livre institué à cet effet. Cette mesure violente porta un coup mortel au crédit ; car, nonobstant les nombreux abus qui s'étaient introduits sous la convention dans ces inscriptions, souvent données en paiement au lieu d'assignats, on s'était plu à considérer la dette comme sacrée et devant un jour porter l'intérêt ordinaire.

Cette banqueroute et l'augmentation de revenus votée, les services publics n'en marchèrent pas avec plus de régularité. Un horrible gaspillage se glissa dans toutes les administrations, et empêcha non-seulement de solder l'arriéré, mais encore de faire face aux dépenses courantes.

L'esprit de despotisme et de vertige qu'on remarque dans l'administration intérieure, ne donne pas une idée favorable de la modération du Directoire dans ses relations avec les puissances étrangères, et la négociation avec l'Angleterre fournit bientôt la preuve qu'il ne fallait rien attendre de bon de sa politique.

Soit que Maret, Pléville-Lepeley et Letourneur parussent trop modérés, soit qu'il fallût des instruments plus dociles pour brusquer la rupture méditée, ces négociateurs furent remplacés immédiatement après le 18 fructidor par Treillard et

Bonnier. Dès ce moment on vit se succéder les notes les plus absurdes. On exigeait du diplomate anglais qu'il déclarât, pour ainsi dire, la teneur de ses instructions; on voulait qu'avant d'entrer en discussion, il consentit à rendre aux trois puissances maritimes tout ce que l'Angleterre avait pris: ce qui fermait la porte à la moindre compensation, et à tout débat ultérieur. Vainement Malmesbury observait qu'il avait les pouvoirs les plus étendus, mais qu'il ne devait compte de ses instructions qu'à son gouvernement, et qu'on en connaîtrait la teneur par la nature même des cessions qui seraient mutuellement consenties. Rewbell, plus disposé à imposer des traités à coups de sabre qu'à les discuter, donna 24 heures à Malmesbury pour aller chercher le plein pouvoir de se soumettre à tout ce qu'il plairait au Directoire d'ordonner; procéda d'autant plus déplacé, qu'il s'adressait à une puissance capable d'en tirer vengeance. Cette diplomatie, digne de Robespierre, ne manqua pas son effet. Malmesbury partit le 16 septembre pour Londres, et laissa cette fois l'Europe dans la persuasion que le cabinet de Saint-James était plus modéré que celui du Luxembourg.

Le refus du Directoire de reconnaître l'envoyé Pinckney avant que les États-Unis eussent adhéré à ses demandes, ne donna pas seulement une nouvelle preuve de son exagération, il lui aliéna encore en pure perte ces alliés naturels. Le nouveau président Adams, répondit avec raison qu'on n'intimait pas des ordres à une nation indépendante comme à une colonie, et qu'il était impossible de traiter lorsqu'on débutait par repousser le négociateur. Le Directoire, de son côté, persistait à prendre les mesures les plus hostiles: il rappela son envoyé à Philadelphie, et délivra des lettres de marque pour courir sur les navires américains. Sa conduite fut telle qu'elle excita les plaintes les plus sérieuses à la tribune des deux conseils. Cependant, le président des États-Unis, voulant ôter tout prétexte de mécontentement personnel envers son ambassadeur, confia à trois commissaires la tâche délicate de s'expliquer avec le gouvernement français, et d'aplanir les difficultés qui menaçaient de brouiller deux peuples si étroitement liés par leurs intérêts.

La marche traînante des négociations avec l'Autriche, autorisait tous les soupçons sur la bonne foi des deux partis. Le Directoire s'éloignait de plus en plus des bases des préliminaires, et l'Empereur, cédant à l'influence de Thugot, n'était guère plus ferme dans ses projets.

Le 18 fructidor n'annonça d'abord d'autre changement du côté de la France, que le rappel de Clarke, et la remise pure et simple des négociations à Bonaparte. Le Directoire s'obstinait à ne point ratifier l'alliance avec la Sardaigne, comme si ce traité dût soustraire une victime à son insatiable ambition; il ne voulait pas non plus céder Venise, de crainte de concourir à l'accroissement maritime de l'Autriche, quoiqu'il eût d'abord consenti à cette cession dans l'espoir d'obtenir Mantoue. Ses prétentions allaient jusqu'à vouloir renverser la maison impériale derrière l'Isonzo.

Bonaparte, mécontent de se voir sans cesse contrarié, blessé de différentes démarches qui dénotaient la méfiance du Directoire, donna sa démission, le 25 septembre, peu de jours après avoir notifié aux plénipotentiaires que, si la paix n'était pas signée le 1^{er} octobre, il ne négocierait plus que sur la base de l'état de possession actuelle des deux puissances.

Dans l'incertitude du résultat qu'amènerait sa nouvelle déclaration, il chercha à détacher la Bavière et le Wurtemberg de l'Autriche, en y envoyant sous divers prétextes le général Desaix, que la curiosité avait attiré en Italie. Mais, entouré d'agents autrichiens, il fut impossible à cet officier de résister dans sa mission.

Cependant la députation impériale, mise au pied du mur à l'instant où elle recevait la nouvelle du 18 fructidor, dépêcha en toute hâte le général Meerfeld à Vienne. L'Empereur, jugeant qu'il fallait plus compter sur une réaction royaliste, renvoya sur-le-champ conjointement avec le comte de Cobenzel, munis d'instructions plus positives.

Depuis cette époque, les négociations allèrent grand train. Ce n'est pas que l'Autriche se montrât d'abord plus coulante: loin de renoncer à Mantoue, que les préliminaires lui assuraient, elle demandait Venise et les légations, ou bien la ligne de l'Adda. Bonaparte indigné, lui contesta même la Dalmatie et Raguse, dont elle avait déjà pris

possession. Le Directoire ne s'en tint pas à ces menaces tout en donnant plein pouvoir à son négociateur, il lui déclara formellement que son ultimatum était de reléguer l'Autriche derrière l'Inn, et de la renvoyer, pour ses indemnités, aux rétrocessions en Allemagne (1); circonstance qui semblait rendre la rupture inévitable.

Dans cet intervalle, le Directoire réfléchissant sur le danger d'accorder la démission au général qui avait tant contribué par ses victoires à la signature des préliminaires, ne crut pas s'abaisser en lui expédiant un agent pour entrer en explication avec lui. Tout ce qui lui avait été refusé obstinément, lui fut accordé. L'armée d'Italie fut renforcée de trois demi-brigades et d'un régiment de cavalerie; plus de 8,000 réquisitionnaires vinrent compléter les cadres de son infanterie: on lui assura aussi une remonte de 1,600 chevaux; on soumit le traité d'alliance offensive et défensive avec le Piémont à la ratification des conseils: enfin le Directoire, pour donner à Bonaparte une preuve de sa condescendance, alla jusqu'à réformer Kellermann, et rappeler de Naples l'ambassadeur Cacault, contre lesquels il avait témoigné quelques sujets de mécontentement.

Mais le général en chef n'avait pas attendu l'effet de toutes ces résolutions: encouragé par la mission secrète de Bottot, et certain d'obtenir la sanction du Directoire sur lequel il espérait désormais exercer une plus grande influence, il résolut de ne point s'arrêter aux instructions du ministère. Après les simulacres d'usage, et des prétentions élevées à dessein d'atteindre plus facilement le but désiré, il se décida brusquement à terminer, sans attendre plus ample autorisation.

Plusieurs raisons contribuèrent à lui faire sentir le prix du temps. Bien que l'armée d'Italie fût dans un état florissant, et qu'elle eût une bonne base d'opérations dans Osoppo et Palma-Nova, la saison était déjà trop avancée pour ouvrir la campagne en Carinthie; d'un autre côté, l'on risquait de perdre tous les avantages de l'initiative, en laissant à l'Empereur le loisir de réorganiser ses forces durant l'hiver. D'ailleurs, la position des armées respectives mettait beaucoup d'équilibre dans

les chances. Les Autrichiens étaient près de leur centre de puissance, à portée de leurs magasins et de leurs dépôts; sans inquiétude pour leurs flancs, couverts d'un côté par la Croatie ou la Hongrie, et de l'autre par le Tyrol; provinces toutes belliqueuses et disposées à seconder leurs opérations au premier signal. Les Français, au contraire, avaient tout à craindre pour leurs derrières, sur lesquels Naples qui épiait l'occasion de satisfaire sa haine, Venise qui n'aspirait qu'à se débarrasser d'un voisinage odieux, et le roi de Sardaigne à qui la non-ratification du traité d'alliance dévoilait tous ses dangers, auraient pu fondre de concert. Peut-être aussi que la rupture du Directoire avec l'Angleterre, la mort subite de Hoche, l'incohérence des plans adoptés par le gouvernement en cas de guerre, firent un devoir à Bonaparte d'être moins exigeant, et de consentir à la double cession de Venise et de Salzbourg. Aussi, le 17 octobre, au moment où l'on s'attendait à voir recommencer les hostilités, la paix fut-elle signée à Campo-Formio.

Le traité se composait de vingt-cinq articles patents (2), dont les clauses principales portaient la confirmation des cessions de la Belgique et de la Lombardie, le consentement donné aux limites du Rhin et des Alpes. Les États de Venise étaient assurés à l'Autriche jusqu'à la rive gauche de l'Adige, avec la place de Vérone et un arrondissement déterminé. Les provinces de Brescia et de Bergame, situées sur la rive droite, furent dévolues à la république cisalpine; les îles Ioniennes, à la France.

Quatorze articles secrets, plus importants en quelque sorte que le traité, spécifiaient les limites de la république et les abandons de territoire qui devaient en résulter. L'Empereur promettait de ne point soutenir l'empire germanique, si la diète se refusait aux cessions sur la rive gauche du Rhin; la libre navigation de ce fleuve et de la Meuse était promise; la France consentait à ce que l'Autriche acquit le pays de Salzbourg, et recût de la Bavière l'Innviertel et la ville de Wasserbourg sur l'Inn. L'Autriche céda le Frickthal pour être remis à la Suisse; les fiefs impériaux pour la Ligurie; et le

(1) Pièces justificatives, du livre XII, n° 2.
TOME III.

(2) Voyez pièces justificatives du livre XII, n° 3.

Brisgaw au duc de Modène. La France s'engageait à rendre les États prussiens entre la Meuse et le Rhin. Des indemnités étaient promises en Allemagne aux princes dépossédés sur la rive gauche de ce fleuve, de même qu'au stathouder. Enfin, l'article VII laissait entrevoir que bien d'autres partages pouvaient encore avoir lieu, en stipulant *que, si l'une des puissances contractantes faisait des acquisitions en Allemagne, l'autre en ferait d'équivalentes.*

Un traité glorieux termina ainsi cette guerre mémorable, provoquée par les violentes déclamations des girondins, allumée par le déchainement de toutes les passions qui agitaient alors l'Europe, alimentée enfin par les instigations des agents de l'Angleterre. Ce ne fut à la vérité qu'un armistice, parce que les mêmes passions continuèrent d'exercer leur empire dans les transactions des États : la paix aurait été plus durable, si la justice et la modération eussent été mieux consultées. La réunion de la Belgique à la France n'était en effet qu'une juste compensation de la perte de Saint-Domingue et des conquêtes faites par les autres puissances, en Pologne ou dans les deux Indes. L'Autriche fut amplement dédommée de ses sacrifices par l'acquisition des États de Venise, du Salzbourg et de la Gallicie : en un mot, toutes les grandes puissances européennes se trouvaient dans un *état relatif*, peu différent de celui de 1789. Le Directoire ne tarda guère à prouver qu'il n'était point satisfait de ces brillants résultats ; et ses ennemis ne lui cédèrent peut-être rien en ambition.

Quoique ce traité fût plus avantageux à la république que les préliminaires de Leoben, puisqu'il lui assurait Corfou et les Sept-Iles de l'archipel Ionien, l'on ne manqua pas de critiquer les doubles avantages concédés à l'Autriche sur l'Inn et l'Adriatique ; sous prétexte qu'ils excédaient ceux des préliminaires, et paraissaient des équivalents supérieurs à ce que l'Empereur pouvait prétendre après six campagnes malheureuses (1). Ce n'est pas que, maître de Venise, il pût créer aussi facilement une marine, et s'emparer, au détriment de

la France, du commerce du Levant, comme les détracteurs du traité l'ont avancé : l'occupation de Corfou et de toutes les îles vénitiennes par cette dernière, opposait un obstacle insurmontable à de tels projets. En effet, cette acquisition ne donnait pas seulement à la France un poste militaire et maritime important, et plus de facilité pour le commerce du Levant ; elle lui fournissait encore des huiles pour les savonneries de Marseille, qui, tous les ans, en achetaient considérablement à l'étranger ; elle promettait l'exploitation des bois précieux de la côte d'Albanie pour les chantiers de Toulon. Les avantages politiques n'étaient pas moins palpables : la république, maîtresse désormais de l'Adriatique, se mettait en contact plus direct avec l'empire ottoman ; considération importante, si le cabinet du Luxembourg avait resserré l'antique alliance avec la Porte, au lieu d'en convoiter les dépouilles.

Des esprits habitués à voir les choses de haut, eussent désiré qu'il fit entrer dans son partage la forteresse de Cattaro, et autres postes à la commandance des Turcs, pour les leur céder en échange d'une île de l'Archipel, et de la faculté de naviguer dans la mer Noire. « Si cette mer, disaient-ils, cessait d'être fermée aux acheteurs, le commerce de la Russie qui a pris une fausse direction vers le Nord, suivrait sa pente naturelle : tôt ou tard il ne peut manquer de prendre son cours vers le bassin où tous les grands fleuves de ce pays aboutissent ; c'est à la France, qui peut dominer dans la Méditerranée, de lui ouvrir ce débouché. Cette idée avait été saisie par les Vénitiens, lorsqu'en 1773, ils proposaient un traité de commerce à la Russie. La France en la réalisant, aurait trouvé le triple avantage d'étendre sa navigation, d'augmenter sa marine, et de s'enrichir d'un trafic qui occupe dans la Baltique quatre mille vaisseaux anglais. »

Loin de mettre à profit des vues si profondes, le gouvernement français ne négligea rien pour donner à ces acquisitions dans la mer Ionienne toute l'apparence de préparatifs hostiles contre

(1) L'Autriche céda à la France, dans les Pays-Bas et la Lombardie, environ 3 millions et demi d'habitants. Elle en acquit au contraire, 3 millions 400 mille, tant à

Venise qu'à Salzbourg ; et au moins autant par les provinces polonaises. Ainsi le vaincu profita plus à cette guerre que le vainqueur.

l'empire ottoman. Des discours imprudents dévoilèrent des projets gigantesques, sur lesquels nous aurons occasion de revenir. En dernière analyse, un port incessamment bloqué et d'un entre-tien onéreux, devint l'unique fruit de la destruction de cette antique république.

Les conditions du traité qui décidèrent de sa ruine totale, ne tardèrent pas à se répandre dans Venise. Bien que les stipulations de Leoben eussent déjà transpiré, les deux partis qui se disputaient le gouvernail, s'étaient également flattés, sous prétexte de conserver l'intégrité du territoire, du moins de sauver l'indépendance de la métropole.

Le parti démocratique surtout, trop confiant dans les promesses de Villetard, se berçait de l'espoir de faire passer la France à sa conservation, par l'attachement sincère qu'il lui vouait. Il avait cru qu'il en serait quitte pour céder quelques provinces de terre ferme, sauf à être indemnisé au delà du Pô. Cette idée était d'autant plus naturelle, que Venise conservait des droits incontestables sur la Hongrie, arrachée à son domaine par l'ambitieux Charles, à l'époque de la ligue de Cambrai. La nouvelle de la dissolution entière de la république, fut donc pour tous un véritable coup de foudre. Les patriotes qui n'auraient dû l'imputer qu'à leur faiblesse, trouvèrent plus simple d'en rejeter l'odieux sur le parti opposé. Tandis que le désespoir des démocrates s'exhalait en protestations impuissantes, ils eurent la douleur de voir les Français rassembler des restes de la marine vénitienne, dévaster l'arsenal, et envoyer à Paris les chevaux de bronze conquis par Dandolo à Constantinople.

Malgré les griefs de la France contre la république de Venise, la manière dont la première occupa dans ce partage, sera difficile à justifier aux yeux de la postérité. Elle trouva des censeurs aussitôt qu'elle fut connue; plusieurs voix s'élevèrent au sein même de la représentation nationale, pour accuser le Directoire. Mais, avant le 18 fructidor, on regarda ces déclamations comme un résultat de l'opposition royaliste; et plus tard les bienfaits de

la paix, après laquelle on soupirait, étouffèrent des clameurs qui devaient en effet céder aux puissantes considérations de l'intérêt général.

La paix définitive avec l'Empereur, en consolidant la république cisalpine, donna un puissant point d'appui à la France, pour achever de bouleverser l'ancien système de l'Italie. Alliée naturelle des républiques cisalpine et ligurienne, on sent qu'elle devait intervenir dans tous les différends avec leurs voisins: or, les occasions de brouille ne manquaient point. Ces deux nouveaux États, convaincus de leur faiblesse, brûlaient de s'agrandir. Gènes rappelait avec orgueil que la Ligurie s'étendait autrefois au nord jusqu'au Pô, et à l'est jusqu'à l'Arno, qui la séparait de l'Étrurie. D'un autre côté, la république cisalpine désirait que l'Adda la séparât de la Suisse, jusqu'à son entrée dans le lac de Como, ce qui n'eût pu se faire sans enlever la Valteline aux Grisons. La contiguïté des provinces réclamées par l'une et l'autre; la conformité de langue, de religion, de mœurs; les rapports de leurs moyens et besoins réciproques; tels étaient les motifs allégués à l'appui de leurs prétentions. Si le Directoire eût sérieusement songé à la régénération de l'Italie, il eût senti que, pour affermir le système politique, il eût fallu, avant de révolutionner la Toscane et Rome, former du nord de l'Italie, un seul, ou tout au plus deux États vigoureux (1). Bien loin de là, il accueillit l'idée de former à peu près autant de républiques qu'il y avait de petits États; comme s'il eût craint de perdre son influence sur une confédération moins nombreuse, et que son intention eût été d'en multiplier les membres, afin de les dominer plus aisément.

Le roi de Sardaigne, qu'on parlait de détrôner au moment même où l'on reconnaissait avoir le plus pressant besoin de son alliance, ne pouvait échapper à sa destinée, alors qu'il devenait un auxiliaire inutile. On inonda ses provinces d'une foule d'intrigants lombards, brescians, génois et français: on entoura ses frontières de détache-

divers, habitués à voir leur centre de puissance et leur capitale au milieu d'eux, ne pourraient jamais former qu'un faible État fédératif, sujet à des dissensions éternelles, et sans cesse envahi par ses voisins

(1) Le projet séduisant de faire une seule puissance de l'Italie, est sans doute plus chimérique encore que celui de rallier l'Allemagne à une loi commune. Dix États soulevés, renfermant des peuples de caractère et de mœurs

ments commandés par les plus intrépides démagogues. Ceux-ci, prêchant partout les charmes de l'égalité, et les avantages de détrôner un prince pour partager les dépouilles de sa cour, trouvaient dans les petites villes du Piémont, quelques prolétaires disposés à les écouter. Asti, surtout, donna l'exemple, en arborant l'étendard de l'insurrection, et se déclarant indépendante. Partout, les exhortations à la révolte étaient érigées en dogmes politiques; et la France, qui pouvait être grande et heureuse après la paix de Campo-Formio, ne fomenta autour d'elle que troubles et divisions.

Depuis plusieurs mois, une agitation sourde se manifestait à Turin, des conjurés menaçaient d'arrêter le roi; et ce prince, convaincu qu'on tenterait tôt ou tard à sa personne, crut devoir pousser la prudence jusqu'à nommer un conseil pour administrer le royaume en cas d'événement.

Telle était, à la fin de 1797, la situation des divers États de l'Italie. La paix ne devait point fermer pour eux les blessures de la guerre: les nouveaux comme les anciens, tourmentés par les factions, ruinés par les Français, sans force pour résister aux malintentionnés du dedans, et incapables de tenir tête aux ennemis du dehors, paraissaient destinés à trouver leur fin prochaine dans les déchirements de l'anarchie.

La Suisse devint à son tour l'objet de l'ambition directoriale. Déjà Mengaud avait été envoyé à Berne, pour demander l'éloignement du résident anglais Wickham. Sa mission ne se bornait pas là: il se dirigea successivement sur Zurich et Bâle, en vue d'y nouer quelques intrigues pour faire intervenir la France dans une révolution, comme on venait de le pratiquer à Venise et à Gènes. D'un autre côté, Bonaparte demandait au Valais, passage pour les troupes de son armée qui retournaient en France, et proposait d'établir aux frais de la république, une grande route par le Simplon ou le Saint-Bernard. Les glaces perpétuelles, les horribles amas de rochers qui ceignent les Grisons, ne purent les soustraire à la turbulente activité des diplomates républicains. C'était un torrent qui menaçait de tout détruire: dans sa marche va-

(1) Le général en chef avait depuis longtemps envoyé son aide de camp Leclerc, pour sonder les dispositions

gabonde, il s'avancait vers les Ligues grises, qui furent bientôt livrées aux horreurs d'une dissension intestine par suite de la demande formée par les Valtelins, leurs sujets, de composer une quatrième ligue. Mais cet événement, qui eut des conséquences si graves pour le repos du corps helvétique, mérite que nous prenions les choses d'un peu plus haut.

La Valteline, seigneurie de cinq bailliages qui s'étend au revers méridional des Alpes, consiste dans la vallée supérieure de l'Adda depuis sa source jusqu'à son entrée dans le lac de Como. Les Grisons, qui avaient originairement conquis cette petite province sur les ducs de Milan, en jouissaient paisiblement depuis que François I^{er} la leur avait garantie, et ils lui conservèrent presque tous ses privilèges. Elle avait son conseil particulier, et ne se trouvait soumise qu'à trois podestats, dont l'administration était scrupuleusement examinée par des syndics nommés à cet effet.

On voit par là que cette suzeraineté n'était point oppressive: mais, dans un temps où les motifs d'indépendance et de liberté sonnaient si fréquemment et avec tant de charmes à toutes les oreilles, il était difficile que la Valteline, voisine du Milanais, ne cherchât pas à secouer le joug de ses maîtres. Si sa faiblesse lui laissait peu d'espoir de former un État indépendant, on lui fit entrevoir du moins celui de s'agréger à la république cisalpine. Les Valtelins, instigués à la fois par les agents français et lombards, en adressèrent directement la demande à Bonaparte, motivée sur ce qu'ils avaient été anciennement détachés du Milanais, auquel des rapports de langue, de religion, de commerce, les attachaient bien plus qu'à leurs Suisses (1).

Le général français auquel les Grisons députèrent le patricien Planta, proposa d'admettre la Valteline comme quatrième ligue, et offrit sa médiation, pourvu qu'on lui envoyât des commissaires à sa convenance.

Les chefs du gouvernement de Coire nommèrent ces députés, et en référèrent au conseil des communes pour l'émancipation. Mais ce projet

de ces peuples; et on ne croit pas qu'il fut étranger à ces demandes.

avant été rejeté, et les instructions données aux commissaires leur prescrivant de ne rien consentir qui pût blesser l'union héréditaire avec l'Autriche, ils refusèrent leur mission. Le général Murat, choisi comme médiateur, ne les voyant pas paraître, se prononça en faveur des Valtelins; décision que le général en chef confirma le 10 octobre, en déclarant leur incorporation à la république cisalpine.

Bonaparte, non content d'émanciper ainsi les sujets des anciens alliés de la France, songea dès lors à tirer vengeance de la résistance de ceux-ci. Il y avait dans les trois ligues environ 800 officiers et soldats retirés du service de France, et qui, depuis le licenciement de 1792, sollicitaient en vain la pension à laquelle ils avaient droit. Bonaparte fit passer des fonds pour la payer, et s'acquitta ainsi de leur reconnaissance. Bientôt, ses émissaires leur inspirèrent des défiances contre le gouvernement, et parvinrent à en former un parti favorable aux Valtelins. Ce parti, se sentant soutenu par les troupes françaises cantonnées dans la vallée de l'Adda, redoubla d'audace, et conspira ouvertement contre le gouvernement. Le 1^{er} décembre l'explosion éclata. Les chefs et les membres de Ligues grises, rassemblés extraordinairement à Coire pour délibérer sur les moyens de conserver leurs conquêtes furent déposés et gardés à vue. Le congrès général de toutes les communes se réunit, vota l'admission de la Valteline comme quatrième ligue, et envoya son président à Bonaparte pour lui offrir toute satisfaction, et lui annoncer qu'une commission était chargée de la recherche des coupables : soumission désormais inutile, puisque la réunion de la Valteline à la Cisalpine venait d'être décidée.

La France modérée et raisonnable n'avait aucun intérêt à cette usurpation sur le corps helvétique, dont les résultats se font sentir aujourd'hui d'une manière funeste. En effet, la république française, sûre alors de l'amitié des Suisses, ne devait pas donner à un État d'une existence aussi précaire que la Cisalpine, des droits qui pouvaient revenir un jour aux anciens possesseurs de la Lombardie. La Valteline, réunie aux Grisons, fermait l'accès de la Suisse du côté du Tyrol, diminuait l'influence de l'Autriche sur les vallées helvétiques, garantissait la frontière cisalpine, et couvrait parfaite-

ment la ligne des troupes françaises appelées à combattre sur l'Adige. En réunissant cette province à un État ci-devant autrichien, c'était établir un contact direct entre le haut Tyrol et les communications de l'armée française, ouvrir la route du Tonal et du Bréglio par Sondrio sur Milan; enfin, donner la clef des Alpes rhétiennes à l'Autriche si jamais elle rentrait en possession de la vallée de l'Adda.

Le Portugal se ressentit aussi de l'effet de la paix continentale sur l'orgueil du Directoire. Le prince du Brésil ne s'était pas empressé de ratifier le traité conclu par le chevalier d'Aranjo : le prince de la Paix, comptant peu sur l'heureuse issue des conférences d'Udine, ou cherchant peut-être à induire en erreur la cour de Lisbonne, la rassurait sur les démonstrations de l'Espagne en Estramadure; tandis que, d'un autre côté, lord Saint-Vincent, mouillé dans le Tage et maître du fort Saint-Julien, menaçait de bombarder sa capitale. Le prince du Brésil, ne voyant donc dans cette transaction que des sacrifices en pure perte, refusa d'y souscrire. Cependant, à la nouvelle de la paix avec l'Autriche, le cabinet de Madrid changea de ton, et le Portugal pressé de nouveau, se décidant à ratifier le traité, envoya à son ministre une somme considérable en diamants pour expier ce retard. Le Directoire à son tour ne voulut rien entendre, et, moins humilié d'une mystification passagère dont on lui donnait satisfaction, qu'alarmé, dit-on, des révélations que le chevalier d'Aranjo aurait pu faire sur la cupidité de deux de ses membres, il fit arrêter ce ministre contre le droit des gens, et le retint prisonnier jusqu'au moment où il le fit conduire hors de France.

La Porte Ottomane ne fut pas à l'abri de sa fureur envahissante. Déjà Monge, dans un discours d'apparat adressé au Directoire lors de la présentation des drapeaux conquis par l'armée d'Italie, parlait d'un acheminement à la liberté de la Grèce et à l'expédition d'Égypte, dont Bonaparte avait entretenu le gouvernement dès les conférences d'Udine. L'ambassadeur turc, à Paris, instruit de ces étranges déclamations, demanda ce qu'il devait en penser: on lui répondit que Monge n'ayant aucun caractère public, le gouvernement ne pouvait être responsable de ses sorties; l'ambassadeur, en fei-

gnant de se contenter de cette interprétation, avertit le Divan de se tenir en garde contre la république.

La bonne foi et la politique n'ont sans doute jamais marché d'un parfait accord; mais, dans aucun temps, on ne foula aux pieds les traités avec autant d'audace, que le Directoire durant les premiers mois qui suivirent la paix avec l'Autriche. En réfléchissant sur la présomption avec laquelle il attaqua tous les intérêts européens, on serait tenté de croire qu'un traité secret lui assurait la participation de la cour de Vienne; car on ne peut imaginer que le triumvirat ait cru tout oser impunément, sans rompre les engagements de Campo-Formio, et sans exciter la Russie, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse même, à intervenir de nouveau dans les affaires du continent.

Le Directoire ne fut pas plutôt certain de la ratification du traité par l'Empereur, qu'il se hâta de tourner ses vues du côté de l'Angleterre. Soit qu'on espérât imposer au cabinet de Saint-James, par la menace d'une descente, soit qu'on voulût fixer ses escadres dans la Manche, et détourner leur attention des mers de l'Inde, on ordonna la formation d'une armée d'Angleterre, dont le commandement fut confié à Bonaparte. Elle se composait de 22 régiments d'infanterie, et de quelques-uns de cavalerie, avec un état-major nombreux. Pour donner plus d'appareil à ces démonstrations, Joubert fut envoyé à La Haye afin de déterminer la république batave à faire tous ses efforts pour remettre en mer une nouvelle escadre. Truguet, nommé ambassadeur en Espagne, se chargea d'insister auprès de la cour d'Aranjuez sur la nécessité d'équiper au plus tôt une flotte capable de venger le pavillon espagnol, si fort humilié au combat de Saint-Vincent. Enfin les ports de Brest et de Toulon reprirent quelque activité pour réparer les imprudentes réformes ordonnées par le successeur de ce ministre.

Cependant, avant de rien entreprendre au delà des mers, il importait d'assurer la paix continentale. Le congrès de Rastadt ne pouvait guère s'ouvrir qu'au commencement de l'année suivante. La note impériale à la diète de Ratisbonne, du 1^{er} novembre, une fois notifiée à tous les princes, il s'agissait encore de nommer les ministres, de ré-

diger leurs instructions, et de leur laisser le temps d'arriver. D'ailleurs, la mort du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II, pouvait amener une révolution complète dans le système politique du Nord, et exercer une grande influence au congrès. Ce prince, qui termina, le 16 novembre, une carrière plus bizarre que glorieuse, laissait, il est vrai, un successeur d'un caractère loyal et pacifique; mais il était à craindre que, faute d'expérience dans les affaires dont on l'avait tenu éloigné, il ne fût entraîné par la force des événements. Quoi qu'il en soit, on jugea avantageux de confier à Bonaparte le soin de présider la légation française, composée de Bonnier et de Treillard; son nom était, en effet, le plus grand épouvantail des ennemis de la république, et personne ne pouvait mieux que lui conclure un traité, où il s'agissait moins de négocier d'utiles alliances, que de commander des sacrifices à des puissances de second rang.

Avant tout, il fallait néanmoins s'assurer la possession de Mayence, et l'abandon d'Ehrenbreitstein et de Philipsbourg aux troupes électorales, autrement la paix séparée avec l'Autriche eût été encore problématique. Bonaparte se rendit donc à Rastadt, où sa mission ne tarda pas à être remplie. Le 1^{er} décembre, il signa, avec les comtes de Cobenzel et de Latour une convention militaire qui déterminait le mode d'évacuation des places cédées réciproquement par les parties contractantes. Il fut stipulé que les troupes autrichiennes se retireraient dans les États héréditaires, et passeraient l'Inn avant le 25 décembre; que la garnison de Mayence passerait le Rhin le 30; qu'au 10 janvier cette place pourrait être investie et assiégée par les Français, si la garnison électorale n'en faisait pas la remise immédiate; que Manheim, Ehrenbreitstein, Ulm, Philipsbourg, Ingolstadt et Wurzburg seraient évacués le 20. Les troupes françaises et cisalpines devaient, à la même époque, remettre le pays de Venise et les places fortes d'Italie désignées par les articles secrets. Il fut en outre arrêté qu'avant le 8 décembre, les plénipotentiaires autrichiens notifiaient à la diète la résolution de leur souverain de faire sortir son armée du territoire de l'Empire.

Bonaparte, débarrassé de ce soin, et ne voyant pas jour à un prompt arrangement avec la confé-

l'opération germanique partit aussitôt après pour Paris, laissant à ses collègues le soin d'assister à l'ouverture du congrès, et d'en suivre la marche. Il avait rendu de trop éclatants services à la France, pour ne pas y être accueilli avec transport. Les détails de la réception brillante que le gouvernement lui fit, sont trop étrangers au but de cette histoire, pour y trouver place. Le public, plus curieux peut-être que le Directoire, rivalisa avec lui pour accabler le héros pacificateur de témoignages de reconnaissance, d'amour et de respect. Cependant, averti par différentes lettres anonymes, et plus encore par les leçons de l'histoire, conquérant de l'Italie ne se dissimulait point l'envie que lui portaient quelques directeurs. En vain, sous l'habit modeste de membre de l'Institut, cherchait-il de se dérober à l'attention publique;

il n'échappait pas plus aux jalouses observations de ses ennemis, qu'à l'insatiable curiosité de ses admirateurs. Excité par Talleyrand et par une foule de savants avides du merveilleux, il résolut enfin de se mettre lui-même à la tête de l'expédition d'Égypte qu'il avait conseillée. Barras la désapprouvait, pensant que l'Inde, où il avait servi, ne valait pas les hasards d'une telle entreprise. Rewbell aurait préféré créer des petites républiques autour de lui pour y dominer à son gré. Merlin, La Réveillère et François de Neufchâteau décidèrent, dit-on, cette fatale course, qui remit en question les destinées de la France et les résultats de six ans de victoires.

Mais je m'écarte de mon sujet : hâtons-nous d'y rentrer, en passant au récit de la campagne de 1798.



